

Arrêter le virus & Relancer l'économie



La Région de l'Oriental sur tous les fronts



Se préparer pour
l'après Covid-19

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal
des Etudes Stratégiques (IRES)

11



Quelques réflexions post-Covid-19 :
quels rôles pour les Régions ?

Khalid SBIA
Vice-Président du Conseil Régional de l'Oriental

14



Nouveau modèle de culture,
nouveau levier de développement

Meryem NAOUR
Chargée de la coordination du Salon Lettres du Maghreb
Responsable de la programmation Enfance & Jeunesse

55



La protection et la sauvegarde
de la vie sont des actes de foi

Docteur Mustapha Bentamza
Président du Conseil des Ouléma d'Oujda

64

*« Faire face à cette crise sans précédent,
relever les défis qui en découlent requièrent
une mobilisation nationale générale
et la mutualisation de tous les efforts.*

*Par conséquent, Nous saisissons cet important
rendez-vous constitutionnel
pour exhorter l'ensemble des institutions
et des forces vives de la Nation,
et, au premier chef, le Parlement,
à se hisser au niveau des défis
de la conjoncture actuelle et à répondre
ainsi aux attentes des citoyens.*

*En effet, dans le combat en faveur des intérêts
de la patrie et des citoyens,
il importe de rappeler que, comme la responsabilité,
le succès doit être partagé ;
il est l'affaire de tous, de chacun de nous, ou il n'est pas. »*

**Extrait du Discours Royal au parlement
à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session
de la 5^{ème} année législative de la 10^{ème} législature**



**Discours Royal à la nation à l'occasion du 67^{ème} anniversaire
de la Révolution du Roi et du Peuple,
prononcé à Al Hoceima, le 28 août 2020**

« Louange à Dieu, Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Cher peuple,

En ce même jour de l'an 1953, la volonté de Notre Grand-Père, Sa Majesté le Roi Mohammed V, et de Son compagnon de lutte, Notre Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait leurs âmes, convergea avec celle du peuple marocain, pour que naquît une révolution historique dont le mot d'ordre fut le rejet solennel des plans coloniaux.

Patriotisme sincère, esprit de sacrifice, solidarité et loyauté, telles furent les vertus électives de cette glorieuse épopée qui visait à faire émerger un Maroc libre et indépendant. L'Histoire du Maroc est ainsi richement tissée d'événements qui portent témoignage de la symbiose parfaite entre le Trône et le peuple, toujours unis face aux vicissitudes du temps.

C'est l'état d'esprit qui, lors des premières phases de la pandémie du Covid-19, a animé les Marocains qui ont alors fait preuve d'engagement et se sont collectivement engagés. Au cours de cette période de crise, nous avons réussi, par nos efforts conjoints, à atténuer l'impact sanitaire et ses conséquences économiques et sociales.

A ce titre, de larges franges de la population ont bénéficié du soutien de l'Etat. Nous avons initié un plan ambitieux et inédit pour la relance économique et Nous avons impulsé un grand projet pour la généralisation de la couverture sociale, au profit de tous les Marocains.

A cet égard, Nous insistons sur la nécessité d'une bonne mise en œuvre de ces projets, dans les délais fixés.

Cher peuple,

Néanmoins, en dépit des efforts déployés, la pandémie fait toujours rage et le combat, inachevé encore, s'inscrit toujours dans un contexte difficile et sans précédent.

Certes, nous étions cités en exemple pour notre respect des mesures préventives et pour les résultats probants que nous avons enregistrés durant la période de confinement.

Ce bilan a été, pour Nous, un sujet particulier de fierté, notamment au vu des bas niveaux du nombre de décès et de la proportion des individus atteints, comparativement à ceux de nombreux autres pays.

Hélas, nous avons constaté que, par la conjonction de plusieurs facteurs, la levée du confinement s'est accompagnée d'une multiplication exceptionnelle de cas d'infection.

En effet, certains ont confondu levée du confinement et fin de la maladie alors que d'autres ont affiché un laisser-aller et un relâchement inadmissibles. D'aucuns réfutent même l'existence de la pandémie.

Il faut souligner ici que la maladie est bien réelle ; soutenir l'inverse nuit, non seulement à celui qui le prétend, mais aussi à sa famille et à ses compatriotes.

Il convient aussi de rappeler que les symptômes apparaissent chez certains malades seulement 10 jours après l'infection, voire plus. En outre, le nombre élevé des cas asymptomatiques accroît le risque de propagation de la pandémie et requiert, de ce fait, la plus grande vigilance.

De fait, cette maladie ne fait aucune distinction entre population rurale et population urbaine, ni entre enfants, jeunes et personnes âgées. La réalité est qu'une frange importante de la population ne respecte pas les mesures sanitaires préventives adoptées par les pouvoirs publics comme le port du masque, l'observation des règles de distanciation sociale, l'utilisation des produits d'hygiène et de désinfection.

Ces comportements pourraient être compris si les outils de prévention étaient, soit indisponibles sur le marché, soit coûteux. Mais, il se trouve que l'Etat s'est scrupuleusement attaché à fournir ces produits en abondance et à des prix très raisonnables.

L'Etat a en effet subventionné le prix des masques et il a encouragé leur production industrielle locale pour qu'ils soient à la portée de tous.

Ces attitudes irrationnelles sont d'une part dénuées de civisme car agir en bon citoyen, c'est avant tout se soucier de la santé et de la sécurité d'autrui ; elles traduisent d'autre part un manque de solidarité car être solidaire, ce n'est pas seulement aider autrui matériellement, c'est surtout, dans cette situation, éviter d'être potentiellement un vecteur de contamination pour les autres.

De surcroît, ces postures prennent à rebours les efforts fournis par l'Etat, qui, Dieu soit loué, a réussi à apporter son soutien à de nombreuses familles restées sans moyens de subsistance.

Toutefois, cet appui ne peut continuer indéfiniment, car les aides accordées par l'Etat excèdent ses ressources.

Cher peuple,

Parallèlement à l'allègement du confinement, un ensemble de mesures préventives a été déployé pour préserver la sécurité des citoyens et enrayer la prolifération de la pandémie. Toutefois, nous assistons, avec désappointement, à une recrudescence des cas d'infection.

En effet, Nous constatons avec regret que la dégradation de la situation sanitaire ne porte guère à l'optimisme à cette date. Et quiconque, cher peuple, te dit le contraire est un affabulateur.

De fait, au lendemain du déconfinement, le nombre des cas confirmés, celui des cas graves et celui des décès ont augmenté, en peu de temps, plus de trois fois, par rapport à la période de confinement.

De même, le nombre d'infections parmi le personnel soignant a enregistré une hausse, passant quotidiennement, de 1 cas durant la période de confinement, à 10 cas tout récemment.

Si cette tendance haussière perdure, la Commission scientifique chargée du suivi de l'évolution du Covid-19 pourrait préconiser un retour au confinement, voire un durcissement des mesures sanitaires.

Dans l'hypothèse où, Dieu nous en garde, cette décision difficile devait être prise, ses répercussions sociales et économiques seraient rudes pour l'ensemble des citoyens.

Par ailleurs, à défaut d'un respect rigoureux et responsable des consignes sanitaires, le nombre de contaminations et de décès ira crescendo. Et alors, malgré les efforts importants des pouvoirs publics et du secteur de la santé, les hôpitaux ne seraient plus en mesure de faire face à la pandémie.

Concomitamment aux mesures initiées par les pouvoirs publics pour juguler la pandémie, J'appelle les forces vives de la Nation à faire preuve de mobilisation et de vigilance et, particulièrement, à adhérer unanimement aux efforts déployés à l'échelle nationale, afin de sensibiliser la société, éveiller sa conscience et l'encadrer.

À cet égard, Je souligne que pour sortir de la situation actuelle et relever le défi de la lutte contre la pandémie, chacun devra observer une conduite civique, exemplaire et responsable.

Cher peuple,

Dans le Discours que Je te livre aujourd'hui, Mon intention n'est pas de t'adresser des reproches. Je tiens, plutôt, à te faire part expressément de Mes appréhensions quant à une éventuelle hausse exponentielle des cas de contaminations et de décès. Cette situation impliquerait, à Dieu ne plaise, un retour au confinement total, et risquerait de provoquer de notables répercussions psychiques, sociales et économiques.

Afin de traverser cette conjoncture difficile, et alors que nous commémorons l'Anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple, nous devons plus que jamais nous remémorer les valeurs emblématiques d'abnégation, de solidarité et de loyauté qui ont marqué de leur sceau cette glorieuse épopée.

Je suis intimement convaincu que, emboitant le pas dans celui de ces prédécesseurs illustres, les Marocains sauront servir au mieux les intérêts de notre peuple et de notre pays, qu'ils seront capables de relever le présent défi, révélant ainsi leur civisme et remplissant les devoirs d'une citoyenneté agissante.

Wassalamou alaïkoum warahmatoullahî wabarakatouh ».

SOMMAIRE

Éclairage

**CROISSANCE &
TERRITOIRES :
LA NOUVELLE
ÉQUATION DE LA
MONDIALISATION**



Par Fathallah SIJILMASSI
et Iman Meriem BENKIRANE **22**

Éclairage

**L'UNIVERSITÉ MOHAMMED
1^{ER} D'Oujda : BERCEAU DE
RECHERCHE ET D'INNOVATION**
par Yassine ZARHLOULE



37

Point

**CORONAVIRUS :
UNE CRISE
DU VIVANT**
par Jalil BENNANI



59

ÉDITORIAL

La nouvelle révolution
du Roi et du Peuple **9**
M. Mohamed MBARKI
Directeur Général de l'Agence de l'Oriental

REPÈRES

Se préparer pour
l'après Covid-19 **11**
M. Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Études
Stratégiques (IRES)

Quelques réflexions post-Covid-19 :
quels rôles pour les Régions ? **14**
Khalid SBIA
Vice-Président du Conseil Régional de l'Oriental

FOCUS

Une batterie de mesures
pour relancer l'économie
de l'Oriental sur de nouvelles bases **18**
Mohamed SABRI
Directeur Général
du Centre Régional d'Investissement
Région de l'Oriental

ÉCLAIRAGE

Stratégie régionale de lutte
contre la Covid-19 dans l'Oriental **25**
Abdelmalek KOUALLA
Directeur Régional de la Santé
Région de l'Oriental

La situation économique
régionale a changé
avec la Covid-19 **27**
Noureddine BACHIRI
Président de la CGEM de l'Oriental

Le digital une alternative
de relance post-Covid **29**
Nabil ZEROUAL
Entrepreneur,
Créateur de ESCODEVE Maroc
à Jerada

Post-Covid :
l'Oriental doit se reconstruire
autour d'une nouvelle stratégie **31**
Soufiane BOUCHAKOUR
Président de l'Observatoire
pour le développement local
et régional de l'Oriental

L'éducation sous la pandémie
dans l'Oriental : classes virtuelles
et plateformes de services **34**
Mohamed DIB
Directeur de l'AREF de l'Oriental

Face à la pandémie,
résilience et performances
dans l'agriculture **40**
Mahjoub LAHRACH
Directeur Régional du Ministère
de l'agriculture, de la pêche maritime,
du développement rural
et des eaux et forêts

«Made in Eastern Morocco»
à prix raisonnables face
à la pire crise de l'histoire
du tourisme régional **42**
Mohamed MELHAOU
Professeur universitaire et consultant
du Centre Régional du Tourisme

La société civile de l'Oriental
face au coronavirus **44**
El Kébir HANNOU
Directeur du Pôle Développement local
Agence de l'Oriental

Les associations en première ligne
contre la pandémie **50**
Maître Salima FARAJI
Présidente de l'Association Espace Jeune

POINT

Face à la pandémie, l'art apaise
et lance des messages d'espoir **52**
Khalid SLI
Directeur du Festival Maghrébin du Film

Nouveau modèle de culture,
nouveau levier de développement **55**
Meryem NAOUI
Chargée de la coordination du Salon
Lettres du Maghreb - Responsable
de la programmation Enfance & Jeunesse

HORIZON

La protection et la sauvegarde
de la vie sont des actes de foi **64**
Docteur Mustapha BENHAMZA
Président du Conseil des Oulémas d'Oujda

Toujours garder le lien... **66**
Pierre MATEO
Directeur délégué de l'Institut français d'Oujda

La crise sanitaire : lecture et perspectives
des collectivités territoriales d'Afrique **69**
Jean-Pierre ELONG MBASSI
Secrétaire Général de CGLU-Afrique



Oriental.ma

Directeur de Publication : Mohamed MBARKI

Secrétaire de Rédaction : Saïda MAHIR • Conception et réalisation : TOPIC • Coordination sur place : Ali KHARROUBI

Traduction vers l'arabe : Abadr EL MRINI • Supervision en langue arabe : El Kébir HANNOU

Dépôt légal : 2018PE0068 • ISSN : 2657-2788 • Agence de l'Oriental : 13, rue Mohamed Abdou, 60 000 - Oujda

Tél. : (+212) 5 36 70 58 68 • Fax : (+212) 5 36 70 58 52 • Site web : www.oriental.ma

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs.

Éditorial

La nouvelle révolution du Roi et du Peuple

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a exceptionnellement consacré l'intégralité de Son Discours Royal à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple à la pandémie en cours. Le Souverain a rappelé les premières étapes franchies avec brio par notre pays, puis les difficultés révélées depuis le déconfinement. Sa grande inquiétude a sans doute frappé tous les esprits, comme Ses appels à la responsabilité, à la vigilance, à la citoyenneté... Cette intervention mémorable montre à quel point notre pays est déjà bouleversé par le virus et n'en sortira qu'au prix d'une «nouvelle révolution du Roi et du Peuple».

Ce numéro de «Oriental.ma» n'est malheureusement pas un numéro d'après-crise ; il n'est même pas un numéro d'après confinement car des mesures contraignantes sont à nouveau nécessaires pour freiner la circulation du virus, face au nombre accru des contaminations.

Cette Revue s'attache à tirer quelques leçons et souligner les bonnes initiatives d'actions prises dans notre Région face à la pandémie, mais elle entend surtout contribuer à la prise de conscience de tous pour abonder l'élan salvateur voulu par notre Souverain.

Sans connaître encore la longueur et les difficultés du parcours à venir, nous dressons ici un portrait de l'Oriental face à la pandémie, durant le confinement et après, éclairé de contributions venues d'ailleurs. Nous avons sollicité tous ceux qui ont affronté directement la pandémie et continuent à le faire. Ils tentent de combattre ses conséquences négatives, ainsi que les nombreux acteurs publics ou privés qui ont fait preuve d'initiative et de créativité, inventant des réponses nouvelles à des questions hier encore inconnues. Un grand merci à ceux qui ont bien voulu donner leur témoignage.

Nul n'oubliera la réactivité et la justesse des Directives Royales mettant nos concitoyens sur les voies de la sécurité maximale. Dans le contexte national ainsi créé, des initiatives sont parties des territoires, des Universités ou des entreprises par exemple, de simples citoyens parfois. Dans l'Oriental, nous avons connu cela et nous le relatons ici.

S'il y a probablement aujourd'hui une grande quantité de virus en circulation sur la planète.

Cela interpelle fondamentalement ce que nous sommes et bouleverse nos vies.

Des pratiques nouvelles s'installent ; dureront-elles au-delà de la pandémie ?

Quelles inflexions ou accélérations de tendance s'avèreront durables ?

Quels messages pour notre spiritualité ?

Comment les décideurs agiront-ils dans un tel contexte ?

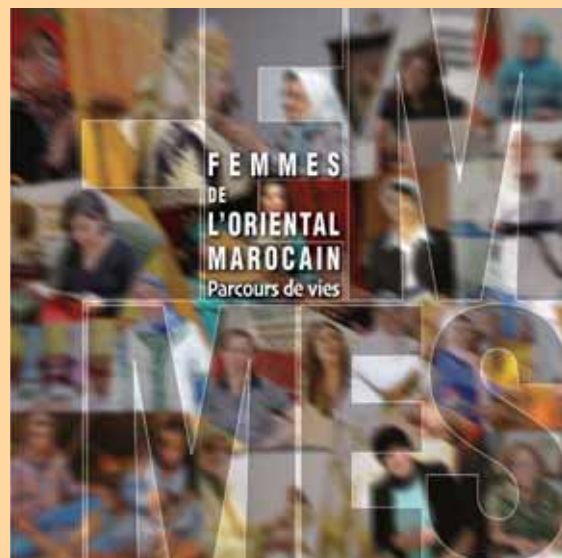
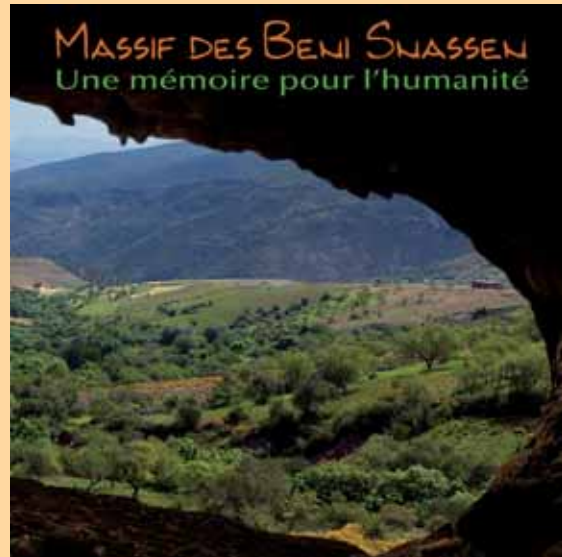
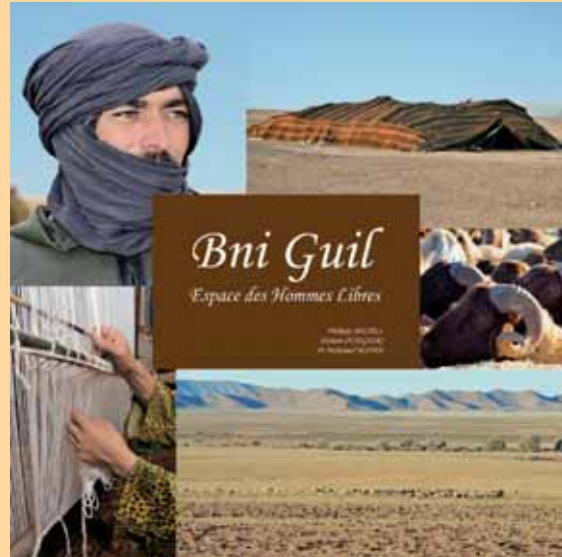
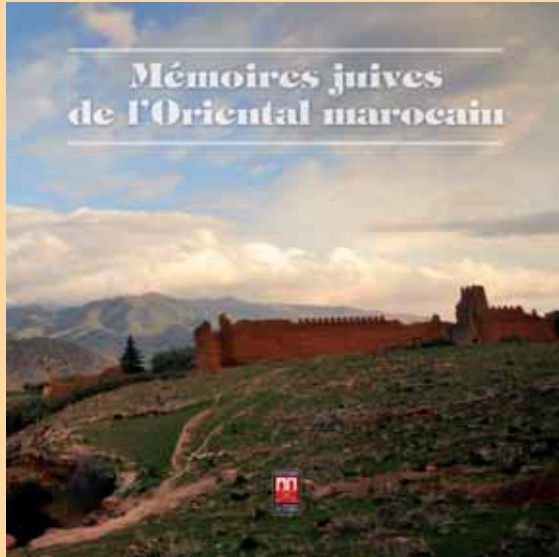
Le monde d'après est si peu perceptible que l'anticipation semble à haut risque, mais nos auteurs apportent quelques lueurs et dessinent un renouveau à forte dimension culturelle, bien au-delà d'une simple relance économique, aussi nécessaire soit-elle.

D'ailleurs, y aura-t-il un monde d'après ou devons-nous apprendre à vivre avec le virus ?

Les scientifiques sont partagés. Ils ont émis plus de débats et d'affirmations différentes que de certitudes éclairantes. Avec cela aussi, il nous faut apprendre à réfléchir.

Pourtant, des décisions doivent être prises, qui engagent demain. Bravo à tous ceux qui agissent dans notre Région et n'ont pas choisi le «wait and see». A lire ceux qui s'expriment ici, les virus de l'honneur et de la mobilisation, eux, circulent toujours !

La séduction des patrimoines ;
la conviction qu'ils sont exceptionnels.





Se préparer pour l'après Covid-19

M. Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES)

L'auteur est chargé de mission au Cabinet Royal, Directeur de l'Institut Royal des Études Stratégiques et ancien Directeur de la Politique Économique Générale au Ministère des Finances. Diplômé de l'École Polytechnique de Paris, celui qui fut aussi un cadre dirigeant de l'ONA est en situation d'analyser avec brio et au meilleur niveau d'information la situation du pays, ses perspectives de sortie de crise et la place des Régions dans les mutations en cours et à venir.

La crise du Covid-19 qui s'est déclarée à Wuhan en Chine à la fin de l'année 2019 a surpris le monde par son ampleur et la rapidité de sa propagation et ce, bien que le scénario d'une pandémie ait été, à de nombreuses reprises, évoqué. Les alertes des experts du futur n'ont pas été prises en considération par les décideurs politiques, souvent confrontés à des arbitrages budgétaires complexes et craignant d'effrayer les citoyens de leurs pays. Événement historique sans précédent, la pandémie du Covid-19 a imposé aux Etats de prendre des mesures importantes pour en endiguer la propagation, ce qui a transformé la crise sanitaire en une crise multiforme, touchant tous les aspects de la vie des individus.

Une crise multiforme annonçant les prémisses d'un nouveau monde post-Covid

Cette situation, unique en son genre, semble réunir les prémisses d'impor-



tantes transformations et de ruptures qui surgiraient, à l'avenir, sur le plan politique, économique, social, sociétal et environnemental. Elle rend nécessaire un changement majeur de paradigme puisque le monde de demain sera différent de celui d'aujourd'hui.

Sur le plan géopolitique, la pandémie est venue accentuer la crise de leadership mondial. Elle a dévoilé une gouvernance mondiale inefficace et une rivalité hégémonique sino-américaine destructrice. La forme de la mondialisation est, actuellement, marquée par les égoïsmes nationaux et par la tentation du protectionnisme.

L'Occident s'est montré démuni devant la crise sanitaire. Sa perte de leadership du monde s'est confirmée avec la montée en puissance de la Chine, locomo-

tive de l'économie mondiale, à laquelle les pays occidentaux avaient délégué leur production industrielle, s'agissant même des produits de première nécessité.

Sur un plan régional, l'Afrique s'est montrée peu touchée par le Covid-19, en raison, entre autres, de la jeunesse de sa population, de son insertion limitée dans la mondialisation et des modes de vie de ses ressortissants. Si l'Afrique est toujours fortement convoitée pour ses richesses naturelles, la nouveauté réside dans le fait que la pandémie risque de rebattre les cartes de la compétition internationale pour l'approvisionnement en matières premières.

Sur le plan politique, la crise sanitaire s'est traduite par le retour de l'Etat. Elle pose des questionnements relatifs au rapport du citoyen à l'Etat et à la trajectoire que doit prendre la démocratie. L'importance prise par les outils digitaux durant cette crise ouvre un champ nouveau de réflexion.

La pandémie du Covid-19 confirme la vocation du digital à transformer radicalement les modes de gouvernance et les processus de production. Toutefois, à la volonté de développer le digital, notamment, pour ce qui est de la communication politique et des politiques publiques, correspond une aspiration populaire de plus en plus audible au renforcement de la démocratie ainsi qu'à une meilleure protection des données personnelles.

Sur le plan économique, la crise sanitaire a plongé le monde dans une grande détresse économique. La conjoncture économique internationale s'est fortement détériorée au premier semestre 2020 : la Banque mondiale prévoit une contraction du PIB mondial de 5,2% en 2020 : -7% pour les économies avan-

cées et -2,5% pour les économies émergentes et en développement.

Pour sortir de cette crise, qui résulte d'un double choc de l'offre et de la demande et qui est accompagnée par une chute des cours des hydrocarbures et de nombreuses matières premières, à l'exception des produits alimentaires et pharmaceutiques, les choix stratégiques qui seront opérés par les Etats auront des impacts économiques profonds, tout en donnant un visage nouveau à la mondialisation et en redéfinissant le rôle économique de l'Etat.

Une nouvelle approche de la souveraineté nationale est en train de voir le jour. Outre la recherche d'une autonomie stratégique en matière de santé, d'alimentation, d'énergie... la pandémie du Covid-19 pourrait conduire à la tran-

sition d'une industrie de luxe vers une industrie de la vie et à la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, lesquelles pourraient céder la place aux chaînes de valeur régionales.

Sur le plan social et sociétal, cette pandémie a rappelé avec insistance la vulnérabilité de l'espèce humaine et engendré une forte attente de changements radicaux, avec la remise en cause de certains styles de vie et une digitalisation accrue des secteurs économiques et sociaux, se traduisant entre autres par le développement du télétravail et le recours intensif à l'enseignement à distance. Elle pourrait constituer l'amorce d'un nouveau regard sur les relations familiales et interpersonnelles et rendrait nécessaire une re-priorisation des choix stratégiques en faveur de la réduction des inégalités sociales et de l'amélioration de la santé des citoyens, laquelle constitue un élément primordial de la sécurité collective.

Sur le plan environnemental, la crise sanitaire pourrait rendre urgente la transition écologique et plaider en faveur d'un changement du rapport de l'Homme à la Nature. Elle accentuerait le besoin d'un développement durable et plus humain.

L'impératif d'une préparation du Maroc au monde post-Covid

À l'instar des autres pays, le Maroc n'a pas été épargné par les retombées de la crise du Covid-19. Dès la détection du premier cas de coronavirus sur son territoire début mars 2020, il a pris des mesures drastiques comme la fermeture des frontières, la proclamation de l'Etat d'urgence sanitaire, l'institution du confinement général de la population, la création du fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Coronavirus, la mise en place du Comité de veille économique...

L'action rapide des autorités marocaines, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, a permis d'atténuer fortement la propagation du virus.

Ces mesures souveraines ont eu pour effet de placer le Maroc parmi les pays qui affichent sept mois après le début



Le recours massif au digital et à Internet

de la crise, l'un des taux de létalité les plus faibles du monde (moins de 2%) et un taux de guérison dépassant 80%.

Les mesures précitées ont été suivies par l'annonce, à l'occasion du Discours du Trône du 29 juillet 2020, d'un plan de relance économique, par la décision d'injecter 120 milliards de dirhams dans l'économie, soit l'équivalent de 11% du PIB, par la création d'un fonds d'investissement stratégique, par la généralisation de la couverture sociale des Marocains dans un délai de 5 ans et par une réforme de grande envergure du secteur public.

Face à la multiplication importante des cas d'infection après la sortie du confinement, le Souverain, dans Son Discours à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, a souligné que «pour relever le défi de la lutte contre la pandémie, chacun devra observer une conduite civique, exemplaire et responsable». Tout retour au confinement total «risquerait de provoquer de notables répercussions psychiques, sociales et économiques».

En effet, le grand confinement, qui avait pour objectif principal la préservation de la santé des Marocains, a eu des répercussions négatives sur la situation économique et sociale, se traduisant par la mise au chômage de 712 000 actifs à fin août 2020, par une partie de la population dépourvue de revenus, par une récession de l'économie en 2020 de l'ordre de 6%, une aggravation de 3,8 points du PIB du déficit budgétaire ainsi qu'une détérioration de 2,3 points du PIB du déficit de la balance des paiements courants. La disparition d'une partie du patrimoine productif national est une éventualité à considérer sérieusement d'autant que la durée du confinement général au Maroc a été parmi les plus longues à l'échelle internationale.

Sur le plan social, il pourrait y avoir une augmentation des inégalités économiques et sociales et un rebond de la déperdition scolaire lors de la reprise de l'enseignement. Outre la nécessité de faire face aux répercussions conjoncturelles de la crise sanitaire, le Maroc devrait apporter une réponse stratégique à la pandémie qui soit de



Au Maroc comme dans le monde entier, la pandémie marque l'envolée des technologies disruptives

nature structurelle et ce, conformément aux Orientations Royales annoncées, successivement, lors du Discours du Trône de 2020, du Discours à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple et du Discours adressé au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 5^{ème} année législative. Il s'agit de corriger les dysfonctionnements apparus lors de la gestion de la crise sanitaire, de permettre à l'économie marocaine de se remettre du confinement, mais aussi de faire face aux effets externes de la crise sur le Maroc, particulièrement, le recul de la demande internationale et des flux financiers provenant de l'étranger.

Il importe, aussi, de réduire la dépendance externe de l'économie nationale en ressources stratégiques, notamment dans les domaines alimentaire et énergétique, de promouvoir l'économie de proximité, de favoriser la transition digitale, de faciliter l'auto-emploi et de jeter les bases d'un système sanitaire en mesure de faire face à d'éventuelles crises d'ordre épidémiologique ou naturel.

La réponse systémique s'impose, également, du fait qu'une nouvelle vision du monde est en train d'émerger, devant à la fois mettre l'Homme au cœur du développement, revoir le rapport de l'Homme à la Nature, faire face à l'exponentialité résultant de l'accélération des technologies disruptives et assurer une articulation entre le global et le

local dans le cadre de la planétarisation. De par le caractère «glocal» de la pandémie, le Maroc devrait profiter de la reconfiguration des chaînes de valeur européennes vers plus de «nearshoring» et de résilience pour se positionner comme un partenaire privilégié, notamment, sur des segments à forte valeur ajoutée comme la recherche & développement, sur la base d'une proximité géopolitique accrue et d'une garantie des approvisionnements.

De plus, le Royaume devrait contribuer à un développement panafricain endogène, en phase avec les aspirations des jeunes élites africaines, renforcer son rôle effectif sur le continent et se positionner comme leader technologique.

Sur le plan national, la gouvernance territoriale s'est avérée être l'un des meilleurs modes de gestion de la crise sanitaire. Partant de ce constat, il faudrait accélérer la régionalisation avancée du Maroc en vue d'envoyer un signal fort à la population sur la prise en compte des contextes locaux et sur la confiance accordée à l'autonomie des acteurs locaux pour faire les bons choix.

Pour ce faire, il faudrait promouvoir le principe de subsidiarité, renforcer l'autonomie des régions, en leur accordant plus de moyens en matière de gestion de crises et en les érigeant en tant qu'acteurs clés de la gouvernance au Maroc.



Quelques réflexions post-Covid-19 : quels rôles pour les Régions ?

Khalid SBIA
Vice-Président du Conseil Régional de l'Oriental

L'auteur, ingénieur d'État, a exercé plusieurs responsabilités au sein du Ministère de l'économie et des finances (Inspection générale des finances, Direction des assurances, Direction du budget). Ancien parlementaire de la région de Taourirt, il est aujourd'hui premier Vice-président du Conseil de la Région de l'Oriental, très au fait des problématiques régionales. Sa vision économique appelle à une attitude plus citoyenne des banques, à la mobilisation des commandes étatiques pour raviver l'économie, et à développer la dimension spatiale des politiques publiques.

De cette crise inédite à plusieurs égards, deux caractéristiques majeures se dégagent :

- le fort ralentissement de l'économie, voire l'arrêt quasi-total de l'activité dans certains secteurs (hôtellerie, etc.) ;
- son caractère mondial (bien qu'à des degrés divers, aucun pays n'a été épargné).

L'interdépendance économique, résultat de l'ouverture des économies, a accentué l'impact économique-social de la crise sanitaire. Cette crise s'est traduite dans tous les pays par une forte dégradation de la situation économique-sociale et des équilibres budgétaires. Par exemple en France, le PIB a chuté de -8% à -10% ; plus de 1 million de chômeurs à fin avril 2020 ; le ratio dette publique/PIB passe de 100% avant la crise sanitaire à 115 voire 120% actuellement ; un taux de 9% de déficit budgétaire en 2020, etc.

Rappel du contexte et des contraintes budgétaires

Au Maroc, la dégradation des équilibres budgétaires se doublera d'une forte détérioration des équilibres extérieurs. Ainsi, pour la balance des paiements, se conjuguent les baisses des recettes du tourisme, des transferts des MRE et des IDE, sans oublier l'impact de la sécheresse à l'origine d'une faible campagne céréalière 2019/2020 de 30 millions de quintaux. Face à la crise, les pouvoirs publics ont déployé d'importants efforts pour éviter l'effondrement de l'économie. Il est clair que la sortie de crise et la reprise économique risquent d'être aussi difficiles et complexes que la gestion de la crise elle-même, vu le caractère imprévisible de l'évolution de la pandémie.

L'après-Covid donnera lieu à des plans de relance et des scénarios de sortie devant répondre aux multiples attentes et interrogations, aux plans économique, social et sanitaire.

Au Maroc, l'Etat a joué un rôle majeur d'amortisseur des effets de la crise. Il sera là - il doit l'être - pour redresser l'économie dans un contexte de contraintes budgétaires tendues, appelées très probablement à durer jusqu'en 2022. Le Maroc n'a d'autres choix que de remettre en cause momentanément certains dogmes (déficit budgétaire autour de 3%, maîtrise de la dette...). Le retour progressif doit être envisagé de façon réaliste à partir de 2023 au plus tôt. L'Etat ne dispose ni de solutions miraculeuses ni de moyens illimités pour aider tous les secteurs impactés par la crise. Il y a certainement un choix permettant de cibler les pistes de relance pertinentes à fort impact sur l'économie en intégrant la dimension territoriale.

Il est important de mettre en avant l'approche proactive avec laquelle le Maroc, sous la conduite éclairée de sa Majesté le Roi, a géré la crise. Au départ, les efforts publics ont permis de doter les hôpitaux d'équipements et dispositifs médicaux cruciaux face à la pandémie.

Des mesures transverses ont été déployées en faveur des ménages et des entreprises touchées par la pandémie. Les Hautes orientations Royales contenues dans les derniers Discours de Sa Majesté ont fixé deux priorités majeures : un plan de relance économique avec un effort financier exceptionnel permettant d'injecter 120 milliards de Dirhams dans l'économie nationale et la généralisation de la couverture sociale.

Si cette crise s'est traduite par des impacts préjudiciables sur la situation économique-sociale des pays, il est clair que l'impact sur certaines Régions en difficulté, dont celle de l'Oriental, a été plus sévère. L'une des conséquences directes est l'aggravation du chômage, dont la Région continue de souffrir en l'absence d'une promotion de l'investissement générateur d'emplois adapté à sa situation frontalière particulière.

Dans ce qui suit, on se propose de :

- faire le point sur la contribution de la Région de l'Oriental en tant que collectivité territoriale, à l'effort national de lutte contre la Covid-19 dans le Royaume ;
- formuler quelques pistes de réflexions et propositions (sans reprendre les propositions sectorielles déjà formulées ni s'attarder sur les mesures de la CVE) qui pourraient permettre à notre pays de dépasser, par les mesures proactives, innovantes, courageuses et concertées mises en place par les pouvoirs publics, la situation économique-sociale difficile due à la crise sanitaire que connaît le Maroc depuis début mars 2020.

L'effort collectif des Régions contre la propagation de la Covid-19

À la date d'aujourd'hui, la lutte contre la propagation de la Covid-19 doit constituer une priorité de tous les pouvoirs publics. Les chiffres actuels dénotent que nous sommes toujours au cœur de la crise et que, sans mobilisation collective, les efforts importants déployés risquent de s'avérer insuffisants, voire vains. La participation des Régions à l'effort national de lutte contre la propagation de la Covid-19 dans le Royaume, a été illustré notamment par leurs contributions financières importantes au



À Oujda, le siège du Conseil Régional de l'Oriental

Fonds spécial pour la gestion de cette pandémie. La participation des Régions via le fonds de la solidarité interrégionale, d'une part, et les contributions financières directes dans le cadre de leurs budgets en cours, d'autre part, ont permis dès le début de la crise de mobiliser environ 2 milliards de Dirhams.

La Région de l'Oriental s'inscrit dans l'effort national contre la pandémie

Les indicateurs de l'Oriental en matière d'emploi et de croissance en font l'une des Régions les plus en difficulté. Néanmoins, la gestion de la crise a permis de conforter la pertinence des choix et objectifs retenus par le Conseil Régional dans le cadre de son programme de développement. Dès 2016, le Conseil s'est mobilisé autour de deux priorités :

- la contribution au développement de zones rurales et frontalières (vaste programme de désenclavement, renforcement de la scolarisation adossé à un effort considérable du tissu corporatif) ;
- la multiplication des initiatives permettant la création d'emplois et la promotion du capital humain (par la signature de conventions avec l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda et l'OFPPPT), la mise en place d'un fonds dédié au soutien des entreprises s'engageant avec le Conseil à la création d'emplois sur le territoire régional et la multiplication des initiatives dédiées à la formation des jeunes en vue d'améliorer leur employabilité.

Les résultats à fin 2019 sont plus qu'encourageants, avec plus de 40 conventions signées permettant de créer environ 10 000 emplois additionnels. Outre l'engagement du Conseil en faveur de l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, le secteur de la santé a lui aussi bénéficié d'une attention particulière. Environ 320 millions de Dirhams (l'équivalent des ressources globales d'une année budgétaire) lui ont alloués en vue de contribuer à :

- l'équipement des centres hospitaliers ;
- la mise à niveau des hôpitaux provinciaux ;
- la création d'un centre régional et de centres provinciaux de dépistage et de lutte contre le cancer ;
- le soutien aux associations de lutte contre des maladies chroniques.

Par ailleurs, la crise de la Covid-19 a été à l'origine d'un ensemble d'actions ayant pour but de contribuer à l'effort national tout en les adaptant aux spécificités de la Région. On peut citer dans ce cadre quelques actions majeures :

- annulation de toutes les réunions et manifestations internes conformément aux instructions gouvernementales (la Région a continué à exercer ses missions par le télétravail afin d'instruire notamment les dossiers urgents et réduire ses propres délais de paiement vis-à-vis des fournisseurs et bénéficiaires de subventions ou de soutiens) ;

- mise en place d'un plan massif de soutien au système de santé et à ses acteurs par la prise en charge des dépenses du personnel médical ;
- programme de désinfection des édifices publics, généralisé à toutes les Provinces de la Région ;
- prise en charge des frais de restauration des personnes mobilisées dans les programmes de désinfection ;
- aide alimentaire au bénéficiaire d'environ 100 000 familles, octroyée sous l'égide et la supervision des autorités locales, dans toutes les Provinces de la Région ;
- effort de rationalisation des dépenses en vue, d'une part, de tenir compte de la réduction des transferts budgétaires de l'Etat vers les Régions et, d'autre part, de donner la priorité à la programmation des actions devant contribuer à la gestion des effets de la pandémie.

Grande mobilisation pour préserver l'emploi et soutenir les entreprises

La crise commencera à livrer ses conséquences économiques et sociales dans les quelques semaines et mois qui viennent : faillites d'entreprises et hausse du chômage. Les mesures les plus urgentes à prendre visent à sauver le maximum d'entreprises et donc à préserver le maximum d'emplois. Il s'agit d'abord d'aider les entreprises à traverser la crise aiguë de trésorerie qui s'annonce (financement du chômage partiel via la CNSS, exonération totale ou partielle - selon la situation - des charges sociales, implication des banques via des prêts à des taux d'intérêts préférentiels, etc.).

La dépendance bancaire des PME au Maroc, à la différence d'autres pays où le tissu entrepreneurial fait appel à la Bourse, suppose une démarche plus citoyenne des banques, qui, outre les dispositifs de garantie en vigueur, disposent d'importantes réserves de fonds propres pouvant soutenir la trésorerie des PME en leur accordant des prêts à des conditions avantageuses.

Il importe, par ailleurs, de cibler les mesures de soutien aux secteurs menacés et de rationaliser les dépenses budgétaires ou fiscales. A cet égard, le tourisme mérite un effort particulier : vue sa

forte dépendance à la demande étrangère, le secteur a été durement impacté par la fermeture des frontières. Ses difficultés pourraient continuer, avec le risque de pertes d'emplois importantes. S'agissant des dispositifs d'aides publiques aux entreprises, il y a lieu de les inscrire dans un cadrage stratégique concerté, intégrant l'échelon local à travers des partenariats notamment de l'AMDIE et l'ANPME avec les autres intervenants locaux (Régions, CRI, Chambres professionnelles, etc.) tout en veillant à consacrer le principe de conditionnalité des aides et à intégrer la dimension territoriale. Des mécanismes d'aides ciblant la restructuration des entreprises (qui font actuellement défaut dans la panoplie des dispositifs d'aides en vigueur) devront être institués.

L'impératif d'une mise à niveau sociale urgente des territoires

Les constats sur les disparités territoriales et sociales sont unanimes. Il serait malvenu que la crise les aggrave. Toute initiative non ciblée omettant le principe d'équité territoriale et sociale risque d'être un échec. Il est important que toutes les pistes des réflexions en cours sur les mesures de relance intègrent la dimension territoriale. L'enseignement pour tous, la santé pour tous et l'emploi pour tous, supposent au préalable un développement territorial harmonieux avec des mécanismes de solidarité clairs visant à réduire les disparités, ainsi que le regain de confiance des populations rurales comme de celles vivant dans des zones défavorisées.

Les effets de la crise sanitaire et de la sécheresse sur les revenus en milieu rural justifient, dans une optique «keynésienne», le lancement de programmes et chantiers ruraux financés par l'Etat et ses démembrements (via la sous-traitance et les coopératives rurales notamment) en vue de créer des journées de travail générant des revenus au profit des populations. Ces chantiers devront tenir compte des programmes en cours et donner la priorité notamment aux jeunes et aux femmes.

Cette mise à niveau sociale doit reposer également sur un système de protection

sociale revisité. La convergence des acteurs et organismes permettra de mieux optimiser les efforts consentis. Le chantier de la généralisation de la couverture sociale annoncée par Sa Majesté le Roi constitue une avancée majeure en matière d'équité sociale et de respect de la dignité de nos concitoyens.

Des choix budgétaires rationnels

La crise a contraint la majorité des Etats à changer de cap en matière de gestion budgétaire. Pour soutenir les entreprises, aider les foyers, renforcer le système de santé, il n'y a guère de choix que de recourir à la dette. S'il y a lieu de faire des choix budgétaires rationnels, il ne faut pas non plus mettre en difficulté les structures tributaires du financement de l'Etat (collectivités territoriales, secteur privé et établissements publics opérant dans des domaines en relation avec le social et l'emploi). L'abandon d'une certaine discipline/rigueur budgétaire est parfaitement admissible, mais sous la seule réserve que tout endettement soit orienté vers des investissements générateurs d'emplois et de richesse (la France va emprunter au moins 90 milliards d'euros ; aux Etats-Unis, la dette publique a été portée à 107% du PIB ; même l'Allemagne, en excédent budgétaire depuis 8 ans, va recourir à la dette pour financer son plan de relance).

L'endettement, conjugué à d'autres initiatives en matière de gouvernance budgétaire, devra s'appliquer à toutes les structures publiques, y compris les collectivités territoriales (rationalisation des dépenses de fonctionnement, gestion active de la dette, renforcement de l'épargne nationale, restructuration du portefeuille du secteur public, promotion de la contractualisation et ciblage des choix budgétaires devant donner la priorité à la consolidation des réformes de compensation, retraite et promotion de l'emploi). Cela créera des marges de manœuvres budgétaires intéressantes.

La commande publique, levier primordial de relance économique

Dans le cadre d'une stratégie de relance

économique, la demande du secteur public (Etat, EEP et collectivités territoriales) doit être puissamment actionnée en tant qu'outil du soutien à l'activité économique (marchés publics). Il convient par conséquent de s'efforcer de maintenir un niveau d'investissement le plus élevé possible, non seulement en 2020, mais aussi pour les années à venir. Il devra, d'une part, valoriser et compléter les investissements déjà engagés au vu de leur intérêt stratégique (barrages, secteur ferroviaire, sécurité énergétique, port énergétique West Med...), mais aussi s'intéresser aux secteurs technologiques à forte valeur ajoutée (Digital, Big Data, biotechnologie, économie et infrastructures vertes...).

La commande publique est également un excellent levier pour attirer des investissements favorables au renforcement de l'emploi, à l'intégration, mais aussi pour attirer des co-localisations permettant de contribuer à la reprise.

Du Fonds spécial (compte COVID) vers un Revenu de Solidarité Active

La crise sanitaire a mis au jour l'étenue de la précarité dans laquelle vivent de larges pans de la société marocaine (entre 5 et 6 millions de ménages dépendent de l'aide de l'Etat). Cette réalité, outre qu'elle pose à nouveau la problématique du secteur informel et du partage des fruits de la croissance, nous interpelle sur la mise en place d'un revenu minimum. Il s'agit naturellement d'un sujet (chantier social ambitieux) à aborder et manier avec beaucoup de prudence et de réalisme. Un tel filet social suppose d'assurer son financement et sa pérennité (nouveau modèle de développement). A cet égard, il faut souligner que la réflexion sur la mise en place d'un Revenu de Solidarité Active est indissociable de celle sur la réforme de la Caisse de compensation et la rationalisation des nombreux dispositifs budgétaires à finalité sociale. A cela s'ajoute la question du ciblage des bénéficiaires. Sans l'opérationnalisation urgente d'un fichier ou registre social tant attendu, les efforts en faveur des foyers nécessiteux devront tenir compte des ressources limitées dédiées à ces

aides sociales, dont la gestion et la répartition devront obéir à des règles strictes de transparence et de ciblage intégrant des obligations aux ménages bénéficiaires (santé et éducation).

sortie de devises, stabilité et maintien des emplois, etc.). Ceci devrait être accompagné d'un minimum d'autonomie nationale en matière alimentaire et sanitaire, notamment dans son volet



Sur la Technopole d'Oujda, des investissements récents

La problématique du secteur informel et la précarité sociale

Le Haut-Commissariat au Plan a révélé que le secteur informel a contribué en 2014 à hauteur de 11,5% au PIB, contribution évaluée à 20% (hors secteur primaire) selon une étude réalisée par la CGEM en avril 2018. Il est fort probable que, suite à la crise sanitaire, des entreprises du secteur formel basculeront demain dans l'informel. La lucidité et le réalisme nous dictent de considérer que ce secteur restera consubstantiel, pour plusieurs décennies encore, de notre économie, de notre société, de notre administration, etc. Toute mesure coercitive pour l'éradiquer est naturellement exclue. Seules des mesures incitatives (sociales et fiscales notamment) permettront, à très long terme, d'en réduire l'attrait pour les investisseurs et l'importance dans l'économie. Il s'agit d'un chantier sur plusieurs législatures ; la pandémie risque de le retarder.

Pour le patriotisme économique et la citoyenneté fiscale

Le politique doit se saisir de ce thème. Il y a lieu de sensibiliser le consommateur marocain aux enjeux du «consommer national» (balance commerciale,

médicaments, matériels et équipements médicaux de première nécessité.

L'une des leçons majeures de la crise au Maroc est l'émergence de la confiance des citoyens dans les institutions. L'Etat, sous l'impulsion des Orientations royales, a joué un rôle central d'amortisseur du choc social (et de maintien de la cohésion nationale) en faisant jouer la solidarité institutionnelle via la création du Compte COVID. Il importe de mettre à profit cette confiance dans les institutions pour bâtir la citoyenneté fiscale (les dispositions de l'article 39 de la Constitution), notamment en direction des professions libérales.

Par ailleurs, il y a lieu de mettre fin à l'exception fiscale dont jouit le secteur agricole, actuellement fiscalisé à la marge et de façon symbolique et de revoir les autres dépenses fiscales à faible impact sur l'économie.

Ceci est vrai aussi pour les activités, secteurs et acteurs dégageant des (ou disposant de) marges confortables et dont la contribution (toutes natures cumulées) devra être similaire à celle des autres acteurs et à la hauteur des attentes (banques, assurances, agro-alimentaire, télécommunications, cimenteries, entreprises opérant dans des secteurs moins touchés par la crise).

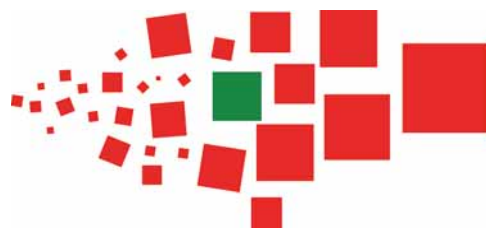


Une batterie de mesures pour relancer l'économie de l'Oriental sur de nouvelles bases

Mohamed SABRI
Directeur du Centre Régional d'Investissement
Région de l'Oriental

Le monde traverse une crise sans pareil. La propagation de la Covid-19 a exigé l'instauration d'un confinement des populations comme une mesure prioritaire face à la pandémie. Ce confinement a impliqué un arrêt brutal des activités, impactant d'une façon très forte l'économie. L'auteur, natif d'Oujda et Docteur en Marketing, qui fut enseignant universitaire et cadre du secteur bancaire, explique ici comment la Région de l'Oriental compte dépasser cette situation inédite.

Le Royaume, qui a pris très rapidement la décision d'instaurer l'état d'urgence sanitaire, n'a pu éviter l'impact de cette pandémie sur son économie avec toutes les retombées négatives sur la croissance, le chômage et la poursuite de ses politiques publiques. Au-delà des efforts louables fournis jusqu'à présent, il convient de se pencher sur un avenir fortement impacté par cette crise.



المركز الجهوي للإستثمار
Centre Régional d'Investissement
جهة الشرق - Région de l'Oriental

La reprise de la machine économique sera difficile et l'État sera certainement amené à intervenir, encore une fois, pour soutenir son économie dans un contexte mondial de récession, à travers des politiques monétaires, budgétaires et financières appropriées.

Que notre économie puisse ou non éviter la récession, le chemin de retour à la croissance dans le contexte de la Covid-19 dépendra d'une série d'hypothèses, telles que la saisonnalité du virus, ou l'amplitude de retard pour la reprise de la demande.

Quid aussi de l'économie de la Région de l'Oriental, qui subissait déjà avant la crise les maux liés au déclin du secteur minier, à sa dépendance pluviométrique, à son éloignement géographique du centre économique du pays, à ses frontières fermées et à la faible capacité de ses secteurs productifs à générer de la valeur ?



Mesures structurelles pour relancer la croissance économique de l'Oriental

Le phénomène, conjoncturel pour certains mais peut-être durable, de la pandémie est venu aggraver l'état de santé de l'économie régionale qui souffrait déjà depuis de longues années d'un manque d'attractivité et de compétitivité.

Les investissements publics colossaux injectés dans la Région de 2003 à 2019 et les infrastructures remarquables qui en résultent n'ont pas suffi à déclencher l'effet de levier attendu pour booster le secteur privé.

A fiscalité, taux bancaires, et coûts de MOD similaires aux centres économiques du Royaume, la Région souffre de son éloignement (facture logistique), de son marché étroit et de ses frontières fermées.

Pour assurer la relance économique régionale, nous proposons six mesures structurelles qui, tout en permettant de surpasser la conjoncture actuelle, pourront hisser l'Oriental au rang des Régions créatrices de richesse et de l'emploi.

1. Accélérer l'approbation de la Charte d'investissement pour relancer l'économie régionale

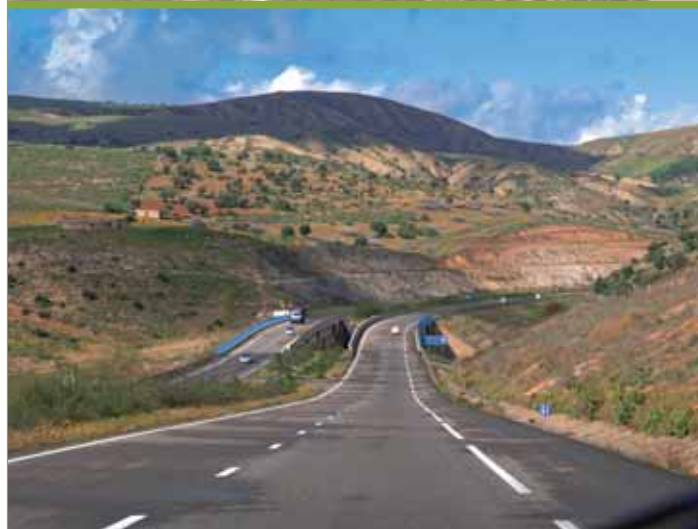
La philosophie de la Charte d'investissement devrait être revue en profondeur pour prendre en considération les spécificités régionales. L'Oriental est à décréter parmi les Régions défavorisées ; elle devrait bénéficier d'un régime fiscal attractif et d'un système de subvention efficient orienté pour valoriser son potentiel et ses vocations, tout en prenant en considération les freins à son décollage économique, notamment, son éloignement.

2. Déconcentrer la gestion des fonds d'appui pour favoriser l'investissement privé dans la Région

L'investissement privé dans l'Oriental semble être écarté des subventions prévues par l'Etat, soit parce que les entreprises de la Région opèrent dans des secteurs non concernés par le système subventionnel, soit parce que l'investissement n'atteindra pas les seuils conventionnels. La déconcentration de la gestion des fonds permettra une meilleure adaptation des allocations aux besoins réels de l'économie régionale.

3. Adopter une politique monétaire et financière adaptée aux besoins des entreprises de la Région

Le concours bancaire à l'économie devrait faire valoir une ingénierie financière adaptée au contexte. Les entreprises de l'Oriental ont besoin, pour rattraper les pertes de chiffres d'affaires cumulées durant cette année et redémarrer leurs activités de production ou de services, de crédits de trésorerie et d'investissement en raison de la faiblesse de leurs capitaux propres. Pour éviter le déséquilibre bilanciel des entreprises qui devront faire face aux charges de trésorerie, mais aussi aux charges d'amortissement ou encore aux remboursements des échéances de crédits à LMT, les banques ont toujours la possibilité de rééchelonner les dettes avec des délais de grâce ou encore de les convertir en crédit in fine.



En haut, l'entrée principale du nouvel aéroport d'Oujda
En bas, vue de l'autoroute Fès-Oujda

En faisant éloigner les maturités des crédits en fonction des circonstances des entreprises, les banques donneront de l'oxygène aux entreprises sans augmenter significativement l'encours des crédits (capital déjà engagé) et sans demander de garanties supplémentaires. Autant les conditions de taux et de garantie sont bonifiées et souples, autant les entreprises peuvent démarrer rapidement leurs activités.

4. Créer un fonds régional d'appui aux entreprises en difficulté, dont les TPME, «Fonds Moussahaba مصاحبة»

l'État va certainement appuyer les entreprises en difficulté pour éviter les pertes d'emplois. Les secteurs les plus touchés par la crise au niveau de l'Oriental (tourisme, textile) vont certainement être pris en charge par l'État. Mais le tissu économique de la Région est largement composé de TPME aux activités disparates, qui peuvent être écartées du microscope de la politique budgétaire de l'État : industrie de transformation légère, secteur du commerce, restauration, événementiel, artisans... Créer un fonds d'appui aux entreprises en difficulté à l'échelle régionale permettra de soutenir ces activités.

Ce fonds peut intervenir sous différentes formes :

- primes aux entreprises touchées par la crise et qui s'engagent à maintenir les emplois déclarés à fin 2019 ;
- crédits relais sous forme de prêts d'honneur ;
- caution auprès des banques en cas de garantie insuffisante.

5. Créer un fonds de reconversion des activités importatrices en activités productives «Fonds Mouwatana مواطن»

Il est temps de mettre en oeuvre la préférence nationale. Le fonds Mouwatana devrait permettre de reconvertir les importateurs en producteurs locaux. Ce fonds de reconversion subventionnera le différentiel entre le coût de revient d'importation et le coût de production locale. L'allocation du fonds peut être calculée sur la base de l'amortissement de l'investissement et de l'effet-expérience. La Région connaît déjà une expérience réussie : l'association Karama, qui a bénéficié de l'appui par la mobilisation du foncier à des prix bonifiés, compte aujourd'hui 35 entreprises qui investissent à Selouane (Province de Nador) dans des domaines industriels variés et envisagent la production manufacturière de produits que les entrepreneurs importaient auparavant.

6. De l'informel à l'entrepreneuriat

L'initiative louable du Maroc en ces circonstances de pandémie envers les travailleurs du secteur de l'informel représente une opportunité à saisir pour la mise en place d'une «stratégie d'encadrement de l'informel». Elle devrait prendre en considération les spécificités régionales et permettre la mise en place de programmes ciblés.



En haut, l'un des ensembles d'immobilier balnéaire de Saïdia
En bas, une vue de la place centrale du futur Musée Minier de Jerada en cours de réalisation

Initiatives locales pour la relance économique

1. Mettre en avant les atouts de la Région pour réorienter son positionnement économique dans le pourtour méditerranéen

La Région de l'Oriental doit continuer sur sa lancée économique, notamment en se basant sur ses atouts indéniables et sa politique d'ouverture à l'étranger.

Le port de Nador West Med, en cours de construction, et son arrière-pays industriel peuvent se positionner sur plusieurs métiers qui auparavant paraissaient inaccessibles, mais aujourd'hui peuvent se développer dans la Région, surtout avec la rétraction de plusieurs secteurs d'activités en Chine et en Europe de l'Est.

2. Accélérer la transformation digitale et appuyer le monde du savoir

L'expérience de cette crise sanitaire a montré l'importance pour les territoires de disposer d'une infrastructure technologique développée et d'une capacité d'innovation à même d'assurer une réactivité pour subvenir aux besoins de l'économie locale et de la population.

Il convient donc d'encourager davantage la recherche scientifique et technologique, de promouvoir les initiatives de R&D et de faire de l'Université un réel levier d'amélioration de la compétitivité territoriale.

3. Agir sur les composantes de la demande intérieure pour relancer la croissance de l'économie régionale

Dans un premier temps, il est impératif de dynamiser l'économie régionale par l'encouragement de la consommation inter-entreprise et de celle des ménages au niveau régional :

- stimuler une reprise rapide de l'activité du tissu productif, bénéficiant d'un cours de pétrole bon marché et de mesures financières, budgétaires et monétaires encourageantes ;
- garantir des revenus courants pour la population active et éviter les pertes d'emploi ;
- améliorer la consommation des ménages ;
- orienter l'investissement et encourager la création (ou la reprise) de nouvelles activités.

L'émergence d'une marketplace B2B permet de créer des opportunités de business pour les entreprises de l'Oriental pour qu'elles puissent acheter localement ce qui est produit localement.

4. Favoriser les activités exportatrices en soutenant les entreprises régionales

Cette crise économique a touché plusieurs secteurs à l'international et va changer les flux d'importation et d'exportation. Plusieurs pays vont instaurer des mesures de protectionnisme et d'autres auront besoin de certains produits de première nécessité, notamment en denrées alimentaires.

A titre d'exemple, le secteur agricole en Espagne souffre du manque de la main d'œuvre en ce contexte de crise.

5. Limiter le chômage par l'appui financier du FIRO aux entreprises impactées par la crise

Le Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental (FIRO) est amené à jouer son rôle et doit être actionné comme un levier de dynamique de la relance. Ces ressources financières estimées peuvent être déployées : du capital risque (par la prise de participation) à des interventions par emprunts obligataires, ou encore des lignes de caution sous forme de garantie aux entreprises impactées par la crise. Plusieurs interventions du FIRO sont plausibles.



Le Siège de FIRO à Oujda

6. Étoffer le carnet des commandes publiques dans la Région et activer les mesures de préférence régionale

Accompagner les entreprises de l'Oriental pour qu'elles puissent augmenter leur part de marché dans les commandes publiques régionales.

7. Soutenir la recherche scientifique et l'innovation إنجاز

Face à l'urgence nécessaire d'intensifier les recherches et l'innovation régionales, il y a lieu de lancer un appel à contributions scientifiques afin de sélectionner et soutenir des projets de recherches multidisciplinaires sur le coronavirus dans les domaines des sciences sociales, économiques, médicales et épidémiologiques.

Les recherches proposées devraient présenter des apports scientifiques et méthodologiques et d'expérimentation appliquée à la Région de l'Oriental.

8. Drainer les transferts des MRE

Il s'avère urgent de mettre en place des mesures avec les banques régionales pour drainer au maximum les flux des transferts des MRE (réduction du coût de transfert, campagne promotionnelle dans les pays d'accueil, action sur le taux de change).

9. Restructurer le secteur de l'informel هيكلة

Le programme d'accompagnement proposé repose sur cinq étapes :

- identification des populations-cibles par métiers et milieux ;
- identification des entreprises qui alimentent les activités informelles en matières premières (sponsors) ;
- évaluation et segmentation des populations-cibles du secteur informel par profils ;
- plan d'action pour la reconversion (formation, création du statut juridique, business modèle, levée des fonds) ;
- suivi et coaching (développement du business et pérennisation de l'affaire).

Ce programme doit permettre d'atteindre trois objectifs :

- identification du secteur informel et mise en place d'une base de données utile pour les projets de développement économique ;
- implication des sponsors dans la prise en charge de l'accompagnement et développement d'une culture de parrainage ;
- optimisation et valorisation des actions d'aides financières mises en place par l'Etat et des concours bancaires et parabancaires.

10. Favoriser l'employabilité des jeunes diplômés par la formation-insertion نقلة

Il s'agit d'incuber les jeunes diplômés dans des processus de formation-insertion dans le milieu professionnel et dans des métiers porteurs d'avenir (IT-IA-Digital...).

L'ensemble de ces mesures constitue un tout cohérent, synergique, et articulé pour prendre en compte la réalité régionale dans la diversité de ses aspects et de ses difficultés.





CROISSANCE & TERRITOIRES : la nouvelle équation de la mondialisation

Par Fathallah SIJILMASSI, ancien Ambassadeur⁽¹⁾

et Iman Meriem BENKIRANE,

Directrice de l'Ecole Euromed d'Architecture, de Design et d'Urbanisme

L'Université Euro-Méditerranéenne de Fès est soutenue par l'Union pour la Méditerranée, dont précisément Monsieur Fathallah Sijilmassi fut Secrétaire Général. De par son envergure pluridisciplinaire et multinationale autant que régionale, elle mobilise des enseignants et des chercheurs dont le champ de réflexion recouvre avec une égale pertinence le Maghreb et l'Europe. Les deux auteurs sont donc bien placés pour donner leur lecture du nouveau rapport entre mondialisation et territoires.

Les déséquilibres générés par la mondialisation telle que pratiquée au cours des dernières décennies avaient déjà entamé de profondes réflexions sur les mécanismes correctifs à y apporter : gouvernance, réduction des inégalités sociales, lutte contre le changement climatique... Les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 reflètent d'ailleurs les priorités identifiées par la communauté internationale.

La crise de la Covid-19 en 2020 est venue accélérer les évidences : la mondialisation doit devenir plus humaine, plus sociale, plus proche des besoins des populations. Il ne s'agit pas de «démondialiser». Bien au contraire, la crise sanitaire est venue démontrer que les destins et le bien-être des pays sont plus que jamais liés. Mais cette mondialisation doit devenir plus qualitative et moins exclusivement quantitative.

La crise sanitaire actuelle a ébranlé la plupart des mécanismes géo-économiques existants et questionne les principes actuels de la mondialisation.

L'avènement de la pandémie bouleverse donc les ordres établis. La libre circulation des biens et des personnes est mise en difficulté, générant un repli et une récession dont les impacts se feront ressentir pendant de nombreuses années. Les études et projections sont, à cet égard, unanimes. Dans le contexte de la crise sanitaire, les économies mondiales auront donc besoin de se redresser, de se relancer et de se réinventer.

Les analyses convergent pour indiquer que les tendances lourdes des prochaines années s'articuleront autour des axes suivants :

- la priorité accordée aux «secteurs de la vie» (éducation, santé, sécurité alimentaire et sauvegarde de la biodiversité) ;
- la nécessité d'une accélération digitale et numérique ;
- les bénéfices d'une croissance verte.

Ces trois axes sont au cœur des ODD. La crise sanitaire ne vient donc pas les remettre en cause ; bien au contraire, elle met en évidence leur pertinence et

souligne la nécessité d'accélérer leur mise en œuvre. Un élément fondamental permettra de contribuer significativement à cet objectif : remettre les territoires au centre de l'équation.

Les territoires au centre de l'équation

En effet, cette crise sanitaire mondiale a démontré que la dépendance du global par rapport au local n'a jamais été aussi édifiante. De ce fait, la «suspension» du temps imposée par cette pandémie mériterait, au-delà des défis pressants du court terme, d'être considérée comme une opportunité : celle d'inverser la lecture de la problématique de la croissance économique en faisant des territoires le levier du développement.

Aujourd'hui, force est de constater que les secteurs les plus vulnérables à la crise sont ceux qui s'inscrivent directement et/ou indirectement dans les dynamiques économiques internationales, impactant par ricochet l'ensemble des populations locales «endogènes» travaillant dans ces secteurs.

Les secteurs les moins touchés sont liés aux chaînes de production, de transformation et de distribution locales, impliquant les micro-écosystèmes. Ces dynamiques locales puisent dans les savoir-faire, mobilisent les ressources de transformations et distribution ; elles trouvent les marchés de proximité et génèrent des micro-dynamiques socio-économiques. Paradoxalement, ces dynamiques économiques locales, indissociables de leur territoire d'accueil, relèvent parfois de secteurs presque en marge des priorités définies jusque-là, car, jusqu'en février dernier, le maître-mot était l'insertion dans les logiques et mécanismes internationaux.

Un focus sur les problématiques structurelles socio-économiques générées par la pandémie laisserait percevoir qu'elles renferment en elles-mêmes les pistes de réponses et de solutions qui esquisseraient des agglomérations et des territoires inventifs, se ressourçant dans leur propre potentiel local et le renforçant pour mieux exister à l'échelle du global. Ceci permettrait de mieux gérer les effets de la récession actuelle pour consolider autrement les paramètres de croissance locale et régionale.

En effet, la présente crise sanitaire a mis en évidence, d'une part, l'absolue nécessité de la résurgence de valeurs structurelles alliant solidarité et viabilité socio-économique et, d'autre part, l'entrée en scène du digital comme acteur désormais omniprésent.

Ces deux composantes ont de facto un lien indissociable avec l'environnement physique dans lequel elles se manifestent et l'abstraction du temps, des moyens et de l'espace devrait orienter le système de gouvernance territoriale. Ceci passe obligatoirement par la nécessité d'inventer de nouveaux modèles socio-économiques, basés non plus exclusivement sur des approches globalisantes, mais plutôt spécifiques et locales pour consolider leurs potentialités afin de mieux revenir vers le global.

Un défi : l'urbanisation croissante des territoires

Selon le World Economic Forum⁽²⁾, «les citoyens de l'Afrique, au nombre de 1,1

milliard, devraient probablement être deux fois plus d'ici 2050 et plus de 80% de cette augmentation se produira dans les villes». Les réalités sociologiques de cette évolution démographique viennent renforcer les différentes facettes de cette tendance. Le même rapport du WEF indique : «Il y a déjà 70% d'Africains âgés de moins de 30 ans. Les jeunes représentent environ 20% de la population, 40% de la population active et 60% des chômeurs».

Or, les villes évoluent dans des écosystèmes territoriaux dont elles sont souvent le poumon économique. Gagner la bataille globale des ODD, y compris dans les urgences imposées par la crise sanitaire de la Covid-19, c'est d'abord la gagner au niveau local et territorial. Trois éléments sont à cet égard fondamentaux :

- reconnaître que les territoires sont les lieux privilégiés de mise en œuvre des actions aux bénéfices des citoyens et donc également pour une évaluation réelle des impacts des politiques publiques engagées notamment pour l'accès aux services essentiels (eau, énergie, éducation et santé) ;
- trouver le juste équilibre entre objectifs nationaux et internationaux et réalités et spécificités des territoires (tous ne se ressemblent pas et leur force peut même se trouver dans leurs différences ; les stratégies Top-Down doivent donc

se décliner avec une prise en compte des spécificités et priorités territoriales) ;

- renforcer les coopérations internationales entre entités décentralisées (benchmarks, meilleures pratiques, échanges d'expérience et d'expertise permettent de générer des dynamiques positives pour tous ; dans ce cadre, la coopération Sud-Sud est essentielle).

La régionalisation avancée et le nouveau modèle de développement

Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a anticipé ces évolutions en s'engageant depuis quelques années dans un double processus de régionalisation avancée et de nouveau modèle de développement, avec ses dynamiques locales et territoriales. De Tanger à Lagouira, le Maroc dispose d'atouts considérables pour valoriser des potentiels culturels et économiques locaux dans le cadre d'une dynamique nationale globale qui, à son tour, permet au pays de jouer son rôle dans les efforts de la communauté internationale pour atteindre les ODD. Economie et innovation sociales, artisanat, tourisme, culture, agriculture, agro-alimentaire, pêche, industrie, transports, logistique... autant de secteurs (parmi bien d'autres) qui constituent les compétitivités locales à travers le pays et qui, dans leur version consolidée, font la force économique du Royaume.



2010, Sa Majesté le Roi inaugure la Centrale thermo-solaire de Aïn-Bni-Mathar



Le site de la lagune de Marchica, avec l'implantation des sept cités

Sous le prisme de la régionalisation avancée et du nouveau modèle de développement, la crise sanitaire actuelle pourrait devenir une véritable opportunité en renforçant le rôle de la société civile, avec des partenariats novateurs entre celle-ci, les collectivités locales et territoriale, les Universités et les entreprises. Ce renforcement passerait nécessairement d'abord par davantage de visibilité des innovations sociales menées localement afin de capitaliser la résilience locale existante en analysant et diagnostiquant :

- l'écosystème socio-économique existant, émergent et/ou latent (collecte et digitalisation des données, identification des acteurs, des projets, croisement des projets et compétences, spatialisation de l'information...);
- les réponses/solutions économiques existantes et/ou émergentes incluant celles qui démontreraient l'inventivité et l'innovation eu égard à la réglementation en vigueur.

La visibilité et l'évaluation des dynamiques économiques territorialisées pourraient orienter le développement et la mise en place de modèles de partenariats innovants entre l'ensemble des acteurs engagés en générant un nouveau modèle de synergies plus spécifiques aux savoir-faire locaux et à la vo-

cation territoriale, et donc de facto plus viables socialement et écologiquement.

L'Oriental : un potentiel de développement au cœur de la Méditerranée

L'Oriental est à cet égard stratégique à plus d'un titre. Au carrefour du Maghreb, de la Méditerranée, de l'Europe et de l'Afrique, cette Région, grande comme l'Autriche, est déjà engagée dans une dynamique de croissance et de développement. Pour qui connaît l'Oriental, le développement des infrastructures sur les vingt dernières années est spectaculaire. L'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental lancée en mars 2003 a permis de développer de nombreux projets structurants pour la Région : la station touristique de Saïdia, la station balnéaire de Marchica (bel exemple d'éco-tourisme que de nombreux citoyens marocains ont découvert avec joie et fierté cet été), le nouvel aéroport international de Oujda-Angad, la centrale thermo-solaire de Aïn Beni Mathar, Nador West Med pour ne citer que ceux-là...

Des secteurs comme les énergies renouvelables, l'économie bleue, l'agriculture et l'agro-alimentaire, l'éducation, la santé et la culture, sont autant d'atouts pour une Région qui, grâce à une infrastructure autoroutière moderne, n'est plus éloignée de la capitale, Rabat, que

de cinq heures en voiture ; sensiblement l'équivalent du trajet entre Paris et Strasbourg ! Bien que le contexte soit difficile, la Région a le potentiel certain de pouvoir accélérer encore son essor économique. Tous les atouts de l'Oriental sont essentiels pour réduire les inégalités territoriales intra-régionales persistantes malgré le développement régional rapide. La Région de l'Oriental compte 28 Communes urbaines et 96 Communes rurales et le développement intégré, équilibré et inclusif, est donc un objectif majeur, non seulement pour la Région, mais aussi pour son apport à l'économie nationale et pour consolider sa position à l'international. Le dynamisme de la société civile ainsi que celui d'une diaspora très active permettent à cet égard de pouvoir capitaliser sur des atouts porteurs.

Ces nouveaux modèles mettraient en exergue les dynamiques économiques endogènes sous l'égide des ODD, gardant en ligne de mire les chaînes de valeurs mondiales. Le potentiel de croissance et de développement de ses Régions permettrait au Maroc de consolider plus encore son rôle actif et moteur pour atteindre les ODD, notamment au plan africain.

Jusqu'à maintenant, les territoires regardaient la mondialisation. Celle-ci doit maintenant regarder les territoires. L'Oriental, dynamisée par la Vision Royale, est une Région à regarder de près à la fois pour :

- une nouvelle croissance endogène et inclusive ;
- son apport quantitatif et qualitatif à la dynamique enclenchée par le nouveau modèle de développement ;
- la construction d'une nouvelle ambition Europe-Méditerranée-Afrique dans laquelle le Maroc - la Région de l'Oriental en particulier - jouerait un rôle central.

1- Fathallah Sijilmassi est Président fondateur de Positive Agenda Advisory, société de conseil en stratégie et développement, et chercheur associé au RIEMAS - Research Institute for European, Mediterranean and African Studies de l'Université Euromed de Fès.

2- <https://fr.weforum.org/agenda/2018/07/les-villes-africaines-auront-double-leur-population-dici-2050-voici-4-facons-de-sassurer-quelles-prosperent/>



Stratégie régionale de lutte contre la Covid-19 dans l'Oriental

Abdelmalek KOUALLA
Directeur Régional de la Santé
Région de l'Oriental

L'auteur a débuté sa carrière de médecin à Figuig. A partir de 2003, il assume différents postes de responsabilité dans le dispositif de la santé publique régionale, sans plus jamais quitter l'Oriental. Fin connaisseur du terrain, il va jouer un rôle déterminant dans la lutte contre la pandémie. Avec recul et compétence, il peut désormais nous livrer son analyse.

Pour lutter contre la pandémie SARS-COV2, la Direction Régionale de la Santé de la Région de l'Oriental, en collaboration avec le CHU Mohammed VI d'Oujda et la Wilaya de l'Oriental, a mis en place un plan de riposte régional, articulé en 5 principaux axes :

- la gouvernance et la coordination, ;
- la veille et la surveillance .
- la prise en charge et le contrôle de l'infection ;
- la sensibilisation et le renforcement des compétences des personnels ;
- l'information et la communication autour de cette pandémie.

Ce plan a été élaboré pour de meilleures planification et prévention contre la première vague de la pandémie. On y trouvait trois scénarii évolutifs selon l'impact de la pandémie. Dieu merci, nous en sommes restés au premier scénario grâce aux efforts déployés sur le terrain par les différents intervenants pour limiter l'expansion de la pandémie.

Ce plan de riposte a été modifié en prévention d'une deuxième vague suite aux différents événements qu'a connu le Royaume après le déconfinement :

ouverture des frontières, mobilité des vecteurs (due aux vacances et autres), non-respect des mesures barrières et extension du dépistage de masse. Parmi les principales modifications, le passage de 3 scénarii à 4 , impliquant des structures hors santé : les internats, les centres d'accueil, en plus de la prise en charge à domicile, en prenant en considération une éventuelle augmentation des cas confirmées.

Aperçu de la situation épidémiologique dans l'Oriental

Au 25 août, parmi 86 443 tests réalisés, 1 001 cas positifs ont été enregistrés dans la Région, dont 227 cas actifs, après 752 guérisons et 22 décès.



Au plan géographique, la Préfecture d'Oujda-Angad est en première position avec 34% des cas de Covid-19, suivie des Provinces de Jerada et Nador.

Principaux indicateurs de suivi

Dans l'Oriental au 25/08/2020 :

- Incidence cumulée (pour 100 000) : 40,44% (150,15 au niveau national) ;
- Taux de positivité : 1,16% (3,02% au niveau national) ;
- Taux de guérison : 75,12% (70,22% au niveau national) ;
- Taux de létalité : 2,19% (1,75% au niveau national) ;
- Taux de suivi des contacts : 100% (90% au niveau national).

Réponse sanitaire régionale

1. Hausse de l'offre en infrastructures, matériels et produits de santé

Les actions ont concerné l'augmentation et le réaménagement des capacités hospitalières et l'amélioration des conditions d'accueil des patients dans différentes villes de l'Oriental, plus particulièrement les villes à forte densité humaine, les plus exposées au risque.

> Éclairage

Des lots d'équipements médicaux et sanitaires ont été importés avec célérité et progressivement déployés dans les établissements sanitaires. Des stocks de médicaments ont été constitués.

La création de deux laboratoires de dépistage - le premier au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Mohammed VI à Oujda et le second à l'hôpital El Hassani de Nador - permettant d'effectuer un nombre important d'analyses de laboratoire et de renforcer le dépistage et le diagnostic précoce de la maladie.

2. Une prise en charge des patients

Les cas confirmés et leurs contacts ont été pris en charge selon les protocoles établis par le Ministère de la Santé, qui sont mis à jour régulièrement en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique. Des circuits de prise en charge spécifiques ont été mis en place au niveau des hôpitaux de la Région.

3. Opérations de désinfection

Des opérations de désinfection et de stérilisation ont concerné les villes de la Région. Menées dans le cadre de la mobilisation générale pour la lutte contre le coronavirus conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, elles visent la désinfection et la stérilisation des différentes administrations, établissements et espaces publics, qui connaissent une affluence quotidienne de citoyens, notamment les hôpitaux et autres lieux publics.

4. Une gouvernance et une politique de communication adaptées

Tous les départements ministériels concernés ont été mobilisés pour permettre une meilleure maîtrise de l'épidémie. Un Comité de veille régional a piloté le plan d'action sous ses différents volets. La Direction Régionale, à travers le CROUSP, a déployé une série d'actions pour élever son niveau de vigilance dans le suivi de la situation épidémiologique en temps réel.

Un plan de communication crédible a été déployé à l'adresse :

- du grand public (information en continu sur le suivi de la situation sanitaire de la Région) ;



Le CHU d'Oujda

- des professionnels publics et privés de la santé.

Des campagnes de sensibilisation ont été menées pour expliquer à la population la gravité de la pandémie et les précautions et consignes à suivre en termes d'hygiène et de propreté, ainsi que l'importance de l'état d'urgence qui s'inscrit dans un esprit de responsabilité et de solidarité nationale.



Dans l'ensemble, l'efficacité de l'action sanitaire a reposé sur la programmation et la coordination des actions des parties prenantes pour contrôler l'extension et l'impact du virus.

L'approche multisectorielle de réponse a été soutenue par des actions sanitaires efficaces, l'organisation de la conduite de crise, ainsi que des mesures transverses de communication.

Ressources mobilisées

1. Ressources humaines impliquées dans la riposte à la Covid-19

Un total de 3 150 personnels de la santé a été mobilisé dans la Région de l'Oriental, dont :

- 1 153 médecins, de toutes spécialités ;
- 1 570 personnels paramédicaux ;
- 427 personnels administratifs.

2. Infrastructures

a. Capacité litière de 1 959 lits mobilisés, catégorisés en :

- Lits d'isolements (pour cas suspects) ;
- Lits d'hospitalisation (pour cas +) ;
- Lits de soins intensifs ;
- Lits de réanimation ;
- Lits hors hôpitaux ;

b. Laboratoire d'analyses médicales

- labo du CHU Mohammed VI d'Oujda ;
- labo du CHP Hassani de Nador.

3. Equipements & Aménagement des hôpitaux

L'Oriental a été dotée d'importants équipements dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 : un scanner à l'hôpital de Saïdia, un autre en cours d'installation au CHR Al Farabi à Oujda, un laboratoire fixe à Nador pour pratiquer les tests PCR, un appareil de PCR au CHU Mohammed VI d'Oujda. Les deux derniers ont conféré à l'Oriental une autonomie pour faire tout le dépistage nécessaire. Il faut y ajouter l'acquisition de lits d'hospitalisation et de réanimation dans les différents hôpitaux et d'autres équipements biomédicaux divers.

Une mise à niveau des hôpitaux de la Région était de mise ; elle a concerné : le CHR Al Farabi, CHP Hassani de Nador, CHP Edderak de Berkane, CHP de Guercif, CHP Hassan II de Bouarfa.



La situation économique régionale a changé avec la Covid-19

Nouredine BACHIRI
Président de la CGEM de l'Oriental

Nous sommes tous prêts à faire preuve de citoyenneté et de civisme pour pouvoir traverser cette situation difficile avec le moins de dégâts possibles, affirme l'auteur. Il expose ici une claire prise de conscience de la nécessité d'une véritable dynamique économique post-confinement pour garantir le développement, la stabilité et la cohésion sociale dans l'Oriental. Pour cela, le modèle de gouvernance dans les Régions doit dépasser le niveau actuel de la régionalisation.

La pandémie du coronavirus qui frappe notre pays, officiellement depuis le 20 mars 2020, a dévoilé moult défaillances dans notre système économique et social. Notamment celles du poids lourd, dont personne ne peut plus contester la prégnance, le secteur informel, puisque 4,3 millions de ménages ont reçu une indemnité mensuelle de 800 à 1 200 Dirhams. S'y ajoute la dépendance, car nombre d'unités de production se sont arrêtées faute d'approvisionnements de l'étranger.

De fait, la situation sera demain différente de ce qu'elle était avant la pandémie de la Covid-19, sur au moins trois plans principaux :

- des hausses de chômage variables par secteurs ;
- la déchéance de plusieurs secteurs socioprofessionnels qui risquent de faire collectivement faillite ;
- la chute brutale de la croissance économique avec une diminution sensible inédite du PIB.



A chaque Région selon sa gouvernance

Cette situation, qui concerne l'ensemble des économies mondiales, touche également le Maroc avec des impacts variables sur chaque Région. Inédit, le nouveau contexte nécessite de nouvelles approches pour espérer en tirer profit et renverser la donne au profit de notre économie.

Lorsque la table est renversée, il y a peut-être aussi une opportunité pour les Régions périphériques de se hisser en réel pôle compétitif.

Les crises nécessitent des répliques adaptées au cas par cas pour sauver les entreprises en difficulté. Pour y parvenir, il faudrait une vraie régionalisation prenant en compte une vision claire du potentiel économique territorial et des compétences de planification, de suivi et d'évaluation de chaque Région.

Le modèle de gouvernance dans les Régions doit dépasser le niveau actuel de régionalisation, en révisant complètement sa copie et en allant dans le sens d'une vision régionale adaptée qui valorise les richesses humaines, culturelles et économiques propres à chacune. Ceci nécessite :

- de résoudre le problème épineux du secteur informel via des alternatives pour résorber le chômage, qui continue de peser cruellement sur notre Région ;
- une simplification des procédures ;
- un encouragement à la création des richesses ;
- l'octroi de mesures incitatives pour en faire un atout de croissance.

> Éclairage

La CGEM, partenaire régional du développement

C'est dans cette optique que nous agissons en tant que CGEM Oriental au sein du «Comité régional de veille économique». Cette instance est chargée de mener des actions pour une meilleure relance économique tout en prenant en considération les spécificités territoriales. Dans ce schéma, nous œuvrons avec l'ensemble des acteurs publics et privés pour la mise en place de mesures de relance économiques aux niveaux local, provincial et régional. Ce Comité a également pour mission de suivre la mise en œuvre des décisions du «Comité de veille économique national», d'analyser la situation économique et sociale de la Région et d'établir des propositions et des recommandations adaptées à l'Oriental.

Présidée par le Wali de la Région, la démarche adoptée par ce Comité vise, outre les missions citées ci-dessus, la préparation d'un programme de relance économique selon une démarche participative associant l'ensemble des acteurs économiques aux côtés des administrations déconcentrées et des élus, tout en prenant en considération les spécificités régionales.

En tant que membre de ce Comité, la CGEM Oriental agit à travers une approche sectorielle prenant en compte les secteurs les plus touchés et les créneaux à forte valeur ajoutée (agroalimentaire, tourisme et services), tout en coiffant ses réflexions par des propositions transverses d'ordres financier et fiscal.

Dans le but de préserver ces secteurs, des mesures incitatives devraient être prises en concertation avec l'ensemble des opérateurs économiques afin de contenir les différentes contraintes et proposer des solutions adaptées, durant la période post-confinement : indispensable pour garantir le développement, la stabilité et la cohésion sociale.

La CGEM de l'Oriental, civique et citoyenne

A la CGEM Oriental, nous croyons également qu'une relance économique sereine doit se dérouler en conformité avec le protocole sanitaire en vigueur le moment venu. L'ensemble des opérateurs économiques est appelé à prendre conscience que la préservation de la santé des salariés, cadres, employés et ouvriers, passe avant tout autre objectif. La reprise est certes très difficile.

Plusieurs secteurs - comme le tourisme où les infrastructures hôtelières peinent à relancer leur activité, retrouver leur rythme ou tout simplement réouvrir - sont en souffrance, mais nous restons confiants en notre adaptabilité à cette situation inédite. Pour le tourisme, très menacé, la CGEM a plaidé pour des mesures claires et bien définies pour contribuer à la relance post-Covid-19 de son écosystème, principalement pour ce qui a trait aux taxes locales entre autres ; il nécessite une puissante campagne de promotion nationale adaptée aux nouveaux et futurs enjeux du marché domestique.

Tous nos concitoyens et les associations de consommateurs doivent être sensibilisés à la nécessité de consommer des produits marocains, notamment régionaux, ce qui est incontournable pour réussir la phase post-Covid-19. La commande publique doit être orientée vers les entreprises marocaines avec une préférence régionale, ce qui manifestera la solidarité envers nos entreprises. Partout dans le monde se renforce cette fibre patriotique.

Encourager le «Made in Morocco» et faire circuler l'argent

Encourageons le «Made in Morocco» pour pouvoir rattraper les pertes enregistrées sur le marché local !

Pensons aussi aux délais de paiement et crédits inter-entreprises, un volet essentiel et sensible pour la pérennité de l'activité économique. Ce problème touche les petites et moyennes entreprises régionales, en partie privées de ressources financières importantes auxquelles elles ont droit. Il serait ainsi moral et logique de pénaliser davantage les mauvais payeurs. Dans la même logique, nous sollicitons les donneurs d'ordre pour qu'ils réactivent les paiements auprès des PME prestataires de services ou de fournitures. Il serait ainsi cohérent d'établir un fléchage, une destination privilégiée, par l'orientation de 50% du crédit «Damane Relance» vers le paiement des fournisseurs et prestataires, dont les PME et les TPE.

Propos recueillis par la rédaction



Des hôtels fermés ou presque vides...



... des industries et services au ralenti



Le digital une alternative de relance post-Covid

*Nabil ZEROUAL
Entrepreneur,
Créateur de ESCODEVE Maroc à Jerada*

L'auteur est un «serial entrepreneur» : Escodeve, créée à Paris en 2011, dans les nouvelles technologies de l'information, puis en 2019 Escodeve Maroc, à Jerada, de mêmes spécialités, et Wawashi, startup qui développe une application de paiement mobile. Lui-même est né à Jerada en 1983, ingénieur depuis 2007 en Automatique, Robotique et Informatique Industrielle, et major de sa promotion. Il a choisi Jerada, sa ville natale, pour lancer Escodeve Maroc, première digital factory de l'Oriental, bientôt opérationnelle.

Comment la pandémie de la Covid-19 peut-elle provoquer un déclin de croissance alors que la majorité des économies sont en standby ?

Est-il possible de convertir un désastre sanitaire en opportunité, ou faut-il s'arc-bouter sur ses malheurs et oublier que les crises sont également des opportunités de relance ?

Difficile de répondre. Toutefois il est possible de saisir l'opportunité du doute pour imaginer et assoir de nouvelles politiques de développement. Des approches basées sur des politiques audacieuses propres aux territoires qui cherchent à rebondir sur le plan de la croissance économique.

L'Oriental pourrait être le hub du Maroc par rapport à l'Afrique

Toutes les études et analyses économiques réalisées au cours des dernières années mettent en évidence l'importance accordée par les Etats,

aussi bien des pays développés que des pays émergents, au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ce choix stratégique est doublement justi-

fié : d'abord, sur le plan économique, où le secteur des TIC, avec les activités et métiers nouveaux qu'il draine, constitue une importante source de création de richesses et d'emploi.



Ensuite, l'effet transverse de ces technologies les met au premier plan de la structuration de l'économie et de la société toute entière.

Rappelons à ce sujet que le secteur des NTIC au Maroc a connu un développement soutenu depuis 2001, passant d'une croissance annuelle de 6,5% entre 2001 et 2004, à une croissance annuelle de 10% entre 2004 et 2006, pour aboutir à une moyenne de croissance annuelle de l'ordre de 11% depuis 2007.

Aujourd'hui, la globalisation a créé le mot «digitalisation» pour définir également une nouvelle façon de traiter l'information. La donnée, ou l'information, ou data, est présente dans tous les secteurs d'activité. Ce qui crée un nouveau marché pour l'activité des nouvelles technologies.

Quel est le rôle que l'Oriental, comme Région qui se veut émergente du Maroc, pourrait jouer dans cette nouvelle activité, dite du «Digital» ?

de par la mise en œuvre de plusieurs programmes dédiés au développement des métiers de l'offshoring. C'est une opportunité à ne pas rater.

L'Oriental, un bassin jeune de ressources humaines compétentes

La Région de l'Oriental peut jouer un rôle principal pour le développement de cette activité au Maroc. Par son positionnement géographique, proche de l'Europe au Nord et de l'Afrique au Sud, l'Oriental pourrait être le port principal du Hub naturel que constitue le Maroc par rapport à l'Afrique. La crise sanitaire actuelle liée à la Covid-19 a accéléré la généralisation de l'utilisation des nouvelles technologies. Notamment dans l'administration, l'éducation, pour le travail à distance et le e-commerce, et pour soutenir le commerce de proximité.

Une opportunité à saisir car l'Oriental pourrait dynamiser son économie en profitant de cette occasion pour orien-

L'élément-clé dans le développement de l'économie du digital est sans doute les ressources humaines. En effet, le digital se base sur la compétence et le savoir-faire des informaticiens et informaticiennes. De fait, il est indispensable d'élaborer une stratégie à trois niveaux.

La stratégie à court terme, pour former une base importante de talents dans le digital. La création d'établissements et centres de formation est nécessaire pour atteindre cet objectif. Le Conseil Régional de l'Oriental pourrait jouer un rôle essentiel pour encourager l'installation d'établissements de formation au digital, par la mise en place d'une aide financière aux étudiants pour prendre en charge les frais de scolarité par exemple. Il peut aussi encourager la mise en place des formations par alternance dans les entreprises, tout en les encourageant à recruter des jeunes talents par des subventions adaptées, selon un cahier des charges à impacts directs sur l'emploi. Toutes ces mesures sont indispensables à la création d'écoles de qualité pour la formation dans le digital afin d'assurer une base de ressources humaines hautement qualifiées.

La stratégie à moyen terme, après l'étape de formation, oblige à préparer le marché du travail pour absorber ces nouveaux talents. Cela pourrait être fait par la création d'un écosystème autour du digital et la mise en place de nouveaux clusters pour encourager l'installation de startups.

La stratégie à long terme serait de créer un label «Made in Oriental» pour favoriser les produits et systèmes créés et réalisés dans l'Oriental pour les marchés publics dans la Région. Cela encouragerait les entreprises à s'installer dans l'Oriental pour pouvoir répondre à certains marchés et embaucher des jeunes de la Région.

Avec ces différentes mesures, le développement de l'économie de l'Oriental autour du digital aurait toutes les chances de devenir un pilier principal de la création des emplois directs et indirects dans la Région. D'abord par la formation, ensuite par la création des emplois, et par la suite par la création des opportunités de business.



Pour plusieurs raisons la région peut jouer un rôle majeur dans ce domaine. La première consiste en la réduction des coûts de production afin d'être compétitive par rapport à la concurrence.

Grâce à sa proximité géographique, son système fiscal et son système d'éducation, le Maroc fait partie des destinations préférées des entreprises européennes et américaines. Cette réalité est d'autant plus encourageante, notamment

ter sa stratégie de développement économique autour du digital. À cette fin, la Région dispose d'un bassin de population jeune, riche en ressources humaines compétentes, mais qui nécessite des formations, continues et de base, spécialisées dans le digital afin d'intégrer le marché du travail.

Quelles sont donc les propositions pour développer l'économie de l'Oriental autour du digital ?



POST-COVID : l'Oriental doit se reconstruire autour d'une nouvelle stratégie

Soufiane BOUCHAKOUR
Président de l'Observatoire pour le développement
local et régional de l'Oriental

L'auteur est Docteur en Économie régionale et développement territorial, Président de l'Observatoire pour le Développement Local et Régional de l'Oriental. Après diverses responsabilités publiques exercées au sein de la Région, on lui doit plusieurs livres sur le développement territorial. Suite à la pandémie, il plaide ici pour une nouvelle stratégie de développement régional au-delà d'une simple relance économique.

L'objectif de la territorialisation de plusieurs programmes sectoriels était de renforcer l'attractivité économique de la Région de l'Oriental via des infrastructures aux standards internationaux et des plans stratégiques d'envergure :

- Emergence, avec la Technopole (Oujda), l'Agropole (Berkane) et le Technopark de Selouane ;
- Plan Bleu, avec les stations de Saïdia et Marchica ;
- Stratégie Énergie 2030, avec la station thermo-solaire de Aïn Beni Mathar ;
- Plan Rawaj et ouverture de plusieurs grandes surfaces dans plusieurs villes ;
- Stratégie portuaire 2030 et réalisation du port Nador West Med, etc.

Ces projets sont adossés à d'importantes infrastructures (portuaires, aéroportuaires, sanitaires et de formation), réalisées afin d'améliorer la compétitivité des secteurs. Après 17 ans de mise en œuvre de la stratégie de développement régional initiée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans Son Discours Royal du 18 mars 2003 à Oujda, plus de

110 milliards de Dirhams d'investissements ont été injectés dans la Région :

- 60 pour les infrastructures (routes, transport, eau et assainissement, électrification, habitat et mise à niveau...);
- 30 pour les secteurs productifs (agriculture, industrie, artisanat, tourisme...);
- plus de 10 pour les secteurs sociaux (éducation, santé, formation professionnelle, culture, sport...).

Une vraie stratégie de relance autour d'une vocation régionale

Toutefois, les résultats ne sont pas satisfaisants et les indicateurs de veille territoriale ci-après témoignent que les investissements privés et publics n'ont pas accompagné la dynamique initiée :

- la Région ne contribue que pour 4,8% au Produit Intérieur Brut national⁽¹⁾;
- le taux de chômage est de 17,9%, presque le double du taux national (9,9%) et il dépasse 23,4% dans la Préfecture d'Oujda-Angad ;
- le budget d'investissement public ne dépasse pas 3,4% et il est parmi les

plus faibles au Maroc après les trois Régions du Sahara et le Draa Tafilaït ;

- le taux d'urbanisation est de 65,4% ce qui montre la forte attractivité de l'espace urbain régional pour la ruralité ;
- 70% de la population régionale est concentrée dans les quatre territoires du Nord (Oujda, Berkane, Nador et Taourirt), engendrant la pression sur les villes et le dépeuplement des territoires du Sud de la Région.

Par ailleurs, après la fermeture de la frontière, la crise économique et sociale persiste, visible comme en témoignent les manifestations de la population de certains territoires. Jerada en est une illustration qui prouve que le développement régional de l'Oriental n'était pas résilient, pour plusieurs raisons :

- l'incapacité de la Région à surmonter la fermeture de la frontière et l'absence d'alternatives pour surmonter ses effets ;
- les revendications pour une alternative économique à Jerada et les séquelles de la pandémie Covid-19 aux plans économique et social illustrent que la Région n'est pas à l'abri des crises ;

> Éclairage

- l'Oriental occupe depuis une dizaine d'année la même huitième place pour sa contribution à la valeur ajoutée nationale, ce qui demeure insuffisant pour absorber le chômage ;
- les grands projets sont domiciliés au Nord de la Région.

Le développement résilient de l'Oriental, une œuvre collective

La Région a besoin d'un nouveau modèle de développement territorial résilient capable de s'adapter aux différents aléas (sanitaire, naturel, économique et social) et de permettre aux territoires de l'Oriental d'atteindre leur état d'équilibre. Un besoin manifesté avec une demande d'équité, notamment avec la pandémie Covid-19 qui a accentué les effets de la crise économique et sociale des territoires de l'Oriental.

Au plan économique, la Région dispose de potentialités et avantages comparatifs pour son essor économique, mais elle n'est pas attractive et surtout, pas compétitive, ce qui justifie la très faible contribution des investissements privés dans la création de la valeur ajoutée régionale. L'État doit donc intervenir par des investissements publics comme leviers pour la croissance. Toutefois, l'investissement public alloué à l'Oriental, soit 7,8 milliards de Dirhams en 2019, représente 8% du montant national : il est donc insuffisant pour satisfaire les besoins croissants de la Région.

L'Oriental est une Région plus consommatrice que productrice, car les dépenses de consommation des ménages y sont de 17 464 Dh/an, alors que la moyenne nationale est de 16 974 Dh, sachant que le PIB/habitant est inférieur à la moyenne nationale.

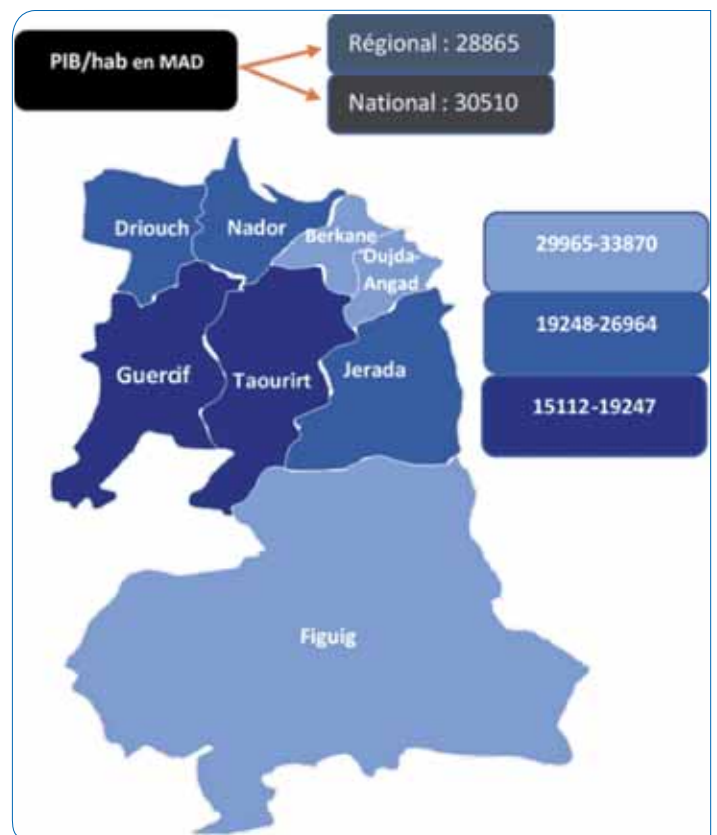
L'Oriental a besoin d'un modèle économique pour accompagner les recommandations qui émaneront des travaux de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement. La création de richesse et l'investissement productif durable sont les enjeux majeurs pour que l'Oriental assure son développement économique endogène, et indépendant des facteurs de résilience (politiques, environnementaux, sociaux...).

Le modèle économique à bâtir dans la Région est tributaire de la valorisation des avantages comparatifs de chaque territoire (schéma ci-contre), afin de déclencher une dynamique économique et une résilience du développement territorial.

Un plan de relance et des opportunités à saisir

Le développement résilient de l'Oriental sera une construction collective de tous les acteurs, avec le Conseil Régional pour initiateur (la loi 111-14), selon une ingénierie territoriale innovante, qui doit valoriser les potentialités de la Région et en tenant compte des contraintes territoriales et aussi des leçons tirées de la pandémie de la Covid-19.

La Covid-19 a souligné plusieurs opportunités, que les acteurs de la Région doivent canaliser dans une nouvelle stratégie de développement régional (économie numérique, digital, offshoring, à titre indicatif) et surtout des opportunités financières apportées par le Souverain dans Son dernier Discours du Trône du 29 juillet 2020 pour relancer l'économie nationale.



Le gouvernement marocain est appelé à doter la Région de l'Oriental d'une discrimination positive vu ses indicateurs macroéconomiques à améliorer et le chômage à contrecarrer, et ce en orientant les initiatives d'investissement à mener dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP) qui bénéficieront du financement du Fond d'Investissement Stratégique aux Régions en difficultés. Toutefois, les acteurs de la Région sont appelés à préparer leur contrat Etat-Région qui ne portera pas uniquement les projets du Plan de Développement Régional - devenu caduque avec la pandémie Covid-19 - mais proposera des actions innovantes permettant de repositionner l'Oriental dans l'échiquier des Régions prometteuses.

L'Oriental disposera d'un port structurant : restent à décliner les projets

A partir des indicateurs, on voit que l'Oriental est une Région plus consommatrice que productrice, avec une faible contribution au PIB national et un taux de chômage élevé (plus de 24% d'après le dernier Bulletin d'information sur l'emploi du HCP publié en juillet 2020). Toutefois, la Région est dotée d'infrastructures favorables à son décollage économique et des opportunités futures du port Nador West Med. Il s'avère dès lors judicieux et impératif d'opter pour une vraie stratégie de relance avec un objectif clair en identifiant une vocation pour la Région. La réponse aux défis et enjeux de développement de l'Oriental réside dans la valorisation de ses avantages comparatifs dans tous les secteurs, notamment ceux à forte valeur ajoutée et à forte capacité d'emploi.



L'Oriental dispose d'un port structurant, mais il faut décliner cette opportunité en projets et renforcer l'attractivité des territoires régionaux pour en tirer profit. Reste à mobiliser le foncier en faveur de l'investissement et à des prix attractifs. Un effort est donc à entreprendre pour réaliser des zones industrielles aux normes requises, selon les spécialisations et vocations économiques territoriales. La Technopole d'Oujda et le Technopark de Selouane sont aujourd'hui saturés suite aux mesures d'accompagnement et d'incitation du Conseil Régional de l'Oriental et à la dynamique attendue de l'opérationnalisation du port Nador West Med.

La force de l'Oriental émane de la diversité de ses atouts territoriaux

La force de l'Oriental émane de la diversité de ses atouts territoriaux favorables à des Systèmes Productifs Localisés (sorte de spécialisation), ce qui néces-

site, dans le cadre du plan de relance économique, le renforcement des vocations territoriales et le développement de chaque territoire, chaque Préfecture et chaque Province, selon ses atouts.

L'État a intérêt à accompagner cette Région en difficultés par des mesures spécifiques dans le cadre de la «régionalisation avancée». À l'ère de la régionalisation et de la déconcentration administrative, l'Oriental devrait avoir son propre code d'investissement et un traitement approprié en matière fiscale, surtout que les disparités territoriales sociales se creusent. L'attractivité de l'Oriental est tributaire de l'équité fiscale et non de l'égalité fiscale, car le territoire national n'est pas homogène.

Face à la faible attractivité envers l'investissement privé, la recherche d'une locomotive d'envergure - surtout mondiale à l'instar des Métiers Mondiaux du Maroc - est à prévoir dans le cadre du plan de relance économique régional.

Le gouvernement marocain dispose aujourd'hui des moyens, notamment le Fonds d'Investissement Stratégique, permettant d'orienter les investissements vers les Régions en besoin et les indicateurs macroéconomiques et de veille territoriale plaident en faveur de l'Oriental.

Les moyens ne font jamais défaut si une Région dispose d'une vision, d'une ambition défendable et de ressources humaines qualifiées pour planifier, programmer, plaider, rechercher les financements et exécuter les actions. Toutefois, les orientations stratégiques de la Région doivent être identifiées préalablement dans le cadre du plan de relance économique.

La pandémie Covid-19 donne une nouvelle opportunité aux acteurs de la Région, ensemble, sans discrimination et sans préjugés politiques, de construire de façon collégiale une vision prospective de développement pour répondre aux besoins des populations des différents territoires avec les nouvelles exigences nées de la pandémie Covid-19 : infrastructures sanitaires réparties équitablement et dotées de ressources humaines, économie inclusive et résiliente, éducation moderne et orientée vers la recherche, fossé numérique réduit et accès équitable aux nouvelles technologies de l'information et aux services d'internet à haut débit.

Les acteurs de la Région sont appelés également à marketer le territoire de l'Oriental, non par des dépliants et des exposés power point de haute qualité, mais par des offres crédibles de terrains aménagés et équipés, une main d'œuvre qualifiée et formée à l'amont et non à la demande, un code d'investissement favorable et attractif, ainsi que des exonérations - voire des incitations - fiscales. L'idée est d'offrir de nouveaux regards aux investisseurs marocains et étrangers pour voir l'Oriental autrement. L'effort mérite l'implication de la diaspora, non seulement en matière de marketing territorial, mais dans la construction collégiale d'une autre Région à fort potentiel.

1- D'après les Comptes régionaux du HCP 2016



L'éducation sous la pandémie dans l'Oriental : classes virtuelles et plateformes de services

Mohamed DIB
Directeur de l'AREFO de l'Oriental

Le Directeur de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation livre ici son témoignage après de longues semaines qui ont bouleversé le dispositif éducatif de la Région à l'instar bien sûr de l'ensemble du Royaume et de toutes les activités du pays. En l'état actuel, le bilan qui peut être établi souligne à quel point les initiatives prises par les responsables et les personnels, conjuguées à la volonté et au courage des élèves, ont permis de maintenir l'essentiel et même les examens, dont le Baccalauréat pour lequel une nouvelle fois la Région a brillé.

Placée sous le thème «Pour une école citoyenne, équitable et inclusive», l'année scolaire 2019/2020 a été l'année de tous les défis, spécialement à cause de la Covid-19 qui a complètement bouleversé son déroulement. Et, puisque les systèmes éducatifs, comme leurs concepteurs et leurs opérateurs, se jugent à leurs capacités de réactivité, l'école peut se féliciter d'avoir pu contenir la gravité de la situation et d'avoir su réagir en conséquence.

Depuis la suspension des cours dans les établissements scolaires le 16 mars 2020 et la déclaration de l'état d'urgence sanitaire face à la pandémie Covid-19 le 20 mars 2020, l'Académie



Régionale d'Éducation et de Formation de la Région de l'Oriental (AREFO) a pris d'importantes mesures pour assurer la continuité pédagogique des différents programmes. Elle a également consacré ses efforts sur la continuité de tous les services administratifs pour :

- mener à bien les différentes phases qui accompagnent l'année scolaire en cours (2019-2020) ;

- préparer la prochaine rentrée scolaire (2020/2021) sur de bonnes bases et dans les meilleures conditions possibles, mettant notamment en place un dispositif constitué de comités de veille régionaux et provinciaux en coordination avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et les autorités locales.

La continuité pédagogique à travers l'enseignement à distance

L'Académie de l'Oriental s'est engagée dans la mise en œuvre des directives du Ministère de tutelle pour assurer la continuité pédagogique à travers l'enseignement à distance.

L'objectif du dispositif était d'assurer l'accès équitable au service de l'éducation, sans discrimination et favoritisme. Pour y parvenir, et grâce à l'implication des cadres éducatifs et en utilisant tous les moyens numériques exploitables (Telmide TICE, site web et pages sur les réseaux sociaux, ainsi que les pages Facebook des Directions Provinciales et établissements scolaires...) l'AREFO a pu produire jusqu'au 30 mai 2020 :

- 160 leçons pour la télévision ;
- 460 ressources numériques ;
- la création de 48 579 classes virtuelles via la plateforme TEAMS par 2 622 enseignants, qui a généré la participation de 8 238 élèves ;
- l'organisation de plusieurs activités en ligne pour maintenir la dynamique des clubs éducatifs et maintenir les activités de la vie scolaire ;
- l'organisation des activités d'information et d'aide à l'orientation ;
- l'activation et la mise en œuvre de l'orientation numérique via le système scolaire Massar ;
- l'acquisition et la distribution des manuels scolaires dédiés à l'appui pédagogique aux profits de 21 000 élèves dans le milieu rural.

Ces mesures ont permis d'assurer la continuité pédagogique pour plus de 70% des élèves, qui ont pu suivre leurs cours soit via la télévision, soit en ligne, et ceci malgré les contraintes liées à la couverture par le réseau Internet (tous les opérateurs confondus) et celles dues à la couverture incomplète des espaces ruraux par le réseau électrique.

Les examens certificatifs, grâce à une exceptionnelle mobilisation

Pour assurer normalement le passage des examens certificatifs tout en respectant les protocoles sanitaires de distanciation et les mesures préventives qui nous ont été transmises par les autorités compétentes, l'AREFO a mobilisé d'importants moyens matériels et humains en coordination avec les autorités locales. L'AREFO a également installé à son tour une batterie de mesures sanitaires et préventives.



Toutes ces mesures ont été prises pour assurer le bon déroulement des examens du Baccalauréat. Les préparatifs pour ce faire ont fait l'objet de réunions de coordination avec les différents partenaires et les autorités territoriales. Les examens certificatifs dans la Région de l'Oriental se sont caractérisés par la participation de 25 997 candidats, dont 12% en milieu rural et 17 200 candidats scolarisés. Par ailleurs, 158 centres de passation d'examen ont été aménagés, parmi lesquels :

- 11 amphithéâtres relevant de l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda ;

L'Oriental, encore la plus performante au Baccalauréat

Pandémie ou pas, l'Oriental réalise toujours les meilleurs scores au Baccalauréat, ce qui atteste du sérieux de ses élèves, appelés à étoffer l'offre en ressources humaines dans tous les domaines. La Région a enregistré, pour la cinquième année consécutive, le plus fort taux de réussite au Baccalauréat au niveau national au terme des deux sessions de l'année scolaire 2019-2020.



Cette réussite illustre aussi la gestion exemplaire des cadres pédagogiques et administratifs, menée de main de maître par le jeune Directeur de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation de l'Oriental (AREFO), Mohammed Dib et les différents Délégués Provinciaux du Ministère de l'Éducation Nationale.

18 957 élèves ont décroché leur Baccalauréat (ordinaire et de rattrapage). Cela représente un taux de réussite de 88,51 %, en hausse de 3,27 % par rapport à la saison scolaire 2018-2019.

Sur ces 18 957 nouveaux bacheliers, 7 938 élèves (près de 42%) ont décroché le Baccalauréat avec une mention : 889 avec la mention « Très bien », 1 932 avec la mention « Bien » et 5 117 avec la mention « Assez bien ».

Tout en se félicitant des résultats obtenus, Mohammed Dib a salué les efforts déployés par l'ensemble des intervenants et partenaires de l'Académie pour assurer le bon déroulement des examens.



Présentation du plan d'action et des réalisations dans l'Oriental à Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale par le Directeur de l'AREFO

- 4 salles couvertes relevant du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et du Sport ;
- 18 centres de correction.

Certains internats ont été ouverts pour accueillir des élèves qui habitent loin des centres d'examen et peuvent avoir des difficultés de déplacement, surtout en cette période. En matière de ressources humaines mobilisées, 9 099 cadres administratifs et pédagogiques ont veillé sur le bon déroulement des examens en une période de pandémie qui nécessite une grande vigilance et un respect strict du protocole sanitaire recommandé par les autorités territoriales et sanitaires.

Ainsi des tests médicaux et de dépistage de la Covid-19 ont été effectués au profit des membres de l'équipe technique chargée de l'impression des épreuves. C'est le cas également pour les équipes de surveillance de passation, de correction, saisie et collationnement des notes, et autres équipes de pilotage et d'appui au niveau régional, provincial et local. S'y ajoutent des campagnes de désinfection régulière de tous les établissements retenus pour les examens avec respect des règles de distanciation et mise en place en quantités suffisantes de produits désinfectants et de moyens de protection pour les candidats et les différents intervenants durant toutes les phases de cette échéance décisive.

Parallèlement à ce travail de fond pour préserver la notoriété et l'image de marque de l'Oriental en matière de résultats aux examens (la Région s'est classée première au Baccalauréat ces cinq dernières années), il a fallu assurer un meilleur suivi pédagogique en collaboration avec les associations de parents d'élèves et les enseignants des matières dispensées en deuxième année du Baccalauréat.

Les préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire 2020/2021

La pandémie n'a pas empêché l'AREFO de se lancer très tôt dans la préparation de la prochaine rentrée scolaire. Certes, elle ne sera pas semblable aux précédentes, mais elle nécessitera autant d'efforts si ce n'est pas davantage. L'avenir des élèves et la réussite des nouveaux plans de redressement en sont tributaires. Pour réussir cette tâche, l'AREFO a déployé de considérables efforts pour la mise en place d'un dispositif adaptable aux différents scénarios possibles. Elle a, à cet effet, repris contact avec tous les intervenants chargés de l'adaptabilité de l'offre scolaire dans la Région, qui a généré de nombreuses interventions, parmi lesquelles :

- les travaux de construction (création, extension, et remplacement des bâtiments préfabriqués) ;

- les travaux d'aménagement des espaces d'accueil et d'hébergement ;
- les opérations d'acquisitions des équipements.

Le lancement des nouvelles inscriptions s'inscrit dans le même esprit, avec la dématérialisation de la procédure et en permettant aux parents de préinscrire leurs enfants à l'école en ligne via une plateforme, sans avoir à se déplacer vers l'école pour déposer le dossier d'inscription.

Il en va de même pour la dématérialisation de la procédure de demande de bourse universitaire à travers la plateforme MINHATY, qui procure aux futurs bacheliers la possibilité de déposer en ligne leurs demandes de bourses.

Cette nouvelle procédure nécessite la production de capsules d'orientation dédiées aux élèves dans les différents cycles scolaires, qui traitent diverses thématiques en vue d'éclairer les jeunes sur les différentes disciplines et métiers qui leur sont offerts, tout en leur proposant des techniques pour qu'ils réussissent le bon choix de leur parcours scolaire et universitaire.

Dans l'Oriental, les chiffres impressionnent

Par ailleurs, 2019/2020 sera l'année qui a connu la généralisation du parcours international dans le cycle secondaire collégial, au profit de plus 36 000 élèves de 158 lycées collégiaux, et de plus de 13 000 élèves de 96 lycées qualifiants à travers la Région.

Ce bilan restera remarquable, car il est particulièrement complexe de gérer plus de 459 000 élèves des différents établissements scolaires, dont 42 196 élèves inscrits dans les établissements de l'enseignement privé et 138 620 élèves relevant des établissements scolaires dans le monde rural. Pour ce qui concerne le nombre d'enseignants, il gravite autour de 18 500, alors que le nombre de classes est passé à 15 174, une hausse notable par rapport à l'année précédente.

Propos recueillis par Ali Kharroubi



L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda : berceau de recherche et d'innovation

Yassine ZARHLOULE
Président de l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda

L'auteur est Professeur et chercheur dans un domaine où les coopérations internationales sont nombreuses ; lui-même s'y est impliqué. Investi en février 2020, à l'aube de la pandémie, on comprend que la première préoccupation du nouveau Président fut de ne pas couper l'Université du monde, ni de sa Région, ni de ses liens avec l'étranger. Rude tâche mais opportunité d'ouverture aussi sur l'environnement humain et économique de l'institution.

Dans un contexte national et international sous haute menace de la pandémie de la Covid-19, l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda (UMP) s'est efforcée de maintenir un fonctionnement optimal afin de garantir, avant tout, une continuité pédagogique, une activité de recherche et un service rendu à la collectivité.

Toutes ces actions ont été le fruit d'un travail collaboratif impliquant toutes les bonnes volontés de l'UMP : enseignants, personnel administratif et doctorants ont montré un sens inouï de l'engagement et une abnégation sans égale pour assurer la continuité des cours et contribuer aux efforts de maîtrise de la propagation du coronavirus.

Bravant ainsi les dangers de la contamination, les différentes composantes de l'UMP se sont mobilisées sur plusieurs fronts, armées de leur savoir-faire, de leur engagement professionnel et patriotique.



Amélioration de la connectivité pédagogique, avec numérisation et scénarisation des contenus

A partir d'une vision stratégique relative au numérique marquée par l'implication des enseignants, beaucoup de ressources ont été produites en un temps record. L'objectif est de garantir aux étudiants les ingrédients d'un nouveau paradigme qui n'aurait pas été possible sans cette mobilisation autour de l'UMP et son top management dans une logique de partage de bonnes pratiques pédagogiques au profit des étudiants. Ce processus inauguré dans l'urgence a commencé le 17 mars 2020 avec une focalisation sur les établissements

à accès ouvert. Tout ce dispositif a été accompagné par la mise en ligne de plusieurs capsules vidéos de cours enregistrés par les soins des enseignants et diffusés par les canaux des chaînes nationales de télévision et sur les chaînes radiophoniques régionales. Des cellules de suivi ont été mises en place dans chaque établissement avec un mot d'ordre : rendre accessibles les ressources produites.

Dans cette forte mobilisation, les doctorants ont eux aussi joué un rôle dans la mise en ligne des contenus numériques. Ces interventions ont porté sur :

- la création de catégories de cours ;
- la création des espaces de cours ;
- l'aide à la scénarisation ;
- l'aide à l'accès aux cours ;
- le paramétrage des cours.

Grâce à toutes ces actions, le nombre des étudiants ayant consulté les contenus est très important et encourageant pour penser à la mise en place de toute une «Université numérique» à cet effet.

> Éclairage

Un autre chantier s'est trouvé ouvert : celui de l'amélioration de la connectivité pédagogique, la numérisation et la scénarisation des contenus dans le respect des standards reconnus.

Mise en réseaux pour chercheurs nationaux et internationaux dans un esprit pluridisciplinaire

L'UMP a fortement encouragé la participation des enseignants à tous les appels à projets nationaux et internationaux autour de la Covid-19. Cette forte mobilisation s'est soldée par la sélection de six projets pour un financement d'un million de Dirhams. Ces projets ont été portés et réalisés dans le cadre du pôle universitaire régional regroupant l'UMP, l'UMI, l'USMB, l'Université privée de Fès, l'Université euro-méditerranéenne et l'Université Al Akhawayn. Ce soutien à la recherche a porté sur plusieurs thématiques dans différents domaines en relation avec la Covid-19 : médecine, science et technique, technologie, économie, sociologie, sciences humaines. Afin de financer ce programme, le Ministère de tutelle - via le CNRST - a débloqué une enveloppe budgétaire de dix millions de Dirhams.

L'objectif est de déployer à court et très court termes des équipes réunies autour de projets innovants afin de proposer des solutions à la crise pandémique de la Covid-19 et de faire face à d'éventuelles pandémies. Ce programme de soutien vise aussi à garantir la mise en place des réseaux des chercheurs de notre Université avec leurs homologues marocains et européens dans un esprit pluridisciplinaire en mesure de proposer des solutions ou des réponses à cette situation.

Les projets retenus au sein de l'Université Mohammed 1^{er} sont à visée clinique et de diagnostic, à haute valeur ajoutée technologique, mais aussi des projets en rapport avec la modélisation pour comprendre l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Tous ces projets vont contribuer à la réflexion qui se met en place actuellement aux échelles locale, nationale et internationale, puisque certains d'entre eux ont des partenaires internationaux.

Les nouveaux défis de l'UMP : la parole au Président par le Professeur Yassine Zarhloule, Président de l'Université Mohammed 1er d'Oujda

Le Président Yassine Zarhloule est Docteur de l'École Nationale d'Ingénieurs de Sfax (Tunisie) et Docteur d'État de la Faculté des Sciences d'Oujda. Il a débuté sa carrière à l'Université Mohammed 1er d'Oujda en tant qu'enseignant de la Faculté des Sciences avant d'être nommé Directeur de l'École Supérieure de Technologie, puis Président de l'UMP en janvier 2020. Il a reçu plusieurs Prix pour ses travaux de recherche, notamment en géologie.



«L'Université se doit d'être une institution engagée dans la société, ancrée dans son environnement, nourrie par une progression sociale de grande envergure, à laquelle doivent adhérer toutes les parties prenantes. L'investissement humain est un véritable vecteur d'alliances avec les économies avancées et l'éducation est la voie royale vers le développement et la réussite. Forts de ce principe, nous avons placé l'étudiant au centre de toutes les attentions afin de lui permettre de faire de son passage à l'Université, un tremplin vers une vie citoyenne, sociale et professionnelle digne et prometteuse.

En ce sens, il devient primordial d'insuffler une nouvelle dynamique dans la gouvernance de l'Université, sollicitant la synergie de ses forces vives ; enseignants et administratifs. Nous devons tous, nous engager à faire de cette Université un haut lieu du savoir, un espace d'apprentissage et d'enseignement au profit du dialogue et de la diversité.

Il est également pertinent d'investir dans une recherche de qualité afin d'accroître l'excellence et la compétitivité, et ce à travers la création de pôles d'excellence pour davantage de visibilité et de performance. L'Université à laquelle nous aspirons est celle qui est également à l'écoute de son territoire et de ses besoins. Les nouveaux établissements et annexes qui seront créés à Berkane et Taourirt font écho à la demande croissante et légitime de rapprocher l'Université de ses usagers et de consolider le maillage de l'offre universitaire à travers la Région.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, nous avons opté pour un mode de gestion participatif, proactif et efficient ; qui favorise l'implication de tous, l'épanouissement de la créativité et le développement du sens de l'initiative et du partage dans la transparence et le respect des structures.»

Innovation et service rendu à la société

Comptant sur son réservoir de compétences de haut niveau, l'UMP a su faire preuve de beaucoup d'ingéniosité et d'innovation. Créant ainsi un réseau de chercheurs et une panoplie de solutions open sources afin d'innover et d'apporter sa contribution à la lutte contre la Covid-19 par l'impression en 3D de visières et de valves pour respirateurs destinées au CHU d'Oujda. Une telle initiative témoigne de toute une adhésion sans réserve aux directives de lutte contre cette pandémie.



Fabrication de visières à l'UMP Oujda

Le développement de telles solutions innovantes montre à quel point il est primordial d'avoir un équipement de pointe approprié afin de concevoir des prototypes susceptibles de contribuer au développement des PME/PMI. Grâce à des imprimantes 3D rassemblées au sein d'un centre de prototypage, l'UMP a pu produire et distribuer gracieusement des visières répondant aux normes internationales au profit du corps professionnel de santé et autres destinataires prioritaires.

Gouvernance Covid-19 : entre souplesse, exigence et rentabilité

Ce mode de gouvernance dicté par la conjoncture de la Covid-19 et par la situation d'état d'urgence n'ont pas empêché l'UMP d'assurer un fonctionnement normal et un rendement optimal. La tenue des réunions via les moyens de communication virtuels a considérablement réduit les distances, permis la concertation et les prises de décisions.

L'usage des visioconférences est un gage de fluidité et de continuité du travail. L'instauration de ces technologies permet une forte implication et une grande mobilisation des partenaires de l'UMP et de ses structures internes.

Appui social au profit des étudiants locaux et étrangers subsahariens

Cet élan de solidarité a bénéficié aux étudiants subsahariens, maghrébins et aux étudiants locaux de l'UMP, obligés de rester sur place pour éviter toute propagation de la pandémie. Ainsi, l'UMP a assuré, en collaboration avec l'association Tamassouk, la distribution à hauteur de 200 000 Dirhams des produits de premières nécessités tout au long du mois sacré du Ramadan. Une action qui a permis à un millier d'étudiants de bénéficier d'une aide substantielle et de ne pas se sentir isolés.

L'UMP est une Université, donc un espace d'innovation, un espace d'accueil et de partage et un lieu de recherche et d'enseignement, telle est l'image que cette Université s'est forgée durant cette période, telle est l'image qu'elle va œuvrer à faire valoir durant les années à venir dans le respect de la tradition séculaire d'un pays émergent sous la gouvernance de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Propos recueillis par la rédaction

L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda en chiffres

L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda compte huit établissements, dont quatre sont à accès ouvert : Faculté des Sciences, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, et Faculté Pluridisciplinaire de Nador.

Elle comporte également quatre autres établissements à accès régulier : École Supérieure de Technologie, l'École Nationale des Sciences Appliquées d'Oujda, l'École Nationale de Commerce et de Gestion et la Faculté de Médecine et de Pharmacie.

L'Université accueille plus de 74 000 étudiants sur les sites d'Oujda et Nador. Elle emploie 929 enseignants chercheurs et 476 personnels administratifs et techniques. C'est avec toutes ces forces que l'UMP d'Oujda entend collaborer à l'essor de la Région et du Royaume.

Pour assurer une meilleure offre pédagogique, elle dispose de structures de recherche équipées de matériels de haut niveau technologique et de centres chargés de fédérer les activités de recherche et de promouvoir les transferts technologiques.





Face à la pandémie, résilience et performances dans l'agriculture

Mahjoub LAHRACH

Directeur Régional du Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts

L'auteur est diplômé de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II et de l'Institut supérieur du commerce et d'administration des entreprises. Actuel porte-parole de la nouvelle stratégie Génération Green 2020-2030, il veille à la mise en œuvre de plusieurs programmes de développement dans différentes Régions du Royaume. Il contribue à décliner les différentes stratégies agricoles régionales, avec préparation d'offres spécifiques pour chaque Région, dont celles de l'Oriental.

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 conjuguée à l'absence des précipitations entre mi-janvier 2019 et mars 2020, l'agriculture dans la Région de l'Oriental a fait face à des vraies difficultés structurelles et conjoncturelles qui menaçaient le secteur et l'approvisionnement normal des marchés régionaux en produits de base.

Renforcement des chaînes de production et accompagnement permanent

Grâce à la volonté des femmes et des hommes du Département de l'Agriculture, aux efforts déployés par les agriculteurs qui n'ont à aucun moment baissé le bras, au suivi permanent du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts en collaboration avec toutes les parties prenantes, l'agriculture régionale a pu relever le défi et réussir la gestion d'une des plus difficiles crises qui

a secoué notre pays et spécifiquement notre Région. Elle a surtout renforcé la résilience des chaînes traditionnelles de production aux aléas climatiques et aux imprévus pandémiques. Tout au long de la période de confinement, les activités agricoles dans la Région de l'Oriental ont continué à produire et à répondre aux attentes des consommateurs, ce qui a permis aux différents marchés d'être abondés en denrées alimentaires de bonne qualité, en quantités suffisantes et à prix raisonnables.

Un suivi quotidien de l'approvisionnement des marchés de gros, des points de vente et des grandes et moyennes surfaces était effectué quotidiennement ; une présence effective qui a permis de spécifier les besoins de consommation et d'assurer l'approvisionnement régulier et normal des marchés en produits agricoles. Aucune perturbation n'a été relevée. Plusieurs produits ont même été commercialisés à des prix en deçà de leur moyenne, à l'instar de la pomme de terre, des pastèques et des courgettes locales.

En matière de précipitations, la campagne agricole 2019-2020 est particulière par l'augmentation des précipitations, avec un surplus de 51% par rapport à la précédente campagne, mais avec une grande irrégularité dans le temps et l'espace, notamment au niveau des Provinces de Figuig et Jerada. Ainsi, le complexe hydraulique de la Moulouya a été marqué, au début de la campagne, par un déficit de 47%, ce qui a affecté négativement la programmation des superficies mises en cultures dans le périmètre irrigué.

La betterave à sucre, filière d'une importance socio-économique majeure au niveau du périmètre irrigué de la Moulouya, a encore une fois surfé sur de bons records et réalisé de bonnes performances malgré la pandémie et la situation difficile des barrages.

Toutes les dispositions indispensables pour réussir la campagne de cette année ont été prises dans le respect total des mesures de précaution contre le virus Covid-19.

La Direction Régionale de l'Agriculture (DRAO) a veillé sur la mise en place d'un ensemble de procédures et de guides pour un encadrement rapproché au niveau de tous les champs durant les périodes de suivi et d'arrachage. La superficie semée est arrêtée à 3 800 hectares, soit une baisse de 51,4% par rapport à l'année précédente, malgré le grand engouement de la part des agriculteurs pour cette filière. Aujourd'hui, et grâce aux efforts de tous les intervenants, nous avons atteint une production totale de 228 000 tonnes, avec un rendement de 60 tonnes par hectare.

- la fourniture de l'orge subventionnée au profit des éleveurs de la Région, pour un total de 1,2 million de quintaux ;
- l'appui à l'amont de la filière agricole par la distribution des engrais (Ammonitrate 33,5%), à raison de 8 quintaux à l'hectare, au profit des producteurs de petits fruits.

Ces interventions ont été réalisées dans le respect total du protocole sanitaire décrété par les autorités. La DRAO a pris toutes les mesures indispensables au bon déroulement des projets de l'agriculture solidaire, au profit des petits

- le renforcement des mesures de précaution au sein des unités utilisant la chaîne de froid ;
- les mesures additionnelles de prévention liées au contexte de la pandémie Covid-19 à l'occasion de l'Aïd Al Adha annoncées dans le cadre de la circulaire commune entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Agriculture ;
- l'installation de souks temporaires respectant les mesures de distanciation au niveau des grands centres de vente du cheptel à l'occasion de l'Aïd Al Adha.

Des guides de procédures

Au niveau régional, la DRAO a veillé à la diffusion et la stricte application des circulaires et notes du Ministère ; elle les a généralisées auprès du personnel des Directions Provinciales de l'Agriculture (DPA), de l'ORMVA de la Moulouya (ORMVAM) et des établissements de formation, ainsi qu'aux professionnels. Des guides de procédures illustrés ont été diffusés auprès des entités concernées pour instaurer un cadre de travail structuré assurant sécurité et santé pour tous. Pour accompagner ces actions, des commissions de sensibilisation et de veille ont été constituées :

- commission régionale et commissions provinciales chargées d'accompagner les professionnels pour la mise en œuvre d'un protocole de prévention contre la Covid-19 (constituées des représentants de l'ONSSA et de l'ONCA et présidées par le représentant de la DRAO ou de la DPA/ORMVAM), qui s'occupent également de distribuer les guides auprès des agriculteurs et des unités de valorisation ;
- commissions provinciales avec les représentants de l'ONSSA, de l'ONCA et de la DPA/ORMVAM, qui veillent à la mise en œuvre du référentiel des mesures préventives adoptées au niveau de l'ensemble des unités utilisant la chaîne du froid, veillant au respect des conditions du bon déroulement de l'Aïd Al Adha dans le contexte de la pandémie Covid-19.

Les résultats acquis sur le terrain confirment l'efficacité de ce dispositif.



Une campagne malgré tout très positive pour la betterave à sucre

Eviter les clusters épidémiques et veiller aux mesures préventives

Les programmes des cultures hivernales et printanières ont également été réalisés dans de bonnes conditions au niveau des champs et des unités de conditionnement malgré le contexte de pandémie qui a imposé de nouvelles mesures pour éviter les clusters et faire respecter les mesures préventives. De fait, la récolte, le conditionnement et la distribution ont suivi un rythme normal, notamment pour les cultures maraîchères.

Parallèlement à ces actions locales, l'intervention de l'Etat a été d'une grande importance pour atténuer les effets de la sécheresse. A cet effet, deux programmes ont été lancés :

agriculteurs, durant cette période d'état d'urgence sanitaire. Le budget alloué à ces projets en 2020 est de 116,6 millions de Dirhams.

Depuis l'apparition de cette pandémie, le Ministère de tutelle a mis en place un ensemble d'outils de gouvernance et de sensibilisation afin de fournir des procédures et un cadre adapté aux exigences dictées par le contexte de la crise :

- l'encadrement rapproché des différents services administratifs du Département de l'Agriculture au plan régional ;
- l'encadrement rapproché des professionnels et des opérateurs des secteurs agricoles et de la pêche, notamment dans les exploitations agricoles et les unités de valorisation, de conditionnement et de transformation des produits ;



«Made in Eastern Morocco» à prix raisonnables face à la pire crise de l'histoire du tourisme régional

Mohamed MELHAOUI
Professeur universitaire et consultant du Centre Régional du Tourisme

L'auteur est Professeur à l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda et consultant au Conseil Régional du Tourisme de l'Oriental. Il ne fait pas mystère de son optimisme et promeut sa Région malgré la crise qui secoue le secteur. Pour lui, la pandémie et les restrictions qui l'accompagne en matière de déplacements, en particulier vers l'étranger, constituent un cadre d'opportunités favorables au développement du tourisme national dans les territoires marocains. L'occasion d'un tourisme de re-découverte.

Le tourisme est l'un des secteurs les plus impactés par la crise consécutive à la pandémie de la Covid-19. Il est à l'arrêt ou presque dans le monde entier depuis plus de 4 mois. La fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes, celle des établissements touristiques et le confinement sont autant de réalités douloureuses qui ont négativement impacté ce secteur, dans l'Oriental comme ailleurs. Cette année marque clairement la pire crise de l'histoire du tourisme marocain. Face à cette conjoncture inédite, le tourisme interne constitue la seule véritable bouffée d'oxygène qui pourrait limiter les dégâts. Les Marocains n'ont d'ailleurs d'autre choix que de privilégier les destinations locales pour leurs vacances.

L'Oriental, une destination post-Covid-19 promue sur le Net

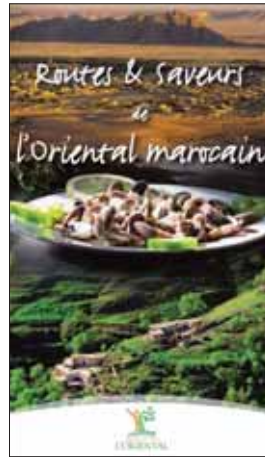
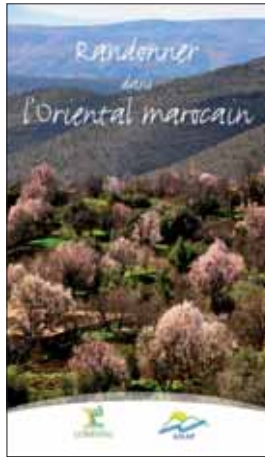
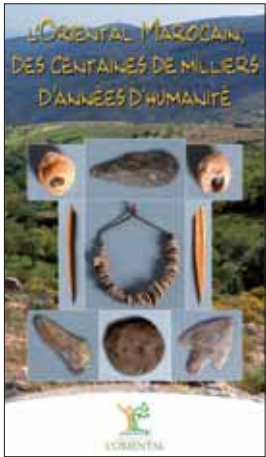
Il y a mille et une raisons pour passer ses congés d'été dans l'Oriental du Maroc, une Région dont la vocation touristique et le grand sens de l'accueil sont

anciens, sinon légendaires. C'est l'une des Régions qui a su gérer avec rigueur et discipline la pandémie, enregistrant des pertes minimales, ce qui l'habilite à être la destination de choix des touristes marocains soucieux de leur sécurité ; préserver des milliers d'emplois est aussi l'un des enjeux majeurs.

Pour booster la destination, le Centre Régional du Tourisme (CRT) de l'Oriental, avec la Société de Développement de Saïdia (SDS) et leurs partenaires ont lancé une campagne de promotion du tourisme régional avec production d'un matériel publi-promotionnel, des vidéos et un site Web : <http://visitoriental.ma/>.



Paysage des Beni Snassen, l'un des nombreux sites d'exception de l'Oriental



Trois guides précieux pour découvrir l'Oriental marocain

L'objectif est de faire rêver nos concitoyens, les stimuler à découvrir l'Oriental marocain, leur donner des idées et de bons plans pour les aider à imaginer des voyages inoubliables «Made in Eastern Morocco», à des prix raisonnables. Nous recommandons vivement aux citoyens marocains les plages paradisiaques de l'Oriental sur ses 200 kilomètres de côte méditerranéenne, plus sublimes les unes que les autres. Elles attirent chaque année des milliers de vacanciers et des touristes marocains et étrangers, à l'instar des stations balnéaires sophistiquées aux standards internationaux, Saïdia et Marchica, des villages de vacances authentiques, des criques isolées, des plages sauvages, d'autres au contraire parfaitement aménagées, des plages de galets, de rochers, de coquillages, de sable blanc, doré, gris... Bref, des plages magnifiques offrant un dépaysement total dans le calme et la sérénité.

De Saïdia à Trougout, en passant par l'embouchure de la Moulouya, Cap de l'Eau, Marchica, Cap des Trois Fourches, Sidi Hssaine et Boudinar, les plages de l'Oriental rivalisent de beauté avec des paysages d'exception où falaises et cordons dunaires font bon ménage avec les forêts et les montagnes. Soleil enivrant, mer transparente et paysages de rêve... Tout le monde y trouve son compte.

De Saïdia à Trougout, en passant par l'embouchure de la Moulouya, Cap de l'Eau, Marchica, Cap des Trois Fourches, Sidi Hssaine et Boudinar, les plages de l'Oriental rivalisent de beauté avec des paysages d'exception où falaises et cordons dunaires font bon ménage avec les forêts et les montagnes. Soleil enivrant, mer transparente et paysages de rêve... Tout le monde y trouve son compte.

Mille et une raisons de passer ses vacances dans l'Oriental marocain

La Région séduit avec ses innom-

brables atouts ! Tantôt à proximité des villes majeures, tantôt cachées en pleine nature, les plus belles plages constellent la côte méditerranéenne et n'ont rien à envier aux plages des Caraïbes ou de la Polynésie. On est surpris par la beauté de ces perles enchâssées dans une superbe côte où la mer a sculpté la pierre ! Et surtout par les couchers de soleil très romantique au bord de la Méditerranée. Les monuments historiques symbolisent la diversité des civilisations brassées ici. Les visiteurs apprécient la Médina millénaire d'Oujda imprégnée des parfums de la vie, les ksours des oasis comme Figuig et Ich, la nature sur les hauts plateaux semi-désertiques Bni Guil, le massif forestier de Jerada avec son Site d'Intérêt Biologique et Ecologique de Chekar, les Beni Snassen, ses produits de terroirs et son patrimoine paléolithique, le Gourougou et le Rif Oriental... Les guides édités par l'Agence de l'Oriental aideront à ces découvertes.

Le CRT de l'Oriental recommande la Région, surtout après sa performance exemplaire contre le coronavirus. Le dispositif de santé régional, appliquant la stratégie nationale, a obtenu de bons résultats, grâce à un civisme exemplaire. Le virus circule peu dans l'Oriental, avec un R0 (l'indice de contamination) très faible.

Avec de tels atouts rassurants, l'Oriental invite à goûter ses poissons de la Méditerranée et ses plats délicieux, dont ceux à base de la fameuse viande rouge du mouton des hauts-plateaux Bni Guil, les oranges de Berkane, les nèfles de Zegzel, les figues vertes et noires d'Afhir et

Promouvoir l'Oriental pour atténuer les impacts du Coronavirus

Pour promouvoir la destination en ces temps difficiles, le CRT a mis en ligne le site www.visitoriental.ma

Il s'ajoute aux pages Facebook, LinkedIn, WhatsApp et Instagram. Ce marketing digital a pour objectif de drainer le maximum de flux et de les convertir en visites des sites touristiques de la Région, avec le Paid Media en réservations des produits touristiques de l'Oriental.

En parallèle, le CRT a lancé sa propre marque : Ntla9aw Fjihah Char9

Elle est agrémentée d'un carnet de voyage avec une nouvelle carte touristique et une capsule vidéo de promotion post-confinement réalisée pour l'occasion. Et ce n'est pas tout, car le CRT travaille actuellement à enregistrer 20 capsules de promotion de la destination pour l'émission Chouf Bladi.

De même, le CRT a réalisé une nouvelle brochure promotionnelle relatant les spécificités et les facteurs d'attraction touristique de la Région. Elle comporte les principales sources d'attractivité touristique et les bonnes adresses. Sur place, un nouveau Centre d'information et d'orientation des touristes est déjà opérationnel au niveau de la Marina de Saïdia.

En matière d'hébergement toutes les structures hôtelières de la station balnéaire et les hôtels de la ville proposent des packages promotionnels au profit des touristes locaux.



Saïdia, ainsi que les figues de barbarie des montagnes et plaines, les gateaux Makrout et Kaak d'Oujda, ou les dattes Aziza de Figuig.

Propos recueillis par la rédaction



La société civile de l'Oriental face au coronavirus

El Kébir HANNOU
Directeur du Pôle développement local
Agence de l'Oriental

Docteur de l'Université de Tours (France), spécialiste en aménagement et développement, l'auteur a occupé plusieurs postes dans l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de l'aménagement du territoire national. Depuis 15 ans, il met son expérience à la disposition du développement de l'Oriental afin de contribuer à sa croissance.

La société civile de l'Oriental se caractérise par son dynamisme et son efficacité d'intervention dans les domaines socio-économiques, culturels, sportifs, genre, etc. Lors de la propagation de la pandémie Covid-19, les acteurs associatifs de la Région ont mis de côté leurs différences et se sont mobilisés, en coordination avec les autorités locales, pour sensibiliser de près la population à la prévention contre la pandémie et aux mesures nécessaires à prendre.

La mobilisation des Associations

Dans ce contexte de crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, l'Agence de l'Oriental a fait appel, aux principaux partenaires de son réseau associatif de plus de 600 Associations et Coopératives, qui constituent son prolongement territorial à l'échelle de la Région, pour renforcer cette campagne de sensibilisation afin de faire face à la propagation du virus, d'appliquer les mesures de l'état d'urgence sanitaire et de distribuer des denrées alimentaires pour la population ciblée. L'Agence a opté, dans le cadre de sa stratégie relative au développement de



A l'école, contrôle et bonne humeur

l'économie sociale et solidaire à travers les activités génératrices de revenus, pour le financement de certaines coopératives, afin qu'elles produisent et distribuent des masques réutilisables en tissu, aux normes appliquées par le Ministère de la Santé (certificat de conformité délivré par un laboratoire agréé).

Des initiatives associatives au plus près du terrain

Face à la propagation de doutes sur l'existence même de ce virus au sein de certaines populations, il était opportun de recourir à de nouvelles méthodes de communication et d'information capables de redonner confiance, principalement aux jeunes.

A cet effet, une nouvelle initiative innovante est née à Nador, due à l'Association «CICODEL». Elle se base sur des volontaires à l'échelle du quartier ou du douar, respectés par leur voisinage, ce qui facilite la communication. Cela donne plus de crédibilité à leurs conseils.

Associations : des partenariats adaptés, à visée humaine et sociale

Dès l'annonce de la propagation du Coronavirus au Maroc, les Associations de l'Oriental se sont mobilisées pour travailler à la contenir, apporter un soutien apaisant aux personnes en situation de précarité et interagir positivement avec les différentes mesures de confinement.

Certaines de ces actions ont été réalisées dans le cadre de partenariats avec l'Agence de l'Oriental.

Le détail de quelques-unes, menées au niveau des Provinces de Driouch, Nador, Berkane, Oujda, Jerada et Figuig, est donné dans les encadrés ci-après.

Ces volontaires travaillent sous l'égide d'une Association locale qui, elle-même, applique les orientations d'une Association-relai provinciale, reconnue par son dynamisme, son honnêteté et sa rigueur auprès des partenaires et des populations.

Les acteurs de cette initiative parcourent les lieux populaires qui connaissent de grands flux de population (rues, souks, cafés, stations de taxis...) pour sensibiliser les gens.



A Nador, une Association à fibre solidaire

Jawad Boudadah, Président de l'Association Méditerranéenne pour le Développement de Nador, journaliste de profession et acteur associatif de vocation, il pilote «La caravane médicale du bien», caractérisée par sa continuité, la qualité des soins prodigués et le nombre de bénéficiaires.

Créée en 2008, l'Association Méditerranéenne pour le Développement de Nador (AMDN) a transformé le travail associatif en possibilité d'accompagnement médical et social au niveau de la Province de Nador. Assurer une aide médicale gratuite pour les démunis à travers des consultations permanentes et des interventions chirurgicales dans les milieux urbains et ruraux ne peut être une intervention circonstancielle ou ponctuelle. Vu les multiples attentes en matière de santé, il est absolument nécessaire de maintenir une cadence régulière des campagnes de soins pour contribuer à donner un contenu concret en matière de santé à la solidarité initiée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et portée par différents corps médicaux et associatifs.

C'est l'ambition affichée par l'AMDN, qui a réalisé plus de 200 campagnes médicales en une décennie. Ces interventions s'effectuent à la demande des populations locales et sous la forme de convois médicaux tous appelés :

«La bonne caravane médicale».

Les cibles sont d'abord les malades chroniques en situation de précarité, ceux qui vivent dans des zones rurales reculées et sont dépourvus de moyens pour se déplacer vers les Centres de santé pour y subir des interventions chirurgicales qui leur sont nécessaires, ainsi que ceux qui sont sans ressources financières pour se présenter aux médecins et chirurgiens du secteur privé.

Ces caravanes médicales n'auraient jamais pu exister sans l'engagement de médecins généralistes et/ou spécialistes, mobilisés pour apporter les soins nécessaires aux personnes en situations difficiles. Plusieurs de ces médecins ont même apporté leur concours en cette période de pandémie alors



«La bonne caravane médicale» en cours d'intervention dans un quartier de Nador

que la plupart des interventions se focalisaient sur les personnes infectées par la Covid-19, ce qui a laissé une bonne et mémorable impression aux personnes soignées.

La caravane médicale pilotée par l'AMDN de Nador est l'une des plus récurrentes et des plus performantes au niveau de l'Oriental et même sur le plan national, en termes de continuité, de qualité des prestations et de nombre de bénéficiaires. Parallèlement, l'Association a piloté des convois de soutien aux habitants de l'Atlas (nourriture, vêtements et couvertures) touchés par les vagues de froid.

S'y ajoutent des activités sociales menées en cette période de pandémie : distribution d'aides alimentaires et pécuniaires aux personnes opérant dans le secteur informel, celles qui ont perdu leur travail ou sont contraintes à rester chez elles.

Par ailleurs, l'AMDN se prépare pour mettre en œuvre un ensemble d'actions médicales au profit des personnes souffrant de diabète, d'hypertension et maladies cardiaques dans le cadre de la lutte et de la sensibilisation contre la Covid-19.

Propos recueillis par Ali Kharroubi



Partager la joie et apporter le réconfort

Abdeslam Amakhtari, Président de l'Association Thissaghnaasse pour la Culture et le Développement

Le partenariat conclu entre l'Agence de l'Oriental et l'Association Thissaghnaasse pour la Culture et le Développement (Asticude) cible l'Homme dans ce qu'il a de plus inné et enfoui en chacun : le soutien et le partage pour aider ceux qui sont dans le besoin. Un élan de solidarité et d'entraide a ratissé large et contribué à contenir les effets de la propagation du virus, ainsi que des mesures prises pour la combattre, qui ont déjà fait des ravages sanitaires et économiques dans les pays voisins de tout l'Ouest méditerranéen.

Pour prémunir les populations au Nord de l'Oriental et concrétiser les objectifs préconisés pour limiter la propagation du virus, il fallait opérer selon une approche proactive en impliquant plusieurs Associations dans les Provinces de Driouch et Nador. En plus de la sensibilisation, il fallait transformer ces moments de doute en opportunités de partage.

Ainsi, des vêtements d'extérieur et d'intérieur appropriés ainsi que des masques sanitaires pouvant être réutilisés ont été distribués au profit :

- des enfants de rue ;
- des sans-abris et des femmes en situation de vulnérabilité ;
- des élèves de l'internat du lycée Taha Hussain à Zghanghan ;
- des résidents du Centre de Beni Chiker, du Complexe social d'Al Aroui et du Centre d'accueil pour personnes sans abri à Driouch.

Cette opération a ciblé plus de 200 bénéficiaires. Le matériel distribué, notamment des kits d'hygiène et produits de désinfection (savon, papier hygiénique, masques, désinfectants, aux normes édictées par le Ministère de la Santé) et l'essentiel des vêtements, ont été fabriqués par des coopératives locales dans le cadre de la stratégie de soutien à l'économie solidaire et sociale de ces deux Provinces. Les partenariats que pilote l'Agence de l'Oriental sont à triple visée :

- apporter un soutien spécifique et permanent aux personnes ou projets ciblés ;
- impliquer les coopératives ou entreprises locales dans la fabrication de ce qui est distribué ;

Les sujets de la sensibilisation pratiquée : le danger du virus et les mesures de sécurité sanitaires qu'il faut appliquer (utilisation correcte du masque, du gel hydroalcoolique, lavage fréquent des mains, distanciation sociale et limitation des déplacements...).

Cette opération baptisée «*Corona, soit le virus, soit nous*», qui a connu un grand succès à l'échelle de la Province de Nador a été adoptée par une vingtaine de villes marocaines, comme Al Hoceïma, Tanger, Meknès, Agadir, Driouch...

De même, le tissu associatif de la Province de Jerada a développé cette initiative et a choisi le slogan : «*Ensemble, nous sortirons sains et saufs de la pandémie*».



Opération de distribution des vêtements aux résidents du Centre d'accueil pour personnes sans abri à Driouch

- ne pas omettre les dimensions culturelles et civilisationnelles car elles ancrent pour de bon des valeurs qui nécessitent une mise à jour adaptée aux nouvelles réalités.

Les personnes-cibles ne doivent pas se sentir en marge de la société ; il faut les motiver et les accompagner pour concrétiser leurs projets et leurs espoirs en une vie meilleure.

Asticude a également assuré une désinfection hebdomadaire de tous les espaces vitaux de ces Centres d'hébergement provisoires en collaboration avec les Communes chefs-lieux des deux Provinces et l'appui d'une entreprise volontaire qui a mis à disposition son personnel ainsi que les appareils de désinfection. L'Association a assuré le suivi et la prise en charge sanitaire en cas de maladie, via l'aide à l'achat de médicaments contre d'autres pathologies (surtout les maladies chroniques comme l'asthme, l'hypertension artérielle, etc.). Il fallait aussi garantir l'essentiel en fournissant des bons d'achats de supermarchés et/ou des kits d'hygiène et kits alimentaires.

Pour plus d'efficacité, les interventions ont été coordonnées avec le Département de l'Entraide Nationale et les autorités locales pour que les différentes actions se réalisent à temps malgré les difficultés engendrées par la pandémie.

Propos recueillis par Ali Kharroubi



Des clowns pour sensibiliser les enfants face à la pandémie

Lors de la rentrée scolaire, qui a vu s'amplifier la propagation du virus avec un record dépassant les 2 200 cas positifs à l'échelle nationale, le tissu associatif, à côté des efforts déployés par l'Académie Régionale d'Education et de Formation de l'Oriental (AREFO), a mobilisé des clowns pour l'accompagner dans la sensibilisation des enfants face au stress du coronavirus et pour leur expliquer, avec leurs méthodes acrobatiques, les mesures de sécurité-sanitaire. Ceci a attiré, spontanément, l'attention des élèves du préscolaire et des premiers niveaux du primaire.

Dans la même logique, des comités ont été créés : un «comité de vigilance» dans chaque classe pour accompagner les élèves, sous la supervision du «comité de l'école» qui travaille lui-même sous la houlette de la Direction de l'établissement scolaire et de l'encadrement de l'Association locale, ainsi que le comité spécialisé de graffiti pour s'exprimer artistiquement, et le comité Facebook afin d'élargir la sensibilisation et conquérir les utilisateurs des réseaux sociaux. Dans la Province de Figuig, des enfants nomades n'ont pu bénéficier de l'enseignement à distance, à défaut de couverture de leurs zones par le réseau Internet, ou faute d'outil informatique. A cet effet, les responsables de l'Association de Bienfaisance de Tendirara ont pris en charge l'impression des cours et parcouru les hauts plateaux pour les leur remettre directement sous la tente. De même, pour Berkane, l'Agence et l'autorité provinciale ont incité deux associations à adhérer à l'acquisition et la distribution de tablettes et de smartphones aux élèves du milieu rural issus des classes démunies.

A Nador et Drriouch, l'Agence a amendé sa convention de partenariat avec l'Association «ASTICUDE» pour accompagner les nécessiteux durant la crise. L'Association a organisé l'opération «Aid moubarak» et a distribué des vêtements aux enfants des établissements sociaux et aux personnes âgées, ainsi que des masques pour des enfants en situation de rue et des personnes sans domicile fixe.

Avec le prolongement de l'état d'urgence sanitaire, l'Agence a encouragé certaines Associations à organiser, en vidéo-conférence, des débats sur l'après-Covid. Ainsi, l'Association «Passager Art et Développement» a organisé sept conférences, certaines avec la participation du Directeur Général de l'Agence de l'Oriental. Les thèmes abordés ont concerné l'entrepreneuriat chez les jeunes, la culture comme levier de développement, la place des jeunes dans la politique publique...

Les Marocains Résidant à l'Etranger ont été comme toujours au rendez-vous et ont envoyé des aides financières aux Associations de leurs Communes d'origine pour soutenir les nécessiteux en denrées alimentaires, à l'exemple de l'Association «Rif pour le développement» dans la Province de Drriouch.

La solidarité face à la pandémie

Au début de la pandémie, lors du confinement, les relations intra-familiales ont subi un grand choc psychologique, notamment parmi les familles pauvres des quartiers périphériques ou insalubres et les douars. L'apparition du virus et ses dangers ont d'abord renforcé l'entraide, la solidarité et ont consolidé les liens d'amour entre les membres de la famille. Seulement 20 cas de violence envers les femmes ont été enregistrés à Nador durant le mois d'avril. Néanmoins, avec le prolongement de l'état d'urgence sanitaire, d'autres problèmes sont apparus, notamment avec les enfants, non habitués à rester enfermés au domicile. De même, les couples ont souffert de cette situation, chose qui a entraîné la progression du nombre de femmes victimes des violences ayant consulté, au cours des derniers mois, les Associations et les centres d'écoute et d'orientation.

Au niveau économique, pour encourager les TPE ainsi que les établissements touristiques menacés, plus que jamais, par la fermeture pour cause de pandémie, la société civile n'a pas cessé de sensibiliser les citoyens par les différents médias pour encourager à privilégier la consommation locale et le tourisme à l'intérieur du Royaume.



Les grands efforts déployés par la société civile auprès des différents acteurs, notamment de première ligne, ont donné leurs fruits pour l'Oriental.

Au nombre des personnes déclarées positives, l'Oriental demeure en bas du tableau des Régions du Royaume. Ceci a contribué à attirer les touristes pour certaines zones, comme la station balnéaire de Saïdia qui, avec Agadir, ont constitué les principales destinations touristiques du Maroc durant l'été de cette douloureuse période. Le coronavirus a donné une grande leçon aux différents acteurs.

Ils doivent désormais revoir leur stratégie d'intervention. La société civile doit en conséquence mettre l'Homme au cœur

de ses préoccupations, notamment en matière d'éducation, de citoyenneté, et d'application des directives des auto-

rités qui veillent sur la chose publique afin d'assurer la santé et la sécurité des citoyens.



A Berkane, les secouristes face au Coronavirus

Amar Hamdi, Président de la section locale du Croissant Rouge Marocain à Berkane.

Durant le confinement, le Comité Provincial du Croissant Rouge de Berkane s'est mobilisé sur plusieurs fronts pour secourir les cas suspects et confirmés. Ainsi, une centaine de secouristes volontaires ont sillonné la Province de Berkane du Nord au Sud pour alerter sur la gravité de la situation et apporter le réconfort aux personnes vulnérables et en situation de précarité. Dans la même logique, un groupe de 65 secouristes s'est mobilisé pour accueillir dans les meilleures conditions les Marocains bloqués à l'étranger.

Ce sont eux qui les ont accompagnés pour subir les tests indispensables et le confinement nécessaire dans les hôtels de Saïdia. Ils étaient aussi au front pour transporter les cas confirmés vers les hôpitaux mobilisés contre la pandémie.



Le Comité du Croissant Rouge à Berkane a distribué 20 000 paniers de denrées alimentaires aux familles nécessiteuses de toutes les Communes de la Province

Ainsi, ils ont accompagné 204 Marocains rapatriés de Melilla, 308 rapatriés d'Alger et 300 à partir d'Oran, 290 depuis Madrid et 318 de Barcelone, enfin 312 de nos concitoyens rapatriés de Turquie.

Les secouristes ont aussi réalisé un service louable en vérifiant et complétant les listes des bénéficiaires des aides dans la Province de Berkane.



Denrées alimentaires au Croissant Rouge de Berkane

Une vaste opération de distribution de denrées alimentaires et d'aides financières au profit de milliers de personnes qui vivent au jour le jour : marchands ambulants, ouvriers journaliers, femmes de ménage, artisans, vendeurs de brocante, etc. Cette opération de distribution de ces paniers alimentaires et sanitaires n'était pas simple. Il fallait la réaliser selon des critères d'équité et une approche qui prenne en considération les attentes réelles des personnes ciblées et les moyens mis à disposition.

Le Comité Provincial du Croissant Rouge Marocain à Berkane a par ailleurs participé à la réussite logistique de la lutte contre la Covid-19 en affectant trois de ses secouristes pour travailler dans le comité provincial de veille.

D'autres membres ont participé à des campagnes de sensibilisation aux gestes barrières à respecter, avec distribution de bavettes, masques et gels hydroalcooliques dans toutes les localités de la Province avec prise de température au niveau de différents barrages routiers de la Gendarmerie Royale. Même pratique pour 69 autres secouristes mis à la disposition de la Délégation Provinciale du Ministère de l'Éducation Nationale pour différentes formes de sensibilisation au niveau des centres d'examen lors des sessions du Baccalauréat.

Propos recueillis par Ali Kharroubi



La Fondation Amis de Figuig : un confinement au service du développement

Aomar Anane, Docteur en Mathématiques appliquées, est également membre fondateur et trésorier de la Fondation Amis de Figuig, Secrétaire général de l'Association de Soutien à l'Enseignement Supérieur et Vice-président de l'Association Balsam d'assistance aux malades du cancer. La Fondation soutient les démunis et la création d'activités génératrices de revenus ; elle a piloté l'élaboration d'un modèle de développement spécifique pour Figuig.

La Fondation, créée en février 2020, se veut acteur de développement territorial. Qui la constitue ?

La Fondation est l'aboutissement de la plateforme «Les Amis de Figuig» qui, depuis son lancement sur le net en novembre 2018, compte plusieurs milliers de membres au Maroc et à l'étranger. La Fondation ne tire pas uniquement sa force du grand nombre, mais surtout de la qualité de ses femmes et de ses hommes : des bienfaiteurs, des cadres, des entrepreneurs et des acteurs associatifs, qui contribuent ici et là au développement et au rayonnement scientifique et culturel de notre pays, des personnes comme celles qui ont contribué à bâtir et équiper établissements universitaires, écoles, centres de santé, installations sportives, centres sociaux...

Quelles sont vos premières actions ?

Face à la crise sanitaire, la Fondation a mobilisé des moyens humains et financiers conséquents pour venir en aide aux populations touchées, pour permettre durant ces derniers mois la distribution d'aides alimentaires et ou financières à plus de 5 630 familles nécessiteuses dans plusieurs Communes de l'Oriental : 1 200 paniers à Figuig et autant à Aïn Beni Mathar, 1 500 paniers à Tendirara, 1 000 à Maatarka, 460 à Abbou Lakhhal, 40 à Ich, et des aides financières à Oujda pour 230 familles, des étudiantes et étudiants... Ces opérations ont été supervisées par les autorités locales avec le concours de comités locaux de la Fondation, qui ont veillé à la transparence des actions et au respect des mesures d'hygiène en vigueur.

Avez-vous réalisé, en parallèle, d'autres actions ?

Dès sa création, la Fondation a lancé une action d'envergure sous le slogan «Participation citoyenne pour une jeunesse active», pour encourager la création d'activités génératrices de revenus dans l'Oriental par un mentoring et un accompagnement dédiés. A ce titre, la Fondation a réuni des experts et des banquiers au profit de deux groupes de jeunes de Figuig et d'Oujda. En partenariat avec Bank of Africa, un grand bus équipé de bureaux dans lesquels devait accueillir des jeunes porteurs de projets pour leur détailler les démarches à suivre pour obtenir des crédits et financements. Reportée en raison de la crise sanitaire, cette caravane, devait relier Oujda à Figuig via Aïn Beni Mathar, Tendirara et Bouarfa.

Figuig compte beaucoup de jeunes et de diplômés en quête d'emplois. Font-ils partie de vos préoccupations ?

L'Oriental a obtenu pour la cinquième année consécutive les meilleurs résultats au Baccalauréat ; il faut célébrer la Province



de Figuig avec son taux de réussite de 99% ! Cependant, d'excellents bacheliers, issus de Communes défavorisées et enclavées, ont besoin d'un soutien spécifique pour leur faciliter la transition Lycée-Université et leur permettre de poursuivre leurs études supérieures dans des filières d'excellence. Il s'agit de promouvoir la performance scolaire et universitaire et d'instiller des valeurs et des principes chez ces jeunes ; donc, de préparer l'élite par un dispositif performant d'accompagnement. A cet effet, la Fondation a organisé, en partenariat avec l'Association de soutien à l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, «Excellence 2020», opération consacrée à préparer un groupe d'élèves méritants aux concours d'accès aux Facultés de Médecine, Médecine dentaire et Pharmacie, du 24 au 27 juillet 2020. Aussi, dans le cadre de l'accord de coopération entre la Fondation et l'Université Al Akhawayn, les élèves proposés par la Fondation, qui satisfont les conditions d'accès à cette Université, bénéficieront d'une bourse octroyée par elle, équivalente à 50% des frais de scolarité, en plus d'un soutien de la Fondation.

La Fondation, est-elle concernée par le développement socio-économique et la sauvegarde du patrimoine ?

La Fondation contribue à l'émergence d'un nouveau modèle de développement solidaire, juste et responsable, auquel a appelé Sa Majesté le Roi dans Son discours du 20 août 2019. Elle a ébauché un modèle de développement pour Figuig, présenté à Monsieur Chakib Benmoussa, Président de la Commission spéciale sur le modèle de développement lors de sa visite du 28 février 2020 dans l'Oriental. Le développement de Figuig passe essentiellement par la valorisation de son patrimoine, la promotion d'un tourisme écologique et d'une agriculture solidaire. Dans cette perspective, la Fondation, accompagnée d'experts, souhaite doter l'oasis d'un projet touristique intégré. Donc, il lui incombe de s'engager activement pour valoriser et préserver le patrimoine naturel et identitaire de Figuig et de son territoire. Ceci s'est traduit récemment par ses propositions constructives sur le projet de «route touristique» en cours de réalisation dans l'oasis. Ainsi, la Fondation s'acquitte du rôle que lui assigne la Constitution.

Propos recueillis par Ali Kharroubi



Les associations en première ligne contre la pandémie

Maître Salima FARAJI
Avocate et Présidente de l'Association Espace Jeune

L'auteure est diplômée en Droit international humanitaire, première avocate inscrite au barreau d'Oujda. Membre du Parlement international du climat, le Lions Club International, lui a décerné en 1998 le prix du meilleur acteur de la société civile. Elle est aussi Présidente fondatrice de l'association «Espace Jeune, Hay Ngadi» créée en 2003 et dédiée aux femmes et enfants défavorisés. Ex-Présidente de l'association Andaloussia de musique Gharnâtié, elle fut Députée et Vice-présidente de la Commission Justice, Législation et Droits de l'Homme au Parlement.

La crise de la Covid-19 est une grande épreuve et, comme toutes les épreuves qui secouent les paradigmes en place, elle fortifie la volonté de l'humanité de se surpasser et de faire face aux imprévus qui s'ensuivent. C'est ce qui a été confirmé lors de ces derniers mois, où le Royaume - et en fait le monde entier - ont subi de plein fouet les conséquences d'une pandémie qui n'a épargné personne.

Et, bien que le Maroc soit un pays en développement, il est parmi les nations qui ont jusqu'ici le mieux maîtrisé la pandémie du nouveau coronavirus et le mieux géré ses conséquences grâce à l'adhésion de la société civile et des citoyens de tous les horizons ; les bienfaiteurs et l'action menée par l'État, sous l'impulsion humanitaire et solidaire du Souverain, attestent de cet engagement global de la société marocaine. Il s'est notamment concrétisé par la création d'un fonds spécial doté de 33,7

milliards de Dirhams pour faire face aux dépenses sanitaires exceptionnelles et soutenir les secteurs sinistrés.

Plus de 100 millions de Dirhams collectés en Région

Cette solidarité nationale a été relayée et complétée par des contributions locales pilotées par des acteurs associatifs, des bienfaiteurs et les conseils élus de nombreuses collectivités locales aux différents niveaux. C'est en ce sens que les acteurs associatifs de la Région de l'Oriental se sont mobilisés pour démontrer que le citoyen marocain est par nature solidaire, généreux et bénévole, en situation de crise notamment.

Il était réconfortant de voir de simples citoyens, avec leurs propres moyens, se mobiliser instantanément pour venir en aide aux plus fragiles en s'impliquant dans la collecte de fonds et de denrées alimentaires au profit des démunis, des personnes âgées, des journaliers qui ont perdu leur travail...

Ainsi, plus de 100 millions de Dirhams ont été rapidement collectés, qui ont permis d'assurer un meilleur maillage solidaire, plus dense et bien davantage en situation d'apporter une assistance conséquente pour les démunis des huit Provinces de la Région.

De leur côté et pour leur part, des jeunes ont converti des façades de ruelles délabrées en havre de verdure et de propreté. Ils ont innové en embellissant les quartiers, entretenu les jardins publics, repeint trottoirs et murs des clôtures, tout en incarnant l'énergie, la bonne volonté, la créativité et l'innovation, par le biais d'actes artistiques individuels et collectifs.

Les organisations de la société civile et les mouvements pilotés par des jeunes se sont déployés pour mobiliser les habitants de tous les quartiers.

Ils agissaient pour mieux les protéger et soutenir les pouvoirs publics ainsi que le personnel de santé ; de surcroît, pour contribuer à faire face à une épidémie sournoise et silencieuse.

Mobilisation instantanée pour aider les plus démunis

Ainsi, les acteurs de la société civile de l'Oriental ont veillé à :

- sensibiliser les citoyens aux dangers du virus et à l'utilisation des meilleurs moyens pour limiter et ralentir sa propagation ;
- organiser des campagnes ciblées pour renforcer et diffuser les mesures de confinement et de prise de distance sociale recommandées par le décret-loi N° 2-20-292 portant sur les dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire et aux procédures de sa déclaration, les incitant à ne quitter leurs domiciles qu'en cas d'urgence absolue ;
- participer à des campagnes de terrain, destinées à la désinfection des espaces publics et des transport en commun.

Par ailleurs, plusieurs Associations ont organisé des vidéoconférences traitant de différents sujets afin d'impliquer les personnes confinées dans les débats socio-économiques, culturels, scolaires et sanitaires.

Les clubs d'étudiants de l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda ont excellé en matière de recherche et d'invention d'outils et appareils destinés à la lutte contre la pandémie et ses conséquences, sous différentes approches.

Ils ont ainsi inscrit cet objectif dans une perspective moderne et novatrice, le plaçant dans la dynamique de la révolution technologique du XXI^{ème} siècle, symbolisée et concrétisée par les activités numériques, dites virtuelles, ce qui met la problématique en rapport direct avec le nouveau modèle de développement et la réalisation des réformes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique.

Une centaine de visioconférences a été programmée par plusieurs acteurs de la société civile, portant sur la sensibilisation au décret-loi de l'état d'urgence, et les procédures devant les Tribunaux. Les chaînes des télévisions nationales et les sites d'information générale ont effectué des reportages sur le travail réalisé par les différentes Associations de la Région. C'est le cas par exemple du

documentaire réalisé par 2M au sein de l'Association «Espace Jeune» durant le confinement, qui a relaté ses activités et décrit l'aide octroyée aux plus démunis, sachant que le projet de loi 18-72 cible les catégories défavorisées désireuses de bénéficier des programmes d'appui social.

La définition de ces catégories était alors en cours de débat au Parlement, afin d'éviter que ne soient octroyées des

aides aux personnes qui n'en avaient pas réellement besoin.

En guise de référence, à nos yeux, rappelons que «Espace Jeune» a confectionné, transporté par camionnettes et distribué des paniers dans le respect total de la dignité humaine : sans appareil photographique, ni caméra, ni prises de vues de téléphones portables, qui auraient pu servir des fins sans rapport avec l'esprit d'entraide et de solidarité.



Mafahime Jerada agit pour protéger du Covid les personnes à besoins spécifiques

Lahcen Al Ghali, Président de l'Association Mafahime Jerada, ex-député de Jerada et acteur associatif depuis plus de 35 ans.

Défendre à la fois les revendications des personnes en situation de handicap et contribuer à répondre aux attentes culturelles, environnementales et économiques d'une Province confrontée à de grandes difficultés n'est pas une tâche aisée. Pourtant, les membres de l'Association «Mafahime pour les personnes handicapées, la culture, l'environnement et le développement de Jerada» croient fermement en la possibilité de transformer les attentes de groupes de personnes en situation de handicap en projets à multiples visées de développement.

Militer pour résoudre les problèmes sociaux des anciens mineurs des Charbonnages Du Maroc n'est pas à dissocier d'une ferveur sociale qui place l'Homme au centre des préoccupations de l'Association. Les interventions comportent aussi bien le soutien aux victimes directes que l'assistance apportée à leur famille qui porte en général tout le poids et les conséquences du handicap. Cet intérêt doit s'accroître en ces temps de pandémie, comme de catastrophes naturelles (la

sécheresse par exemple) ou de régression économique ; la situation dans l'Oriental au printemps et à l'été 2020 n'est pas loin de conjuguer les trois phénomènes.

En ces périodes de doute, l'Association travaille pour que l'esprit de solidarité observé au cours de ces derniers mois perdure et pour que la déficience motrice du handicap ne soit pas aggravée d'autres chocs émotionnels. Consacrer l'effort d'une Association pour accompagner les personnes atteintes de différentes déficiences corporelles est d'une importance capitale pour exprimer le soutien de la société à ces femmes et hommes qui souffrent en silence. Faire d'eux des porteurs de messages à visées culturelles et socio-économiques est un moyen de les intégrer dans cette dynamique positive que connaît la Province de Jerada.

L'Association Mafahime défend les droits des anciens mineurs malades ou victimes d'accidents de travail, en consolidant leurs capacités de plaidoyer pour éviter les confusions de genres et les réclamations sans fondement. Avec une formation juridique et associative, les personnes à besoins spécifiques sauront défendre leurs requêtes auprès des organismes spécialisés dans le cadre de l'Etat de droit.



FACE À LA PANDÉMIE, l'art apaise et lance des messages d'espoir

Khalid SLI
Directeur du Festival Maghrébin du Film

D'abord enseignant, l'auteur a fait du cinéma sa passion. Il est derrière l'organisation de plusieurs rencontres autour du 7^{ème} art pour maintenir une tradition ancrée dans la capitale de l'Orient : l'intérêt pour les arts et l'image. Apprécié par sa persévérance et son altruisme, il est devenu le «Monsieur cinéma» de toute une Région. Ainsi, il est fondateur et Directeur du Festival Maghrébin du film et préside l'Association Ciné Maghreb, initiatrice du Festival qui en est à sa 9^{ème} édition.

L'art en général et le cinéma en particulier, n'ont jamais été autant appelés à assumer des rôles de sensibilisation à la dangerosité de la période que traverse l'humanité à cause du Coronavirus. Face à la pandémie, l'individu ne peut assurer son salut indépendamment des autres. Contraint à renoncer à son égo pour sauver ce qui reste de son humanisme et des valeurs universelles qu'incarne la solidarité face aux dangers.

Une opportunité pour méditer et écouter notre être créatif

En dépit de ses aspects néfastes, la pandémie du coronavirus a eu le mérite de nous offrir l'occasion de méditer sur notre condition et d'écouter cet être créatif qui est au plus profond de chacun de nous.

Ce que les anciens poètes avaient appelé, à juste titre, «le spectre de la poésie»... Si une personne ne laisse pas s'exprimer son spectre créatif, il



Une fresque murale à École oued El Makhazin : les jeunes embellissent leurs quartiers. Un phénomène urbain remarqué en cette période de confinement

sera indéniablement le grand perdant. Ce spectre hante bien sûr les poètes, mais il existe aussi chez chaque artiste et dans toutes les disciplines culturelles. L'artiste se distingue par son imaginaire, ses rêves qui réinventent, embellissent ou transcendent la réalité et l'exposent

de manière esthétique et souvent porteuse d'espoir. Nonobstant la place prépondérante qu'occupe les Sciences Humaines, l'art, dans ses différentes expressions, apporte cette valeur ajoutée qui rend la réalité plus belle et moins cruelle.

C'est le cas du Cinéma, toujours à l'afut et précurseur en soulevant les questionnements philosophiques sociétaux traités via des images et séquences qui pour une bonne part apaisent, tranquilisent et lancent des messages d'espoir en un avenir meilleur.

Moult actions artistiques dans l'Oriental

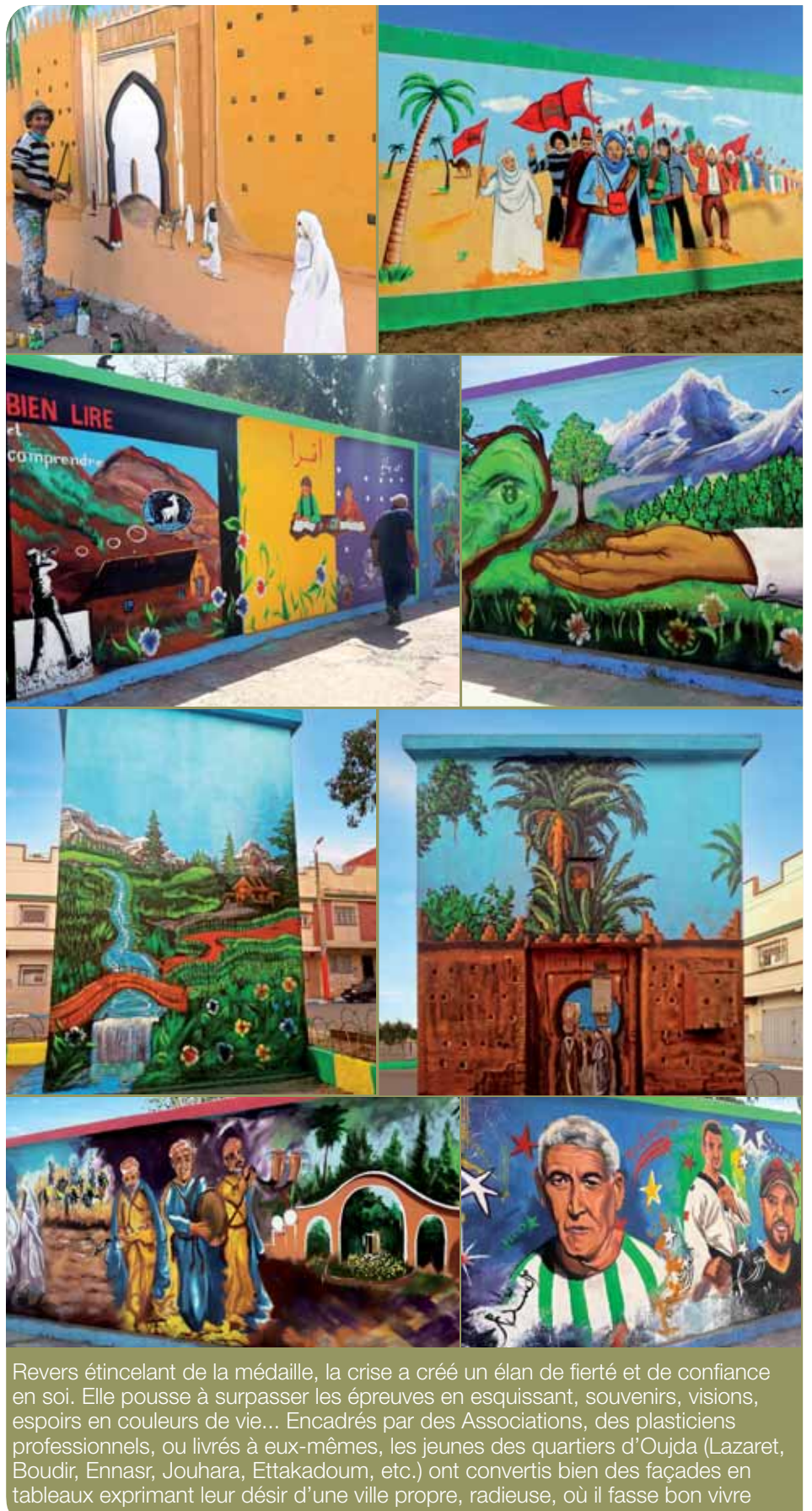
Au niveau de l'Oriental, un certain nombre d'expressions artistiques sont écloses au cours de ces derniers mois, notamment la créativité des jeunes de quartiers. De jeunes artistes plasticiens ont embelli des ruelles, des places publiques et des façades d'établissements scolaires par des fresques et tableaux ; ils ont transformé certains points noirs de la ville en beaux spectacles à voir et même à contempler.

Cet élan de créativité graphique et intuitive prouve que même un fléau peut offrir une opportunité pour que s'exprime l'inventivité profondément ancrée dans l'imaginaire culturel régional. C'est ce que fait par exemple le Collectif Dzouri au niveau de l'ancienne médina d'Oujda.

A titre personnel, je viens d'achever un scénario de film qui sera tourné incessamment. Il traite entre autres aspects de cette période de confinement. Même chose pour la réalisation d'une mise en scène cinématographique pour une fusion de genres musicaux de la Région et de musiques dites classiques.

Concernant le Festival Maghrébin du Film, une action soutenue depuis toujours dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'Oriental, la manifestation en est à sa neuvième édition et sera cette fois réalisé en live via les différents outils de transmission directe et sur les réseaux sociaux.

La transmission en live est indispensable pour atteindre le plus grand nombre de cinéphiles et permettre aux différents intervenants, grâce aux techniques du zoom et aux logiciels qui fournissent les solutions de visioconférence, d'interagir et débattre sur les sujets soulevés par les films présentés.



Revers étincelant de la médaille, la crise a créé un élan de fierté et de confiance en soi. Elle pousse à surpasser les épreuves en esquissant, souvenirs, visions, espoirs en couleurs de vie... Encadrés par des Associations, des plasticiens professionnels, ou livrés à eux-mêmes, les jeunes des quartiers d'Oujda (Lazaret, Boudir, Ennasr, Jouhara, Ettakadoum, etc.) ont convertis bien des façades en tableaux exprimant leur désir d'une ville propre, radieuse, où il fasse bon vivre



Presse et Covid-19 : contribution positive et approche citoyenne

Zahreddine Taybi est Professeur et chercheur à l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda et coordinateur de l'équipe de recherche en droit de l'information et de la communication. Docteur en Sciences juridiques et politiques, spécialiste de la protection des sources des journalistes. On lui doit une centaine d'articles dans diverses revues, ainsi que des contributions données aux journaux et stations de radio.

Plusieurs hauts responsables des Nations Unies nous ont rappelé que des médias libres et indépendants sont essentiels pour lutter contre la pandémie et la désinformation qui accompagne la propagation de la Covid-19. *«Lorsque des journalistes sont attaqués, les sociétés dans leur ensemble paient un prix».*

Aucune démocratie ne peut fonctionner sans la liberté de la presse, qui est *«la pierre angulaire de la confiance entre les gens et leurs institutions»*, a rappelé le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, lors d'un dialogue de haut niveau organisé en ligne sur la liberté de la presse et la lutte contre la désinformation dans le contexte du coronavirus.

Les médias ont joué un rôle fondamental dans la maîtrise de la propagation

Depuis plusieurs mois, le monde - et donc bien entendu les médias - est confronté à un tout nouveau et puissant défi : la Covid-19, qui affecte tout sur son passage. *«Parallèlement à la pandémie, nous assistons à une épidémie dangereuse de désinformation, allant des conseils de santé nocifs et des discours de haine, aux théories complotistes»*, a déploré M. Guterres.

Ceci signifie clairement que les médias sont une arme à double tranchant. Utile ou nuisible ? À chacun d'élaborer son analyse et d'en tirer les conséquences pour canaliser les efforts consentis vers ce qui est salutaire pour l'Homme citoyen.

Si l'information au Maroc est dominée par la pandémie de la Covid-19, le nombre quotidien des cas positifs, des décès et le choc économique, y compris pour les médias, prouve que la pandémie a modifié nos comportements et notre façon d'aborder le vécu. La crise sanitaire est riche en leçons et la presse locale a joué un rôle prépondérant dans la sensibilisation et la lutte contre la désinformation malgré les conditions et les contraintes.

La Covid-19 s'est avérée à la fois une opportunité et une menace. D'une part, la gravité de la crise sanitaire et la façon, parfois désastreuse, dont le gouvernement l'a gérée, ont révélé une soif remarquable du public pour des informations exactes, fiables et fondées sur les faits.

Quel journaliste aurait imaginé que la crise majeure de notre époque devrait être couverte pour sa majeure partie à distance, enfermé chez soi, ne bénéficiant que d'un contact limité avec les protagonistes de l'actualité ? Il est important de comprendre que seules les informations exactes, voire fiables et crédibles sont vitales en temps de crise sanitaire.

Les médias traditionnels comme les réseaux sociaux ont évidemment un rôle essentiel à jouer. Un rôle-clef, pour assouvir le droit à l'information, pour sensibiliser et par conséquent pour inciter à la lutte contre le coronavirus.

En ces temps de crise, les médias publics et privés ont assumé leur rôle et honoré leur métier, transcendé en quelque sorte en service public d'intérêt général. L'information est considérée comme un bien commun.

Les réseaux sociaux sont devenus un espace incontournable d'échange

Parallèlement, les médias sociaux sont devenus un espace incontournable d'échange des informations sur le virus, malgré que la désinformation n'a jamais cessé d'y circuler. À l'ère de la Covid-19, la solidarité et l'entraide sont aussi des maîtres-mots. Les médias traditionnels, au Maroc en général et dans la Région de l'Oriental en particulier, ont joué un rôle fondamental, en diffusant par exemple des informations pour la collecte des fonds au profit des personnes les plus touchées par la crise. L'implication des médias sociaux dans cette affaire n'a pas tardé à donner ses fruits.

De fait, il faut être objectif et saluer le travail des médias depuis le début de la crise du coronavirus au Maroc. Les journalistes de la presse locale à Oujda comme dans d'autres villes de la Région ont joué leur rôle de façon tout à fait responsable en relayant les informations déterminantes pour mener la bataille contre ce fameux virus.

Ce fut un apport positif et citoyen, qui a contribué au faible taux de propagation enregistré dans la Région, au moins durant la période du confinement. Il faut souligner que les journalistes des différentes entreprises de presse, ainsi que ceux qui travaillent ou collaborent avec des sites électroniques, ont mené la lutte contre la désinformation quand de fausses nouvelles se répandaient sur les réseaux sociaux, avec d'excellents reportages au niveau régional, faits par tous les journalistes qui ont aidé le grand public à y voir plus clair.

En ce sens, la presse locale de l'Oriental a contribué à la cohésion de notre société. Elle est à considérer, en ce temps de crise, comme des acteurs essentiels, en première ligne pour recouper et vérifier les sources d'information. Il ne s'agit pas de la comparer à nos héroïnes et héros des centres hospitaliers et des centres de dépistage ; loin s'en faut. Toutefois, il faut rendre à César ce qui lui revient : les médias sont essentiels pour garantir la libre circulation de l'information et enrichir le débat public, favoriser une plus grande transparence face à une situation forcément confuse, et vulgariser les informations en provenance des experts scientifiques.

En somme, les supports médiatiques de l'Oriental ont contribué à lutter contre la pandémie, en accompagnant les autorités publiques dans les campagnes de lutte et de sensibilisation pour contenir la propagation du virus. Leur contribution mérite reconnaissance et encouragement car c'est aussi grâce à eux aussi que l'Oriental a enregistré un faible taux de contamination.



Nouveau modèle de culture, nouveau levier de développement

Meryem NAOUI

*Chargée de la coordination du Salon Lettres du Maghreb
Responsable de la programmation Enfance & Jeunesse*

L'auteure est cadre de l'Agence de l'Oriental et accompagne en particulier les Associations qui mobilisent et animent l'univers de la jeunesse dans la Région. En cette période troublée, elle a veillé à maintenir le soutien de l'Agence auprès de ces entités émanant de la société civile, mais cette fois pour des actions inédites adaptées au contexte. Tour d'horizon.

L'année de la Covid-19, ou du «grand confinement», est très particulière et même inédite : une situation difficile aussi bien sur le plan économique que social. Des activités suspendues, des rassemblements interdits... le secteur des industries culturelles créatives et événementielles était à l'arrêt. Le confinement s'est imposé, générant un lot important de difficultés dans tous les secteurs, notamment la culture avec toutes ses filières (cinéma, édition, arts visuels, audiovisuel, spectacles vivants, concerts, théâtre, tournées, galeries, festivals, événementiel...).

La culture, victime majeure de la pandémie

L'accès à la culture, plus encore qu'à tous les autres secteurs, était tout sauf évident. Pour autant, jamais celle-ci n'a été aussi nécessaire pour nous aider à supporter et à contrer les effets psychologiques de notre isolement. De nouveaux modèles de consommation de la culture se sont révélés, donnant lieu à une explosion du fait culturel numérique

ou de la «culture chez soi», notamment avec la valorisation et la diffusion des ressources numériques, sur les sites internet et sur les réseaux sociaux : visite virtuelle d'exposition, films en streaming, webinaire, podcast jeunesse, quizz, etc. Les initiatives étaient nombreuses et variées.

Consciente des difficultés engendrées par cette situation sanitaire et afin d'assurer la continuité des services culturels habituels (et des différentes interventions dans ses multiples secteurs d'activité), l'Agence de l'Oriental s'est assurée de développer encore davantage sa stratégie digitale et de l'adapter au contexte afin d'accompagner la population dans ses différents domaines d'intervention en cette période de pandémie.

Dans ce cadre, de nombreuses activités ont été accompagnées par l'Agence, notamment sur le plan culturel, à travers la participation et l'accompagnement sur les réseaux sociaux, des ateliers, des activités ou encore des webinaires organisés par les Associations de jeunes de la Région de l'Oriental.

Ceux-ci se sont avérés très enthousiastes et très réactifs à ce nouveau mode de communication culturelle et, de fait, nous avons assisté durant toute la période du confinement à leur forte implication dans les réseaux sociaux, la production de nouveaux programmes artistiques et sociaux, qui mettent en évidence les aspirations des jeunes talents de la Région, ou encore les difficultés spécifiques rencontrées par ces derniers dans la réalisation de leur projets.

La créativité et l'innovation étaient au rendez-vous, un challenge que les jeunes de l'Oriental ont pu remporter avec une forte présence sur les réseaux sociaux et une importante implication dans la création de contenus culturels afin d'offrir plus d'activités ludiques, éducatives, sociales...

Rester actif et engagé durant cette période sans précédent, avec la promesse de proposer encore plus d'activités inédites, rivalisant d'ingéniosité, est la démonstration que la jeunesse régionale est d'une richesse impressionnante.

➤ Point

Les Associations de jeunes de l'Oriental ayant œuvrées sur la scène culturelle durant la période du confinement sont nombreuses. Quelques-unes des activités organisées sont présentées ci-après.

De belles réussites exemplaires autour de la jeunesse

L'Association **Passagers**, une communauté de jeunes issus de différents milieux artistiques qui collaborent pour servir la cause de la jeunesse marocaine, a organisé plusieurs webinaires, comme celui qui suit.

RÉGION DE L'ORIENTAL : LA CULTURE, LEVIER DE DÉVELOPPEMENT

12 JUN 16.00 - 18.00 HEURE MAROCAINE

e-YALLAH CHABAB

SPEAKERS

LES REPRÉSENTANTS DE :

VISIONDÉBAT ANIMÉ PAR IDRISSE EL FATEH HADEF

WWW.PASSAGERS.MA

M. MOHAMED M'BARKI, M. AMAR ABBOU, MME. RACHIDA SAADI, M. KHALID SUI

La Commission Spéciale sur le Modèle de Développement a souhaité mettre à contribution des acteurs nationaux afin d'élargir l'espace de dialogue sur les questions liées au développement et de recueillir ainsi les attentes de différents acteurs. À cet effet, l'Association Passagers, qui œuvre principalement dans la Région de l'Oriental, a organisé un webinar sur le thème : «La Culture, levier de développement».

Dans la même optique du développement des capacités de la jeunesse, une rencontre autour de l'entrepreneuriat des jeunes a été organisée pour discuter de l'importance de les sensibiliser et de les accompagner dans ce domaine.

Message d'Art pour le Développement et la Créativité, Association de jeunes très active dans la programmation sur les réseaux sociaux, surtout l'audiovisuel - elle organise chaque année le Festival International du Film Amateur d'Oujda - a tenu une programmation très spécifique avec des formations, des rencontres ou encore des compétitions. Voici deux des événements exemplaires qu'elle a organisés :

- **Radio Académie**, projet de formation pour accompagner les jeunes dans la création de contenus numériques et visuels qui reflètent leurs idées, avec



- **Laqat'Art**, concours organisé avec le programme de participation citoyenne, afin d'encourager les jeunes à produire des vidéos depuis chez eux, une façon de valoriser la créativité des jeunes tout en les incitant à rester chez eux.



L'Institut Français du Maroc, Antenne d'Oujda, a établi un partenariat avec l'Agence de l'Oriental, dans le même esprit, pour lancer le concours national de bande dessinée sur le thème «Mon quartier». Ce concours a vu la participation des jeunes de la Région mais aussi d'autres Régions du Maroc. L'enfance avait aussi sa place dans la programmation des activités pendant la période du confinement.

En effet, avec la fermeture des écoles et l'enseignement à distance, les enfants ont beaucoup souffert de cette situation d'enfermement. Gérer les enfants était difficile. La société civile, notamment les Associations qui travaillent avec les enfants ou organisent des événements pour eux, était consciente des difficultés rencontrées par les parents, en particulier pour canaliser l'énergie des jeunes.

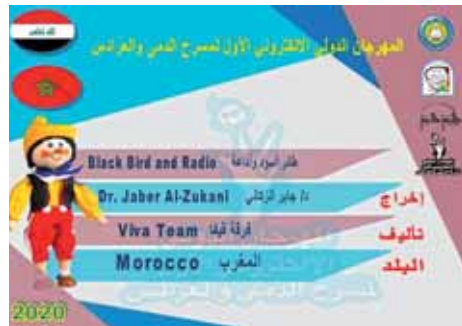
L'Association **Atofola Chaabia**, via son antenne de Nador, a su imaginer des activités ludiques pour les enfants. L'Association a ainsi créé une chaîne sur les réseaux sociaux où elle diffusait une multitude de programmes

organisés par ses soins pour les enfants, qui en étaient les principaux acteurs :

- des capsules enregistrées quotidiennement par les enfants sur des thèmes variés (écologie, art/théâtre...);
- Master Chef junior, mettant en compétition les compétences culinaires des enfants;
- des concours de dessins, de chant, de calcul...

Et pour motiver les enfants et les impliquer dans ces différentes activités, l'Association offrait des prix aux gagnants. Les quelques visuels présentés ici illustrent la diversité des opérations dédiées aux jeunes, organisées par l'Association Atofola Chaabia.

De façon générale, le secteur de la culture dans la Région de l'Oriental, bien qu'il ait souffert de cette pandémie, a su rapidement s'adapter et survivre, plus particulièrement auprès des enfants



et des jeunes, grâce à la mobilisation sérieuse et active des Associations de jeunesse qui se sont montrées imaginatives et très dynamiques.





La Justice à l'ère des Tribunaux numériques

Plus de 6 000 dossiers traités sans accrocs à mi-septembre après quatre mois et demi de pratique : il semble bien que les Tribunaux qui ont utilisé les nouvelles procédures de jugement - sans la présence physique des acteurs des procès - ont fait un bon travail tout en respectant des mesures sanitaires compatibles avec les règles actuelles de santé publique ainsi qu'avec celles de la bonne administration de la Justice. Une justice simplifiée, efficace, rapide et transparente.

À l'instar des autres Tribunaux de Première Instance et Cours d'Appel du Royaume, ceux de l'Oriental se sont également mis à l'heure du digital en application du protocole sanitaire décrété par les autorités. Il s'agissait aussi de se mettre au diapason des jugements à distance assurés par des logiciels développés par le Ministère de la Justice et validés par la Direction générale de la sécurité des systèmes d'informations. Depuis le lancement de l'opération «Procès et jugements à distance» le 27 avril dernier au Tribunal de Première Instance d'Oujda, les Tribunaux de l'Oriental se sont dotés des moyens techniques et logistiques pour réussir cette conversion numérique, considérée comme une première dans les annales de la justice marocaine.

Au total 6 027 dossiers ont été traités de la période allant du 27 avril au 11 septembre 2020 à la Cours d'appel d'Oujda et par cinq autres Tribunaux de Première Instance de la Région, à Oujda, Berkane, Taourirt, Guercif et Bouarfa (une moyenne de 300 dossiers par semaine sans compter ceux réalisés à Nador et Driouch).

Les procès à distance sont devenus ainsi la pierre angulaire de la distanciation juridique numérisée. De même, le recours à la technique de la visioconférence facilite la tâche aux différents intervenants et bénéficie aux détenus qui devraient être jugés en présentiel. Des dizaines d'entre eux ont profité de cette procédure et ont été libérés au lieu d'attendre des jugements en présentiel, explique-t-on auprès de la Cours d'appel d'Oujda. Et d'ajouter que la mise en application de cette procédure nécessite, au préalable, le traitement des dossiers par une commission tripartite composée des bâtonniers des avocats, du Procureur Général et du Président du Tribunal dans chaque Province.

Le juge peut ainsi interroger les accusés et écouter les témoins à distance. Toutefois, certains dossiers qui nécessitent une présence physique des avocats, des témoins et des débats, ne sont pas traités de la sorte.

Cette digitalisation de l'administration juridique tombe à point nommé et facilite la tâche à la Délégation générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, qui interdit le transfert des détenus vers les différents Tribunaux pour contenir toute propagation potentielle du virus.



Ceci sollicite, en amont, une coordination, sur les modalités de la tenue des audiences à distance, avec le Département de la Justice pour éviter toute contamination des détenus, des fonctionnaires des établissements pénitentiaires et des policiers chargés du transfert des détenus en estafettes de police.

Cette modernisation numérique de l'administration juridique et pénitentiaire est un choix stratégique engendrant l'efficacité convoitée. Elle assure aussi une justice simplifiée, efficace, lisible, rapide et transparente, comme elle garantit un traitement fluide des affaires juridiques pour les professionnels du droit et les justiciables.

Pour concrétiser techniquement cette nouvelle approche et assurer un meilleur traitement des dossiers, le Ministère de la Justice opère via trois applications pratiques.

La première se rapporte à la gestion des registres de détention provisoire, avec mise à jour des procédures de la détention provisoire du parquet général.

La seconde application concerne le suivi des exécutions des sentences rendues contre les sociétés d'assurances. Quant à la troisième, elle concerne la mise en place d'une bibliothèque de textes juridiques, conventions internationales ratifiées par le Royaume, avec une réduction importante de la consommation du papier dans le cadre d'une approche respectueuse de l'environnement. En l'état actuel, il semble bien que les mesures adoptées aient donné toute satisfaction.



CORONAVIRUS : une crise du vivant

Jalil BENNANI
Psychiatre et psychanalyste
Écrivain

L'auteur est connu pour son regard inquisiteur et original sur le monde qui l'entoure. Il se penche sans cesse sur de nouveaux aspects de la société marocaine, y compris ceux relatifs aux Marocains Résidant à l'Étranger. Proche des milieux artistiques, il a collaboré aux Salons Maghrébins du Livre d'Oujda et entretient des collaborations actives avec des institutions universitaires étrangères. Il donne une lecture singulière de la pandémie, de ses conséquences sur la société et sur ceux qui la composent.

Quand pourrons-nous dire : «*Il était une fois le corona*» ? À l'heure où ces lignes sont écrites, nous demeurons face à une grande inconnue. Les promesses, les croyances, l'espoir d'une sortie de crise, après trois mois de confinement, n'ont pas été au rendez-vous. Croire que cette crise était une parenthèse relevait d'une vue bien courte. L'épidémie est installée pour une longue durée.

Quel sera l'avenir de notre vie sociale, de nos liens, de nos activités ? Pour quelle raison les grandes catastrophes de l'humanité tombent-elles dans l'oubli ?

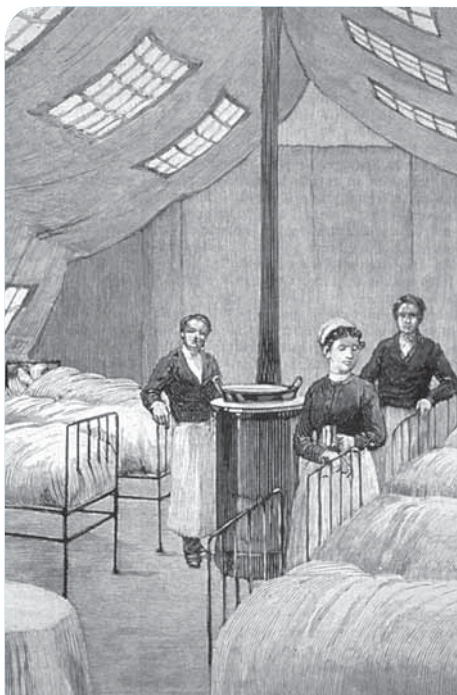
La crise prédictible et pourtant inattendue

Il y eut la peste noire, la variole, la grippe espagnole, le sida, le choléra, Ebola... La grippe de Hong-Kong a fait de 1968 à 1969 un million de morts dans le monde. Le Maroc a connu de très graves épidémies aux XV^e et XVI^e siècles



1918, contre la grippe espagnole, les médecins militaires américains de New York se masquent

qui ont décimé une grande partie de la population. À cette époque, en l'absence de données scientifiques, l'épidémie était considérée comme une punition divine. Aujourd'hui, les hommes de religion composent avec les données de la science en implorant l'aide de Dieu face à cette maladie. L'oubli est bien souvent une nécessité de l'homme pour continuer à vivre, pour ne pas endurer constamment des souffrances. En même temps, il est nécessaire de se remémorer l'histoire. Le futur ne peut pas être pensé sans le passé et le présent. L'épidémie de la Covid-19 nous a montré de quelle manière les chercheurs avancent. La science n'est pas porteuse de vérités absolues, ses théories changent avec les découvertes nouvelles. Nous constatons de façon prégnante que la recherche doit être résolument pluridisciplinaire. Les analyses épidémiologiques, anthropologiques, économiques et politiques ont montré que la crise était inévitable. Mais nul ne pouvait prédire quand elle se déclencherait.



1889, contre la grippe asiatique, un hôpital forain sous tente à Paris

Nous pouvons dire qu'elle relève de la contingence, de l'inattendu. Les sociétés n'étaient pas préparées pour y faire face, bien qu'elles aient contribué à la dérégulation de la planète. Les politiques de santé, les désastres écologiques, la course au néolibéralisme furent sans doute les causes déclenchantes de cette crise. Dans un ouvrage récent, intitulé «Et si l'effondrement avait déjà eu lieu», le psychanalyste Roland Gori montre que tous les ingrédients de l'effondrement étaient là : les mutations climatiques, la course à

la rentabilité, les dysfonctionnements sociaux, les exigences toujours plus grandes de productivité et d'utilitarisme, ajoutés aux inégalités sociales et aux atteintes à la dignité humaine. Cette crise en a été le révélateur.

Les structures de santé ont montré leurs défaillances, l'économie s'est effondrée, les liens sociaux ont été très affectés. Les anthropologues de la santé nous ont montré que les virus existent dans notre corps et dans la nature par milliards, mais ils ne sont pas tous virulents : certains permettent de combattre des bactéries et sont même utilisés dans la recherche fondamentale.

L'homme a conquis des espaces naturels qui ont rétréci celui des autres êtres vivants. L'animal s'est rapproché de l'Homme ! Les êtres humains ne sont pas seuls sur terre. La notion du vivant est à entendre au sens large. Une société est constituée d'une multitude d'êtres qui réagissent les uns avec les autres. Louis Pasteur disait : «*Le microbe n'est rien, le terrain est tout*». Notre relation avec le vivant est en crise. Faute d'avoir anticipé les causes, la course aujourd'hui est au remède introuvable et au vaccin probable.

Ce que la crise nous révèle

De nouvelles pathologies sont apparues et celles qui préexistaient à la crise se sont exacerbées. Sur le plan psychique, les angoisses, les insomnies, les dépressions et autres troubles psychiques ont dominé les préoccupations relatives

à la santé. La prise de conscience de l'importance de la santé mentale a été telle que le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a appelé les pays à donner davantage de moyens à ce secteur. «*Le virus de la Covid-19 n'attaque pas seulement notre santé physique, elle augmente également les souffrances psychologiques*», a-t-il souligné en rappelant les «*décennies de négligence et de sous-investissement dans les services de santé mentale*».

Les Nations unies ont ainsi appelé les gouvernements à investir sans délai dans ce domaine longtemps sous-financé.

La distanciation sociale a produit des effets paradoxaux : elle a engendré des rapprochements affectifs, des solidarités mais également des souffrances et des ruptures sociales. En se prolongeant, l'isolement peut aboutir à une perte du contact relationnel, du regard sensible et de la présence charnelle. Le changement spatial a considérablement modifié notre rapport au temps. Il y a un temps subjectif, intérieur et un temps objectif, celui de la montre. Le temps peut nous sembler s'arrêter, paraître long ou court, selon nos occupations et la situation que nous vivons.

La perception du temps est intimement liée aux émotions qui augmentent le désarroi des anxieux percevant les situations menaçantes comme plus longues. L'ennui aussi peut être source de grande terreur. L'Homme ne peut pas vivre naturellement en confinement. «*L'Homme est un animal politique*» a dit Aristote.



La déforestation massive du monde se poursuit ; ici dans la forêt amazonienne du Brésil

Pour le philosophe, cela signifie que l'Homme vit au milieu de ses congénères dans une cité soumise à des lois. Le confinement est une décision de l'État, les gouvernants devant protéger la vie et la sécurité des citoyens.

L'Homme n'est pas le seul à vivre socialement, ses réactions, ses réflexes et ses mimétismes sont apparentés à ceux de l'animal, mais il possède une sociabilité et des relations avec ses semblables beaucoup plus évoluées. Ce qui le différencie fondamentalement de l'animal, c'est le langage. Grâce à la parole, nous pouvons communiquer, nous exprimer et être présents au monde. Nous avons besoin des autres pour nous identifier, nous rassembler, partager ; c'est la raison pour laquelle le confinement, qui est subi, est aussi source d'isolement, de souffrances, de solitude, de séparation avec les proches. Les enfants, comme les adultes, ont besoin du social.

Avec la culture, un rapport à repenser

La crise nous a révélé des choses essentielles. Parmi celles-ci, je voudrais insister sur le rôle prépondérant de la culture. Elle est au cœur du lien social. Elle est source de richesse, nourrit la mémoire des civilisations et entretient l'histoire des peuples, le patrimoine matériel et immatériel des pays. La culture est un partage entre des individus. Elle donne un sens, des places structurées pour chacun et des modèles de conduite ou d'inconduite : ainsi l'ordre et le désordre moral ont été différemment appréciés et intégrés selon les civilisations et les époques. Chacun, adapté ou marginal, créateur, névrosé ou délirant, puise dans le fonds commun ethnico-culturel, des outils de représentation imaginaires et d'expression pour dire sa subjectivité sous une forme reconnue par le groupe culturel. C'est ce qu'on désigne par «lien social». La culture donne un cadre à l'individu pour s'adapter aux autres, lui permettre d'enrichir la collectivité ou au contraire l'en exclure. C'est tout le sens à don-

ner au vivre-ensemble, dont les catastrophes nous révèlent l'urgente nécessité. Qu'est-ce que le lien social ? En droit, c'est principalement par l'attribution du nom de famille que se marque la dépendance entre filiation et identité sociale. En sociologie, le lien social désigne l'ensemble des relations qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social et qui établissent des règles. Avec Claude Lévi-Strauss, l'anthropologie décèle dans la prohibition de l'inceste le *modus operandi* fondant la transition entre deux

se trouve pris, elle s'intéresse à la «pré-histoire», à l'histoire originaire, fondatrice. C'est cette préhistoire sociale originaire, cette histoire du commencement que Freud a développée dans «Totem et tabou» qui traite du passage de la horde primitive - pure animalité - à l'univers social.

Il nous faut repenser nos catégories de pensée, nos héritages symboliques. Nous devons réinventer notre quotidien, faire preuve d'inventivité, de créativité. Il faut lutter contre l'ignorance, l'analphabétisme, l'obscurantisme, ne

pas confondre science et croyances. Tout cela impose de donner davantage de place à la culture. Certes, la santé des citoyens, leurs besoins économiques, leur sécurité sont essentiels, mais la culture n'est pas une chose superflue. Elle contribue à élever le degré de conscience, à éduquer, à développer les connaissances. Elle est elle-même source de productivité. J'évoquerai quelques situations pour appuyer ces réflexions.

Malgré tout, la culture autrement

Il y a d'abord toute l'importance à accorder à la question du patrimoine. Un effort important a été

entrepris pour la restauration des monuments historiques.

La société civile est de plus en plus consciente de la place à accorder à ces pages de notre histoire. Un exemple nous l'a montré. Dans le cadre de cette restauration, le célèbre café maure de Rabat a été malheureusement détruit pour être reconstruit «à l'identique» a-t-on affirmé. Cette destruction est fort regrettable. Lorsque les traces du passé sont effacées, aucune reconstruction ne peut se faire à l'identique. Fort heureusement, les citoyens ont très fortement réagi pour condamner cette destruction.



Heurs, bonheurs et malheurs de la distance sociale

ordres, les faits de nature et les faits de culture. S'interdire l'accès aux femmes de son groupe, c'est s'obliger à épouser d'autres femmes étrangères au groupe ; cet échange seul permet d'établir une relation durable entre des groupements humains autrement voués à l'isolement et au conflit.

Au regard de la psychanalyse, le sujet est le produit d'une histoire qui est celle de son insertion dans l'ordre de la loi et du langage, champ symbolique qui dépasse les individus, où père et mère occupent des lieux assignés. La psychanalyse distingue des fonctionnements qui relèvent des structures où chacun

Suite à cela, il a été convenu que les décisions seront désormais prises en concertation avec les acteurs de la société civile. Saluons l'appel redoublé pour le développement du tourisme intérieur en cette période de forte restriction des déplacements à l'extérieur du pays. Cette initiative pourra, sans nul doute, ouvrir la voie à meilleure connaissance du pays. Durant le confinement les librairies ont été fermées. De nombreuses voix se sont soulevées contre cette décision. Cette mesure, tout à fait justifiée lorsque les locaux ne permettent pas une distanciation, pourrait donner lieu à d'autres perspectives. Ainsi, la possibilité de mettre en place des bibliothèques ambulantes, en plein air, donnerait un nouveau souffle au livre et à la lecture. Je cite ici en exemple l'action menée par la libraire Jamila Hassoun. Afin de rendre le livre accessible au plus grand nombre, elle a lancé il y a plusieurs années déjà «la caravane du livre», un espace culturel mobile qui se déplace aux quatre coins du Royaume pour offrir des moments de découverte et de partage autour du livre à travers des débats et tables rondes dans les régions les plus reculées du pays.

En pleine crise de la Covid 19 et pour la première fois depuis que le cinéma existe, les salles de cinéma ont été contraintes de fermer leurs portes. Face à cela, une vieille initiative, remontant aux années soixante, mérite d'être remise à l'ordre du jour : «Le Drive-In Festival», un cinéma en plein air sur un grand parking de voitures. Les cinéphiles peuvent s'installer et profiter des films et des différentes animations sur un écran géant. La création d'un festival itinérant et solidaire, peut aider les distributeurs en difficulté et garder le lien avec le public. L'un des effets de la crise les plus marquants a été le développement considérable du digital. Ainsi, la transmission instantanée des informations et des échanges (par smartphones, Skype, zoom, e-mails, audios, vidéos...) nous

permettent d'être proches tout en étant éloignés. Nous sommes loin du passé lointain durant lequel les hommes et les pays étaient coupés les uns des autres. La situation sanitaire actuelle nous contraint à remplacer les salles de conférences par des visioconférences, d'organiser des congrès et même des salons virtuels grâce aux plateformes numériques. Nous ne devons cependant pas oublier que dans de nombreuses situations le numérique reste une solution palliative qui ne remplace pas les échanges en présence phy-

les risques sur les secteurs politique, économique, sanitaire notamment. La santé est le domaine où chacun doit apprendre à se protéger et protéger les autres. Il faut donc que le citoyen soit acteur de sa propre protection, ce qui suppose une action quotidienne. L'éducation, la pédagogie, la culture sont des éléments essentiels pour développer la responsabilité et la prise de conscience des citoyens. Au début de cette pandémie le mot «guerre» a été utilisé, par certains hommes politiques, à l'échelle mondiale.

L'objectif était d'alerter la population sur l'urgence de la situation afin de sauver des vies. On a parlé de «l'ennemi invisible», qui cherche à tuer sa proie. J'ai écouté les peurs ayant accompagné cette période. Ainsi, la métaphore de «la guerre» nous rappelle que face à la peur de la mort, les individus ont des réflexes de survie, grâce aux pulsions de vie qui s'opposent aux pulsions de mort.

«Pourquoi la guerre ?»

Vieille question, toujours actuelle, qui fut posée dans un dialogue entre deux grands au cours du siècle dernier. En 1931, la Société des Nations cherchait à promouvoir un échange entre les intellectuels en faveur de la paix. Einstein faisait remarquer que les États créent une autorité judiciaire

pour apaiser les conflits et soumettre les hommes aux lois. Freud rappelait que dans le psychisme coexistent deux grands groupes d'instincts : les instincts de destruction, d'agressivité et les instincts d'amour, de conservation. Il en résulte un jeu entre l'intérieur et l'extérieur, un équilibre dirigé vers l'intérieur ou l'extérieur. Dans la «vie civilisée», les instincts de conservation triomphent sur les instincts de destruction qui engendrent l'agressivité et la violence. Le travail de l'éducation et de la culture doit faire son œuvre pour contenir ces pulsions dans le sens de la préservation de la vie, du souci de soi et des autres.



Heurs, bonheurs et malheurs de la distance sociale

sique, la digitalisation des relations sociales étant insuffisante et pouvant devenir pathogène.

On a enfin assisté à une extraordinaire multiplication des fake news, d'où la nécessité de vérifier les informations afin de réussir à acquérir une capacité de réflexion et de discernement du vrai et du faux. On peut ainsi garder le meilleur de la révolution numérique.

La culture pour préserver la vie

Aujourd'hui nous savons qu'il va falloir vivre avec la Covid-19 pour un temps encore indéterminé. Il faudra donc gérer



Innovations : ces fiertés nationales qui méritent une attention particulière

**Ali Kharroubi, Correspondant régional
du quotidien L'Économiste dans l'Oriental**

La force des nations se juge aussi à leur réactivité et à leurs comportements face aux catastrophes naturelles, guerres, pandémies et autres crises majeures. Elle s'évalue à leurs capacités de redressement, d'innovation, ainsi qu'à leurs dispositions à injecter du sang neuf à leur modèle de développement. La propagation du coronavirus, à l'échelle internationale, a causé plus de 850 000 morts et infecté plus de 20 millions de personnes à ce jour. Elle a également rappelé à tous que l'essentiel réside dans la nécessité de surmonter les obstacles, aussi imposants soient-ils, et à être plus inventif et créatif pour y parvenir.

Œuvres d'art, inventions à visée médicale contre la Covid

Au Maroc, les gouvernances centrales et locales ont pris les décisions qu'il fallait en ajustant un protocole sanitaire adapté et en lançant un ensemble de mesures socioéconomiques d'envergure. En parallèle, des universitaires, chercheurs, industriels et jeunes créateurs ont réagi positivement en mettant à disposition toutes leurs intelligences.

Le mérite de la mobilisation revient aux jeunes qui ont prouvé qu'ils sont la plus importante richesse du Royaume. Ils l'ont démontré en embellissant leurs quartiers, en transformant des ruelles délaissées par le design de fresques expressives qui relatent leurs attentes et leurs aspirations. Ils l'ont aussi démontré en réalisant des inventions pour nourrir l'espoir en un pays meilleur et sauvé de la pandémie.

Ainsi, un potentiel d'innovation scientifique et technologique insoupçonné s'est concrétisé par la création de masques intelligents, respirateurs artificiels, portiques désinfectants, visières adaptables et applications dédiées, entre autres. Toutes ces créations ont été réalisées par des jeunes universitaires et même parfois par des élèves du primaire.

Malgré ces initiatives hautement distinctives, ils n'ont pas toujours été reconnus à leur juste valeur et ont été parfois négligés par certains responsables qui n'ont pas interagi avec leurs demandes. Pis encore, certaines sollicitations de soutien et d'accompagnement pour l'exécution des projets, en matériel médical notamment, n'ont pas eu de suite.

Des dizaines d'inventions attendent accompagnement et reconnaissance

C'est le cas des frères Abdelmouhaimen Rakkas (lauréat de l'école «Act School» relevant du groupe OCP) et Salaheddine Rakkas, de Youssoufia. Ils ont conçu et fabriqué un distributeur automatique de liquides désinfectants, à faible coût, doté d'un système infra-rouge, à utiliser aux entrées des hôpitaux, usines, administrations et autres lieux publics. Son originalité : il stérilise les mains sans contact avec le distributeur. Les frères Rakkas sont confrontés au manque de moyens et à l'indisponibilité de certaines matières et pièces électroniques. Ils ne sont pas les seuls.

C'est le cas pour le jeune Issam Jarroudi, concepteur durant le confinement d'un purificateur d'espaces et d'outils à base d'ozone, qui cherche désespérément un financement. Cet appareil, en mesure de stériliser contre les bactéries, microbes, champignons, moisissures et acariens, est déjà expérimenté dans une unité industrielle à Mohammedia et une unité agricole à Agadir. Ce bachelier en électronique et lauréat en ingénierie a déjà monté son propre bureau d'études et compte mettre son savoir-faire à profit pour développer d'autres techniques et appareils. Pour le moment, il se consacre à la conception/réalisation de matériels au profit du secteur agricole. D'autres inventions sont à son actif : un système de lutte contre la formation de calcaire et contre les algues qui bouchent les crépines et favorisent les bactéries. En somme, des problèmes qui nuisent au développement et au rendement des cultures.



Grand oublié des dispositifs d'encouragement, Issam Jarroudi fait preuve d'une grande créativité



Mohammed Bilal Hammouti est confronté à un seul problème ; le manque de moyens !

Dans le sillage de sa démarche, il a conçu un système empêchant la reproduction des algues dans les bassins artificiels ou naturels destinés à l'irrigation.

Ceci dit la créativité n'a pas d'âge. L'adage est confirmé par le jeune Mohamed Bilal Hammouti, élève de 6^{ème} primaire qui surfe sur les meilleures moyennes en classe (9,28 sur 10). Cet enfant d'Oujda est tout simplement le plus jeune inventeur de la période du confinement. À 11 ans, il compte deux inventions majeures contre la propagation du coronavirus :

- une bavette intelligente qui couvre le visage automatiquement et fonctionne à la détection d'humidité, postillons, gouttelettes ou particules émises au moment d'une toux, d'un éternuement ou d'une discussion en l'absence de protection ;
- des lunettes électroniques qui alertent lorsque des interlocuteurs ou simplement des voisins ne respectent pas la distance sociale, au risque de contaminer leur entourage.

Il a également réalisé une main robotique ultra-légère permettant aux personnes handicapées de retrouver une bon dextérité, ainsi qu'une poubelle intelligente pour aspirer les débris. Un seul obstacle pour qu'il puisse aller plus loin : le manque de moyens !



La protection et la sauvegarde de la vie sont des actes de foi

Docteur Mustapha BENHAMZA
Président du Conseil des Oulémas d'Oujda

L'auteur est universitaire, diplômé de Dar Al Hadith Al Hassania, spécialiste en études islamiques, membre du Conseil supérieur des Oulémas et du Conseil Economique, Social et Environnemental, ainsi que Président du Conseil Régional des Oulémas de l'Oriental. Il nous rappelle les préceptes de l'Islam en matière de santé.

On ne peut comprendre l'importance réservée par l'Islam à la protection de la santé humaine sans l'appréhender dans sa globalité et dans son interaction avec les différentes composantes sociales. La protection de la vie humaine n'est pas seulement la responsabilité médicale d'une profession : elle est aussi une réaction instinctive pour sauvegarder ce que Dieu nous a légué de plus précieux. Cette conviction profonde rime avec devoir et responsabilité envers soi-même et les autres. N'a-t-on pas dit qu'un croyant fort est plus vénéré qu'un croyant étioilé ? La robustesse est à prendre dans son sens large : physique, morale et spirituelle.

La préoccupation de la santé au cœur de l'Islam

Pour en détailler les soubassements, il est impératif de préciser que l'Islam a fait de l'Homme la pierre angulaire de toute approche salutaire. L'Homme est au centre des préceptes comme il est l'élément majeur des convictions à visée humanitaire. Sans Homme sain et sage en mesure de décoder, comprendre et interpréter les changements

qui affectent le quotidien des mortels, il est difficile de partager des pratiques qui nécessitent lucidité et clairvoyance. L'Homme est ainsi un tout : une matière qui subit les aléas des temps et un esprit qui surfe sur l'intelligence interprétative des choses : choix et devenir.

Aussi, la protection du corps est la pierre angulaire de tout fondement pour hisser l'être humain au niveau de l'interprétation exacte des directives religieuses. La protection de la santé est la priorité des priorités en Islam. Sans elle, tout est matière à dislocation et interprétation erronée. Un esprit sain dans un corps sain trouve son essence dans une approche spirituelle qui vénère l'Homme et l'encourage à cultiver la force morale et la force physique pour conquérir un corps et un esprit sains. S'y ajoutent le dépassement de soi, le respect et l'écoute de ses propres attentes ainsi que de celles des autres.

En cas d'interférence entre le religieux et le sanitaire, l'Islam opte, sans hésitation aucune, pour la préservation de la santé. Il est autorisé au malade de ne pas jeûner en cas de carence, fatigue ou épuisement, de prier assis ou allongé en cas de maladie ou infirmité.

A l'exemple du Prophète Sidna Mohammed

Le Prophète Sidna Mohammed n'a cessé d'encourager la médicalisation et le recours aux soins médicaux, tout en condamnant les pratiques de la sorcellerie et du charlatanisme. «*Pour chaque maladie il y a un traitement médical*», répétait-il. A un compagnon qui souffrait d'une maladie cardiaque, le Prophète conseilla vivement de consulter El Harite Bnou Kadala, un médecin chrétien réputé à l'époque pour son savoir-faire. Le Prophète se soignait pour la moindre fièvre comme l'a rapporté son épouse Aïcha qui a détaillé comment le Prophète encourageait le partage des connaissances médicales avec les différentes personnes qui lui demandaient conseil. Elle a rapporté également que leurs mets étaient assaisonnés à base de plantes médicinales.

Les différents Khalifs encourageaient les fidèles aux études médicales et à la considération envers les sciences médicales. Ceci a été rapporté dans un livre référence du médecin historien Ibn Abi Oussaybia, «Cours de médecine», réputé pour ses biographies des médecins qui ont marqué leurs époques.

Il serait également l'auteur d'un registre d'observations médicales.

Au Maroc, la médecine était enseignée dans les Facultés théologiques ; en atteste le grand nombre de manuscrits médicaux sauvegardés à la bibliothèque Al Hassania et à la bibliothèque Sbihiya de Salé. D'autres livres sur les plantes médicinales et les traitements appropriés sont aussi référencés et ont fait l'objet d'études de chercheurs éminents. L'orientaliste français Lucien Leclerc, médecin militaire, traducteur et historien, a publié un livre sur ce sujet, «L'histoire de la médecine arabe», dès 1876, dernièrement réédité par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques.

Par opposition aux sciences médicales, la «Roukyâ» n'a jamais existé en tant qu'alternative médicale. Elle est la résultante de coïncidences qui n'ont rien à voir avec la science. La «Roukyâ» est un «Douâa» ; une imploration qui accompagne l'acte médical. Elle ne le remplace pas. C'est un soutien psychologique, ni moins, ni plus. La preuve est que tous les livres de Hadiths réservent un chapitre à la médecine et pas au charlatanisme. La «Roukyâ» est l'émanation même du sous-développement et de l'ignorance lorsqu'elle est déviée de sa vocation.

Islam et maladies contagieuses

Pour les épidémies, le Prophète Sidna Mohammed alertait en permanence contre les maladies transmissibles et insistait sur les mesures préventives. Il était catégorique en interdisant aux «Souhabas» de voyager vers les villes contaminées. Comme il interdisait aux habitants des localités contaminées de quitter leur domicile pour ne pas propager les maladies. Il leur recommandait la quarantaine ! En cas de décès, les victimes sont considérés comme des martyrs car, en s'isolant, ils sauvent les autres d'une mort certaine. Le Prophète rappelle à ce sujet que les personnes qui succombent à la peste sont des martyrs, ce qui place les victimes des pandémies au même rang que les compagnons du Prophète et les croyants voués à leurs convictions spirituelles.

D'autres comportements exemplaires témoignent de l'intérêt accordé à la préservation du corps. C'est le cas du Khalif Omar El Khettab, qui a refusé la conquête d'une ville contaminée alors que ses armées étaient militairement plus fortes. Il aurait pu exploiter la faiblesse de ses ennemis pour les défaire. Il ne l'a pas fait et a ordonné à ses troupes de reporter la bataille à plus tard. «*Sauvons-nous d'un destin vers un autre destin car la pandémie est un sort (Qadar)*» a-t-il répété. «*La précaution est indispensable en cas de doute et la protection de la santé est un devoir*» a-t-il rétorqué à un autre «Sahabi» qui lui reprochait d'avoir peur de la pandémie. Au plan comportemental et pour les gestes barrières, le Prophète éternuait sous son coude ou dans ses mains et recommandait cela à Ses compagnons : les mêmes mesures préventives de distanciation sociale que l'on nous recommande aujourd'hui. Il insistait aussi sur l'importance de la propreté.

Les ablutions ne sont que la partie apparente d'une éducation axée sur la propreté, une dichotomie à ne pas omettre dans toute approche ou étude académique sur l'importance de la propreté dans la constitution de l'être humain. L'Islam a un rapport étroit avec l'eau en tant que substance purificatrice et épuratrice. Le musulman qui se lève tôt pour la prière du Fajr n'a aucunement peur de l'eau, aussi glacée soit-elle ! De plus, le croyant en Islam est obligé de se doucher pour la prière du vendredi, après l'acte conjugal, pour les différentes fêtes religieuses, en dépit de la rareté de l'eau dans les milieux désertiques de l'Arabie.

En somme, nous avons des recommandations pour les soins, des ordres pour la protection contre les maladies, des directives pour la propreté. «*Fuyez le lépreux, comme vous fuyez un lion*» est un adage propagé pour alerter sur la gravité du cas et non pour délaisser un malade. Le Prophète aurait pris la main d'un lépreux et l'aurait mise dans son assiette en l'invitant à partager son repas ; il aurait dit : «*Mange, au nom de Dieu. Toute la confiance est en Dieu*», car, pour tout mal, il existe un traitement en mesure de le guérir.

Les Oulémas doivent rassurer et ne se substituent pas aux médecins

Durant les périodes de propagation de maladies infectieuses, les Oulémas, ils ont pour mission de rassurer pour éviter les amalgames et les confusions, d'adhérer aux mesures préventives et de sensibiliser à l'importance de la mobilisation autour des recommandations unifiées. Les Oulémas en Islam ne se substituent pas aux corps médicaux, bien au contraire : ils corroborent toutes les actions qui protègent et sauvent l'être humain. Cela s'accroît en période de doute et de crise car les fléaux sont porteurs de malheurs et d'adversités. Les décisions prises par les autorités compétentes ont été saluées par les différents corps religieux, sans aucune exception, car au Maroc, grâce à Dieu, la sagesse a toujours primé sur l'aventurisme et l'irresponsabilité.

Nous avons fermé les mosquées car les attroupements, quels qu'ils soient, sont sources de contamination et de propagation des virus. Les prières collectives peuvent être tenues dans les maisons alors que la perte des êtres humains est irremplaçable. Ceci dit, tout le monde est convaincu maintenant de l'importance de la mosquée pour un croyant. C'est une centralité dans la vie quotidienne, d'où la nécessité de multiplier les actions préventives et les campagnes de communication via tous les supports possibles pour apaiser et expliquer, pour fournir des réponses en ces moments de crise, car la mosquée n'est pas une simple bâtisse, mais un espace de vie et la source de comportements civiques.

Plusieurs versets coraniques ainsi que des Hadiths du Prophète Sidna Mohammed soulignent l'importance de la sauvegarde du corps, allant d'une modération nutritionnelle à une meilleure hygiène sanitaire et physique. Les ablutions témoignent d'une discipline basée sur la propreté. C'est aussi ce que préconise la médecine moderne comme réaction préventive contre la propagation de certaines maladies contagieuses.



Toujours garder le lien...

Pierre MATEO
Directeur délégué de l'Institut français d'Oujda

L'Institut Français du Maroc-Oujda est un pôle essentiel d'animation culturelle dans la Région de l'Oriental. L'auteur en est le Directeur délégué ; il raconte ici l'incroyable aventure du confinement qui vit son institution ré-inventer ses métiers pour que ses missions restent accomplies et que soit maintenu le lien avec le public comme avec les artistes et les institutions partenaires.

Dans le contexte d'état d'urgence sanitaire, dans cette épreuve inédite du confinement, comment s'inscrire dans la continuité de nos missions ? Comment promouvoir la culture dans un dialogue constant ? Comment agir au croisement des secteurs artistiques, des échanges intellectuels, de l'innovation culturelle et sociale et de la coopération linguistique ? Comment soutenir la promotion de la langue française, la circulation des œuvres, des artistes et des idées ? Pour une institution dont l'essentiel des valeurs repose sur l'ouverture, l'échange, le partage, le confinement s'est avéré une épreuve difficile et paradoxale.

La bande dessinée contre le confinement

Notre métier est d'accueillir du public, des spectateurs à nos séances de cinéma, d'enseigner le français à des enfants, des adolescents, des adultes, ou d'aller le faire en entreprises. Nous accueillons également de nombreux



lecteurs dans une médiathèque dont le fonds est le plus important de l'Oriental en ouvrages français.

Des enfants des écoles d'Oujda viennent par classes entières assister à des animations ou écouter des contes dans notre bibliothèque. C'est bien au cœur de notre métier que nous a touché le confinement... Nous avons également une activité importante «hors les murs», comme des expositions ou des spectacles que nous organisons, grâce

à la Direction Régionale de la Culture, au grand théâtre Mohammed VI, ou au Conservatoire de musique et de d'art chorégraphique d'Oujda. Le public répond toujours nombreux, avec enthousiasme. Sans être exhaustif ici sur notre activité externe, citons une action emblématique : «La traversée des écoles». Il s'agit d'un parcours éducatif et ludique né à l'initiative de l'Association Marocaine des Enseignants de Français (AMEF CP Oujda) et de nous-mêmes.

L'Académie Régionale d'Éducation et de la Formation de l'Oriental et l'Agence de l'Oriental en sont les partenaires. L'équipe de cette caravane éducative, composée d'artistes, de personnel de l'IFM-Oujda et de membres de l'AMEF, rencontre les enfants, leurs parents et leurs enseignants, afin d'organiser des activités récréatives et pédagogiques destinées aux élèves scolarisés. Nous nous apprêtons à lancer et fêter la 10^{ème} édition à travers le Nord de l'Oriental.

Pendant le confinement, les agents de l'Institut français ont donc «télétravaillé», mais il fallait garder le lien avec notre public. Nous avons donc produit virtuellement des cours de français et diffusé une programmation culturelle ainsi que des contes pour enfants. Des conférences ont également abondé nos réseaux sociaux.

Mais il était important pour nous de faire participer notre public et c'est pourquoi nous avons lancé un grand concours de bande dessinée en partenariat avec l'Agence de l'Oriental, en cohérence avec la célébration du neuvième art en France en cette année 2020. Nous avons donc réuni un jury prestigieux⁽¹⁾ et bénéficié de soutiens importants pour offrir de beaux prix aux lauréats : une tablette graphique pour le vainqueur, qui sera soutenu par un agent littéraire spécialisé en bande dessinée pour - pourquoi pas ? - aller vers l'édition de

son travail. Ce concours s'est révélé un véritable succès de participation.

La bande dessinée était le fil rouge de notre programmation culturelle. A ce titre, durant le confinement, une BD sous forme de fresque a été réalisée dans le hall de l'Institut français, au siège de notre site d'Al Qods.

Pour réaliser ce projet artistique, nous sommes naturellement tournés vers des artistes locaux. Nous avons donc travaillé étroitement avec le Collectif Tzouri d'Oujda. En Amazigh, Tzouri signifie «le beau» ou, dans d'autres contextes, «l'art». L'association rassemble des passionnés de la Région et vise à rapprocher l'art de la population via l'art urbain ou le Street Art. Avec leurs œuvres, ces artistes ont acquis une belle notoriété en donnant splendeur et éclat à la ville.

Nous les avons donc invités à réaliser la création dont nous rêvions. Mohammed Elalami, Mohamed Tarahdid et Mohamed Amine Naouya du Collectif Tzouri ont su parfaitement et remarquablement réaliser l'œuvre attendue. Il était important pour nous de garder le lien avec les artistes locaux, de les mettre à contribution pendant le confinement, de les soutenir, car l'expression, l'art et la culture doivent continuer.

Nous avons ensuite organisé un vernissage virtuel en direct sur notre page

officielle Facebook. Monsieur Mohamed Mbarki, Directeur Général de l'Agence de l'Oriental, nous a honoré de sa présence. Des artistes locaux ont apporté l'indispensable touche musicale.

Pour l'événement, nous avons mobilisé Bikkat Lestat, du groupe Snitra, l'un des plus connus et des plus adulés de la scène musicale locale. Tous natifs d'Oujda, ces jeunes musiciens font la promotion des rythmes traditionnels, dont la célèbre Reggada à travers la fusion avec le rock, le reggae, le jazz ou encore le blues. Le chanteur Bikkat Lestat a ainsi réalisé une belle performance scénique que nous avons insérée dans le vernissage virtuel. Le résultat est allé au-delà de nos espérances avec plus de 1500 vues, soit plus que la capacité du grand théâtre Mohammed VI : le virtuel a dépassé ce que nous aurions pu recueillir en réel !

Un véritable floraison d'activités face à la Covid-19

Finalement, notre activité pendant le confinement fut dense et, paradoxalement, l'isolement a soudé notre équipe ! Pour preuve, dès le 2 avril, nous avons publié un clip où tous les agents exprimaient «quelques mots d'amour» au public (25 784 vues sur FB). Citons quelques «actions confinées» avec ou pour notre public :

- la diffusion d'une programmation culturelle numérique très régulière ;
- la publication d'une série de coups de cœur littéraires pour célébrer les 10 ans du Club lecture (2 saisons publiées, soit 18 épisodes) ;
- un pastiche de la célèbre émission littéraire française «La grande librairie», intitulé «La grande médiathèque» ;
- la réalisation et la publication numérique d'un roman-photo ;
- des capsules pédagogiques, dont la première (15 minutes) a connu un franc succès avec 13 194 vues (9 732 vues pour la seconde) ;
- l'agencement d'une galerie modulaire dans notre salle polyvalente ;
- une participation à la «La Cigogne Volubile» ;



- une autre à l'opération nationale «Dis Moi Dix Mots» ;
- la réalisation du clip «Pourquoi je veux revenir à l'Institut français», avec la collaboration de nos étudiants (7 211 vues) ;
- le fonctionnement du Club lecture en visioconférence ;
- la poursuite de notre jeu en ligne pour le public «A nous le mot, à vous la phrase !».

galerie d'art virtuelle avec l'appui d'un éditeur spécialisé pour proposer une exposition photographique en ligne - «Regards croisés sur Oujda» - réalisée par un photographe local et une jeune en service civique chez nous.

De nombreux visiteurs y ont déambulé en naviguant sur notre page officielle Facebook ou sur notre site.

Face à la pandémie, pendant le confinement, de nouveaux modèles de consommation se sont révélés, dont l'explosion du fait culturel numérique.

Nous allons sans doute vers une re-composition qui n'ira pas de soi car elle implique de dépasser trois dogmes : le dogme économique de la croissance, du progrès, et de l'anthropocentrisme⁽²⁾.



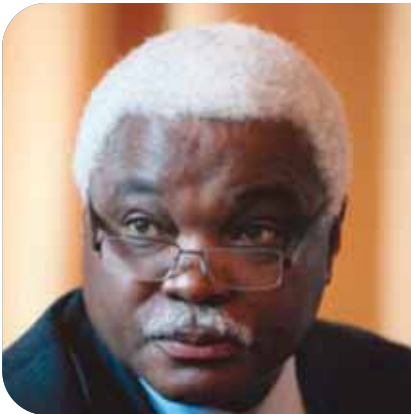
La période de confinement imposée par la pandémie a imprimé de nouvelles habitudes culturelles. Elle a été propice à la création, à la créativité, et source d'inspiration. Elle a également généré de nouveaux modèles de consommation du bien culturel sur internet car les établissements recevant du public, comme le nôtre, ont dû s'adapter, inventer, proposer des nouvelles façons de partager leurs expositions, leurs collections.

A ce titre, le confinement a été un véritable laboratoire numérique. La crise sanitaire nous a amenés à créer une

En fin de confinement, il nous fallait promouvoir notre nouvelle campagne de cours de français. Pour cela aussi, nous nous sommes tournés vers des artistes locaux en sollicitant notamment l'association «This is Oujd » dont nous connaissions les talents en vidéo.

En favorisant l'éveil aux richesses que chaque milieu et chaque individu possède, la culture «établit un trait d'union entre les autres et soi-même» ; elle permet de communiquer et c'est pourquoi le lien avec notre public, les associations locales et les artistes de la Région a été pour nous essentiel.

- 1-Présidente : Mme Clélia Chevrier-Kolačko, Directrice générale de l'Institut français du Maroc, Conseillère de coopération et d'action culturelle
 Keum Suk Gendry Kim, bédéiste sud-coréenne, auteure notamment de «Le chant de mon père», «Les mauvaises herbes»
 Zainab Fasiki, bédéiste et illustratrice marocaine auteure de «Omor», «Hshouma»...
 Abdelatif Benazzi, rugbyman, ex-capitaine du XV de France vainqueur du grand chelem,
 Merjem Naoui, Pôle Coopération Internationale et promotion économique de l'Agence de l'Oriental
 Nicolas Grivel, agent littéraire spécialisé en bande dessinée
 Pierre Mateo, Directeur délégué de l'Institut français d'Oujda
- 2- Ce que propose Mirelle Delmas-Marty dans «Une boussole pour l'après»



La crise sanitaire Covid-19 : lecture et perspectives des collectivités territoriales d'Afrique

Jean-Pierre ELONG MBASSI
Secrétaire Général de CGLU-Afrique

L'auteur est associé à une vision territoriale du développement, où les lieux, l'espace, et leur organisation sont des clés. Ardent défenseur des collectivités du continent, que CGLU Afrique a réunies en 2018 à Marrakech pour son 8^{ème} Salon Africités, l'auteur est interpellé par la pandémie en cours où les États semblent prendre le leadership de la lutte. Qu'en est-il du rôle des territoires ? Quelle place pour leurs responsables ?

Panique à bord : la Covid-19 met le monde sens dessus dessous

Si l'on était dans l'univers de la Pop Music et pour emprunter à son vocabulaire, la Covid-19 aura été la star de l'année 2020 et risque d'occuper le box-office pour plusieurs années encore. Elle marquera d'une empreinte indélébile et inoubliable les populations du monde entier.

Dans les années récentes, aucun phénomène n'a eu un impact aussi fort et aussi universel sur la vie des gens que cette pandémie :

- près de 4 milliards de personnes assignées à résidence ;
- des États en désarroi presque partout, prenant des décisions souvent contradictoires et s'apparentant à une véritable cacophonie, inspirées plus par la panique que par les faits réels et la raison ;
- le milieu scientifique désemparé, recommandant tout et son contraire, offrant ainsi à la vue de tous le spectacle désolant d'une communauté scientifique où la connaissance a été relé-



Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur Général de l'OMS

guée au rang de chapelles idéologiques reliées à des intérêts économiques plus ou moins avouables ;

- l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), jusqu'ici le référent international commun en matière de santé, accusée d'inféodation aux laboratoires pharmaceutiques d'un côté, de favoritisme à l'égard de certains pays de l'autre, ce qui a brouillé la manière dont ses recommandations ont été reçues ;
- l'annonce par l'OMS d'une hécatombe imminente en Afrique, par la propagation du virus dans un milieu dont le niveau d'équipement sanitaire est très faible, annonce démentie par les

faits puisque le nombre de décès dus au Covid-19 dans les pays «pauvres» se situe jusqu'ici bien plus bas que ceux des pays développés et émergents.

Au plan social, on a vu les «premiers de cordée» pris au dépourvu et forcés de reconnaître le rôle incontournable et primordial des «derniers de cordée» pour constituer la première ligne de défense face à la crise sanitaire ; on a vu les populations applaudir chaque soir le personnel hospitalier, puis toutes celles et tous ceux qu'on considérait jusqu'ici comme des rouages obscurs de l'économie locale, nationale, voire mondialisée : éboueurs, petit personnel des collectivités territoriales, caissières des supermarchés, petits commerçants de proximité, transporteurs routiers et livreurs de tout acabit, etc.

Au fond, la Covid-19 semble avoir révélé la face cachée du monde, toute la machinerie derrière la scène qui fait que le spectacle peut continuer sans heurts et être ramené aux seuls acteurs présents sur scène, alors qu'aucun spectacle n'est possible sans ces autres intervenants essentiels.

Ce rôle de révélateur, la Covid-19 l'a joué à la perfection et sur tous les plans. Au niveau individuel, on a vu certains ne pas hésiter à demander à leurs voisins appartenant au personnel soignant - qu'ils applaudissaient pourtant tous les soirs pour leur courage - de déménager pour ne pas les exposer à la contamination au virus, montrant ainsi au grand jour ce qui y a de plus laid dans la nature humaine !

Dès le début de la propagation de la pandémie, pratiquement tous les pays ont eu comme premier réflexe le «chacun pour soi», installant entre eux une compétition honteuse pour l'accès aux équipements de protection, aux tests ou aux médicaments. Les comportements les plus inattendus dans les relations internationales ont été observés par certains États, comme les détournements de commandes effectuées par d'autres et transitant par leurs aéroports, ou le refus d'assistance aux États les plus impactés du moment.

Mais, assez rapidement, on s'est aperçu que si, en situation normale, l'ajustement par rapport au maillon le plus fort de la société qui assure la compétitivité de l'ensemble, en temps de crise sanitaire, c'est l'ajustement par rapport au maillon le plus faible qui assure la résilience de la société. C'est cette conscience quasi-immanente qui a fait naître des élans de solidarité admirables au sein des populations, entre collectivités d'une même communauté nationale, ou entre pays.

Les collectivités territoriales africaines dans la réponse à la crise sanitaire

En Afrique, parce que les premiers cas d'infection au coronavirus ont été manifestement importés par les voyageurs venus d'Europe et d'Asie, les premiers malades sont apparus d'abord dans les grandes villes et ce sont les populations de ces villes qui ont été mises en quarantaine, coupées du reste du pays pour éviter la propagation du virus. Les villes secondaires et les petites villes ont été relativement épargnées, grâce en partie aux mesures de restriction des voyages entre les localités du pays.

Dans les villes principales, le confinement et les gestes barrières recommandés par l'État ont cependant eu du mal à être respectés parce que les populations actives dans le secteur informel, qui sont la majorité, étaient forcées de sortir pour pouvoir se procurer quotidiennement de quoi vivre et nourrir leurs familles.



Le respect de la distanciation sociale a également été très difficile dans les quartiers d'habitat informel souvent surpeuplés. Par contre, l'exigence de se laver souvent les mains a eu comme conséquence heureuse que les quartiers sans accès à l'eau courante ont été régulièrement approvisionnés par citernes par les services municipaux. Dans certains cas, les réseaux ont été étendus pour atteindre les zones jusque-là non desservies en eau potable. Les services municipaux ont aussi participé à des désinfections à grande échelle des quartiers, ce qui a remis au goût du jour les services d'hygiène qui étaient quasi abandonnés depuis l'époque coloniale.

Dès l'entame de la crise sanitaire et la mise en place des mesures de confinement, les villes africaines ont été confrontées à la difficulté de subvenir aux besoins des populations les plus vulnérables. Dans les rares cas où des aides à destination des plus démunis ont été mises en place par l'État, les autorités des villes ont été associées à la distribution des colis ou des bons d'achats alimentaires du fait de leur

meilleure connaissance des communautés sur le terrain. Certaines villes ont pu dégager sur leur budget propre des dotations pour venir en aide aux familles nécessiteuses. Mais, de manière générale, la plupart des villes n'ont eu qu'une action limitée dans ce domaine. Bien souvent, les populations immigrées ont été oubliées.

Les conséquences économiques et financières pour les collectivités territoriales africaines

Dans les pays développés et les pays émergents, on s'attend à ce que la crise sanitaire génère une récession du PIB de l'ordre de 3 à 5 pour cent en 2020, alors qu'on envisageait avant la crise une croissance du PIB de l'ordre de 2 à 3 pour cent pour l'année. En Afrique, on peut s'attendre à ce que les conséquences économiques de la pandémie soient pires encore, en particulier dans les villes principales. Le secteur des PME est très affecté, le secteur informel littéralement sinistré.

Or, ces deux secteurs représentent à eux seuls entre 30 et 50 pour cent de la valeur ajoutée de ces villes et 60 à 80 pour cent de l'emploi.

On peut donc s'attendre à une augmentation importante du chômage dans la majorité des villes d'Afrique, avec toutes les conséquences que cela ne manquera pas d'entraîner : baisse de niveau de vie, augmentation des inégalités, insécurité et violence.

La baisse des activités économiques se traduira aussi par le repli des rentrées financières dans les budgets des villes. Sur la base des chiffres de l'Observatoire des finances locales de CGLU Afrique, les budgets moyens des villes d'Afrique (250 dollars US per capita) vont subir une réduction :

- de l'ordre de 30 pour cent, là où la contribution du secteur moderne aux ressources propres du budget est majoritaire ;
- d'au moins 50 pour cent là où les ressources propres des budgets locaux dépendent majoritairement des impôts et taxes sur les activités du secteur informel ou assimilé (droits de place sur les marchés, taxes sur les débits de boisson, cabarets ou gargotes, etc.).

tion positive avec les citoyens, et reme-
trait en cause la légitimité même de leur
mandat vis-à-vis des populations.

Pour atténuer les conséquences de la
crise sanitaire, certains États (relative-
ment peu nombre en Afrique) ont mis
en place une série de mesures compre-
nant :

- des aides d'urgence aux entreprises
et aux populations (report du paie-
ment des loyers et des impôts et taxes,
paiement différé des factures d'eau et
d'électricité, gel des agios bancaires,
appuis financiers aux populations et
aux entreprises sous forme de prise en
charge du chômage partiel, etc.) ;
- la relance des activités économiques,
dans le cadre de plans dans l'objectif
de remettre les gens au travail, mainte-

Les villes sont en effet un acteur éco-
nomique de premier plan là où le tissu
économique local est constitué essen-
tiellement de PME et d'activités infor-
melles. Ces dernières se développent
essentiellement autour des infrastruc-
tures, équipements et espaces publics
mis en place par les collectivités ; per-
mettre à celles-ci de maintenir une ca-
pacité minimale d'investissement public
est donc un appui direct à la relance des
économies locales.

L'appui aux collectivités territoriales
dans le cadre du soutien à l'activité éco-
nomique post-Covid-19 doit donc être
sérieusement considéré par les États et
leurs partenaires au développement.

L'après : quelles perspectives pour les collectivités territoriales d'Afrique ?

La crise de la Covid-19 a des impacts
bien plus fondamentaux qu'il n'y paraît
à première vue. Elle questionne en effet
la capacité de résilience des villes afri-
caines et leur préparation à faire face
aux crises et catastrophes dont l'occur-
rence est de plus en plus fréquente, en
partie à cause des effets du change-
ment climatique.

Hormis les villes africaines récemment
exposées au virus Ébola (Monrovia au
Liberia, Freetown en Sierra Leone, Kin-
shasa et villes de l'Est de la République
Démocratique du Congo), la plupart des
villes d'Afrique au Sud du Sahara (sauf
peut-être les villes d'Afrique du Sud)
n'ont pas de dispositif défini en cas de
catastrophe, ni de plans d'organisation
des secours et d'assistance aux vic-
times (dits Plans ORSEC). La pandémie
a aussi révélé que beaucoup de villes
ont de sérieuses carences dans l'orga-
nisation des services funéraires, à com-
mencer par la disponibilité d'un nombre
suffisant de morgues et de places dans
leurs cimetières.

Ce constat a particulièrement heurté
la sensibilité des populations concer-
nées, dont on sait l'importance qu'elles
attachent aux rites funéraires et aux
cérémonies de deuil. C'est dire que la
crise du coronavirus laissera des traces
également au niveau anthropologique.



La pandémie Covid-19 aura également
un impact important sur les budgets
d'investissement des villes d'Afrique,
déjà très insuffisants (en moyenne 28
dollars US per capita).

Suivant le scénario le plus optimiste (1,5
à 2 mois d'arrêt des activités écono-
miques), la baisse des budgets d'investis-
sement serait de 25 pour cent. Dans
le scénario pessimiste (plus de 3 mois
d'arrêt des activités économiques), la
baisse des budgets d'investissement
pourrait être supérieure à 40 pour cent.
Ce scénario pessimiste se traduirait
dans les petites et moyennes villes par
un véritable effondrement budgétaire,
qui ôterait toute possibilité aux autorités
de ces villes d'entrer dans une transac-

nir l'outil de production de richesses et
l'emploi, ainsi que la génération des re-
venus (ces plans de relance sont finan-
cés soit par la création monétaire soit
par la dette souveraine) ;

- des mesures pour favoriser la rési-
lience pour que les sociétés repartent
sur de nouvelles bases après le choc de
la pandémie.

Ces dispositifs, souvent soutenus par
les partenaires au développement,
ciblent essentiellement les entreprises
privées et les secteurs jugés les plus
impactés par la crise sanitaire en termes
d'emplois et de chiffre d'affaires, mais
pas les collectivités territoriales. C'est
une erreur.

Ce qui ressort clairement de la gestion de la crise en Afrique, mais pas seulement, c'est qu'elle a donné l'occasion aux gouvernements centraux de revenir, le temps de la crise, sur les compétences reconnues aux collectivités territoriales par les lois de décentralisation. Cette remise en cause s'arrêtera-t-elle à la fin de la crise ? Ou le grignotage amorcé par les gouvernements centraux à la faveur de l'urgence sanitaire va-t-il se poursuivre, vu que les collectivités territoriales sortiront très affaiblies de la crise ? CGLU Afrique est déterminé à résister aux côtés de ses membres pour que les acquis de la décentralisation ne soient pas perdus, convaincu avec ses membres que le développement est local ou n'est pas.

La crise offre l'occasion de réfléchir sur le modèle de développement que les villes africaines ont suivi jusqu'ici à la suite de leurs États. Depuis longtemps, CGLU Afrique plaide pour que les villes africaines s'engagent dans la transition vers la ville durable et résiliente. Certains estiment que le recours à ce concept de transition est un effet de mode qui n'a aucune réalité dans les villes africaines, dont la préoccupation principale devrait être de trouver et proposer des solutions pour assurer la survie quotidienne de leurs populations. C'est oublier, comme le disait Mao Tse Dong, qu'une contradiction principale ne se résout pas au niveau où elle apparaît. Il faut pour la résoudre adopter une approche stratégique qui cherche à répondre aux urgences tout en préparant les conditions pour éviter de n'être réduit qu'à traiter des urgences, parce qu'on n'aura pas réfléchi aux changements et transformations à impulser et mettre en œuvre à moyen et long termes pour sortir de la trappe à pauvreté et inégalités à l'échelle de l'ensemble de la ville.

Les villes d'Afrique n'ont d'autre choix que de s'engager dans la transition vers le développement durable afin de ne pas répéter les erreurs des pays développés et des pays émergents, qui ont trop basé leur développement économique sur l'accès aisé aux énergies fossiles et sur les emprunts et rejets sans limite envers l'environnement.



Il faut rappeler, comme l'ont fait de nombreux scientifiques, que la pandémie Covid-19 est une maladie d'écosystème liée au caractère invasif du genre humain vis-à-vis des autres êtres vivants avec lesquels il a la planète Terre en partage. Le modèle économique dominant se heurte frontalement aux limites de l'écosystème planétaire. Il est de la responsabilité de l'Afrique, qui sera dans une trentaine d'années le premier foyer humain et qui a la chance d'être le continent le moins enchâssé dans l'économie dominée par les énergies fossiles, d'engager le monde dès maintenant à bifurquer vers une trajectoire de développement bas carbone, plus durable et plus résiliente.

Un nouveau modèle de développement pour les villes

Tout ceci va nécessiter des évolutions profondes sur le modèle de développement que les villes africaines devraient adopter. Il s'agit de passer en revue les cinq fonctions principales que toute collectivité territoriale est censée assurer :

- nourrir la collectivité ;
- construire la collectivité ;
- fournir la collectivité en équipements et services de base ;
- entretenir la collectivité ;
- administrer et gérer la collectivité.

Précisément, il s'agit de les passer aux tests de :

- la sobriété des emprunts comme des rejets dans la nature ;

- l'efficacité énergétique ;
- la proximité et les circuits courts entre les lieux de production et de consommation, notamment pour l'alimentation ;
- la logique de l'économie circulaire ;
- l'inclusion et la justice sociales.

Ces tests devraient permettre de détecter les points à traiter et à prioriser pour avancer vers une trajectoire de développement plus durable et résilient. L'exercice est à la portée des collectivités territoriales d'Afrique et beaucoup s'y engagent. Bien sûr, l'exercice va être exigeant pour les instances politiques et administratives des collectivités territoriales en termes de connaissance des dotations de leurs territoires et de leur contribution au développement des économies locales. L'expertise pourrait éventuellement être recherchée dans les Universités pour aider à comprendre ce qu'il est possible de faire.

Relancer les économies des villes africaines sur la matrice de la transition vers le développement durable a par ailleurs l'avantage d'être en cohérence avec l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable et l'Agenda de Paris sur les changements climatiques. C'est dire que les villes qui s'engageraient dans une telle démarche seraient susceptibles de trouver des soutiens dans les dispositifs de coopération internationale, tels que le Fonds Vert Climat. Adopter une telle matrice est également la meilleure manière d'apporter la perspective des territoires à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, sur «L'Afrique que Nous Voulons».

L'Afrique et la pandémie : la réalité a désavoué les pessimistes

Les experts considèrent que l'Afrique aurait atteint son pic épidémique dans la dernière semaine d'août 2020. Selon Mark Woolhouse, le continent vivrait même le «commencement d'un retour à la normale» ; le Professeur d'épidémiologie à l'Université d'Édimbourg s'exprimait ainsi le 24 septembre dernier lors d'un échange organisé par le Bureau Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé. Pour autant, les experts n'excluent pas une «deuxième vague» et ne préjugent ni de la durée ni de la difficulté du chemin encore à parcourir face à la pandémie.

Depuis l'apparition du premier cas continental, en Égypte, le 14 février dernier, environ 35 000 décès et 1,43 million de contaminations sont à déplorer pour 1,2 milliard d'habitants. Sous cet angle, l'Afrique est avec l'Océanie le continent le moins atteint : 22 000 morts au total pour l'Afrique du Sud et l'Égypte, pays les plus touchés, contre près de 32 000 rien qu'en France par exemple, avec une population 2,3 fois plus nombreuse. Le constat contraste avec les angoisses des premiers temps de la pandémie, où certains experts craignaient la confrontation de la maladie avec un système sanitaire jugé globalement insuffisant et fragile. En cause :

- des modèles statistiques inadaptés, déroutés par la proportion des cas asymptomatiques (80% en Afrique, contre 40% dans les pays occidentaux) ;
- un puissant travail de sensibilisation de la part des autorités dans tous les pays (gestes barrières, port du masque, hygiène, distance sociale, restrictions de circulation) ;
- pas de grands foyers de contaminations ;
- la célérité de réaction des dirigeants (fermeture rapide des liaisons aériennes internationales et des frontières) et une bonne réception des mesures par les populations ;
- la part relative de la jeunesse dans la population (3% de plus de 65 ans ; avec 10%, l'Algérie, en pleine transition démographique, a eu une proportion significativement plus importante de décès) ;
- la quasi-absence de structures d'accueil pour les personnes très âgées (moins de 1% de la population) ;
- une part importante des habitants vivant en zone rurale, au grand air, avec une faible densité ;
- l'activité relativement réduite des transports de personnes ;
- éventuellement l'immunité croisée née de la confrontation à d'autres coronavirus.

L'Afrique du Sud et l'Égypte, les deux pays les plus atteints, présentent notamment les densités urbaines les plus élevées.

Un réseau de laboratoires (12, dont 10 africains) travaille au séquençage du génome du virus tel qu'il circule en Afrique, et de ses mutations multiples, atout pour élaborer un vaccin ou un traitement approprié au continent. Il s'agit aussi bien de mieux connaître les groupes de transmission que de comprendre comment le virus circule en se transformant.

Pas moins de 10 «lignées» sont déjà identifiées, sachant que la contamination du continent est clairement importée d'Europe.

Après Ebola, qui avait marqué l'installation d'un premier niveau déjà performant de collaborations continentales, la pandémie Covid-19 a véritablement dopé les coopérations scientifiques sur les infections contagieuses entre les chercheurs et les laboratoires africains.

Si les 54 pays du continent sont de fait tous touchés, on est loin de la catastrophe annoncée et la dynamique des solidarités continentales est une excellente nouvelle.

*La rédaction, d'après
un article du quotidien
Le Monde : «Covid-19 :
le commencement
d'un retour à la normale
pour l'Afrique»,
publié sur le site
du journal
le 20 septembre 2020*





La revue



contribue
à la
constitution
et à la
circulation
du savoir



Déjà

23

numéros
publiés

Toutes les publications
de l'Agence de l'Oriental
sont consultables sur :
www.oriental.ma